

Commission économique pour l'Afrique

RAPPORT ANNUEL 2011

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL **Documents officiels 2011** **Supplément No. 18**



NATIONS UNIES

Table des matières

Page

Introduction	1
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Questions appelant des décisions du Conseil économique et social ou portées à son attention	1
--	---

CHAPITRE II

Activités de la Commission depuis sa quarante-troisième session	4
---	---

CHAPITRE III

Questions découlant des réunions des comités intergouvernementaux d'experts (CIE) des bureaux sous-régionaux de la CEA	46
---	----

CHAPITRE IV

Quarante-quatrième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	53
--	----

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I – Résolutions et Déclaration ministérielle adoptées par la Commission à sa quarante-quatrième session	
A. Résolutions	
B. Déclaration ministérielle	
ANNEXE II - Rapport de la trentième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA	

Introduction

Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) couvre la période allant du 1^{er} avril 2010 au 30 avril 2011. Il a été adopté à l'unanimité par la Commission le 30 mars 2011. Conformément à la résolution 861 (XLI) adoptée par la Commission à sa quarantième et unième session en avril 2008 et entérinée ultérieurement par le Conseil économique et social, la CEA a tenu sa session annuelle dans le cadre de la réunion annuelle de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

CHAPITRE PREMIER

Questions appelant des décisions du Conseil économique et social

À sa quarante-quatrième session la Commission a adopté une résolution approuvant l'intégration complète de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) dans son programme de travail et demandant une augmentation importante de la subvention de l'Organisation des Nations Unies à l'Institut. La Commission a décidé de soumettre la résolution au Conseil économique et sociale pour suite à donner. Le texte intégral de la résolution est le suivant:

889 (XLIV) Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 875 (XLIII) sur le repositionnement de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP),

Ayant reçu avec une grande satisfaction le rapport qui lui a été soumis sur les activités de l'Institut de développement économique et de planification au cours de l'année écoulée, qui fait état des progrès remarquables réalisés en ce qui concerne la gestion et l'exécution des programmes,

Constatant les mesures prises pour rénover les bâtiments de l'Institut et les efforts déployés pour mener des actions dynamiques de sensibilisation et de communication,

Prenant note du relèvement substantiel du niveau des contributions qu'apportent à l'Institut un nombre record de pays et des partenaires de développement,

Reconnaissant le rôle majeur de l'Institut en matière de renforcement des capacités, ainsi que le besoin pressant de rétablir les cadres de planification dans l'ensemble du continent,

Rappelant qu'elle a approuvé la demande faite par le Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification d'accroître considérablement la subvention annuelle que l'Organisation des Nations Unies verse à l'Institut,

1. Félicite le Conseil d'administration et la Direction de l'Institut des succès enregistrés pour rétablir la capacité de l'Institut d'exécuter ses programmes;
2. Demande à la Direction de la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre la pleine intégration du programme de l'Institut dans son programme de travail;
3. Note avec satisfaction que les États membres et les partenaires de l'Institut africain de développement économique et de planification ont renouvelé leurs engagements en faveur de l'Institut et que nombre d'entre eux ont versé leur contribution; et exhorte les États membres et les partenaires à maintenir leur appui à l'Institut en continuant d'acquitter leur contribution et en réglant tout éventuel arriéré;
4. Réitère sa demande tendant à ce que la subvention de l'Organisation des Nations Unies à l'Institut africain de développement économique et de planification soit augmentée substantiellement et invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer cette demande, notamment en portant la résolution à l'attention du Conseil économique et social;
5. Invite le Conseil économique et social à appuyer la demande d'augmentation substantielle de la subvention que l'Organisation des Nations Unies verse à l'Institut africain de développement économique et de planification afin de permettre à l'Institut de remplir sa mission avec efficacité à l'appui des efforts de renforcement des capacités de ses États membres.
6. Renouvelle la demande qu'elle a formulée au Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification de continuer à lui soumettre un rapport annuel sur les progrès réalisés en ce qui concerne les activités de l'Institut.

Autres résolutions adoptées par la Commission à sa quarante-quatrième session

En outre, la Commission a adopté 10 résolutions et une Déclaration ministérielle portant sur divers points de l'ordre du jour de sa réunion, revêtant un intérêt spécial pour le Conseil économique et social. On trouvera ci-dessous la liste des résolutions et de la Déclaration ministérielle (*pour le texte intégral, se reporter à l'Annexe I*).

Résolutions

- 879 (XLIV) «Gérer le développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique »
- 880 (XLIV) Les Objectifs du Millénaire pour le développement

- 881 (XLIV) Renforcer l'appui de l'ONU en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et du Programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
- 882 (XLIV) Mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et de la stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique
- 883 (XLIV) Mécanisme africain de mutualisation des risques: Un fonds panafricain de garantie contre les risques de catastrophes
- 884 (XLIV) Changement climatique et développement durable en Afrique
- 885 (XLIV) Financement de la santé en Afrique
- 886 (XLIV) Flux financiers illicites
- 887 (XLIV) Renforcement de la science et de la technologie au service du développement en Afrique
- 888 (XLIV) Projet de programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 2012-2013
- XLIV Déclaration ministérielle

CHAPITRE II

Activités de la Commission depuis sa quarante-troisième session

1. Le présent chapitre met en lumière les principales réalisations de la CEA au titre des 10 sous-programmes autour desquels s'articule le travail de la Commission, notamment les difficultés rencontrées et les enseignements tirés durant l'année écoulée. Il décrit également les principaux résultats obtenus au titre des autres programmes exécutés par la CEA, en particulier le Programme ordinaire de coopération technique et le Compte pour le développement de l'ONU ainsi que les progrès réalisés par les organismes des Nations Unies à l'appui de l'Union africaine (UA) et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) au niveau régional.

A. Programme de travail ordinaire

Analyse macroéconomique, finances et développement économique

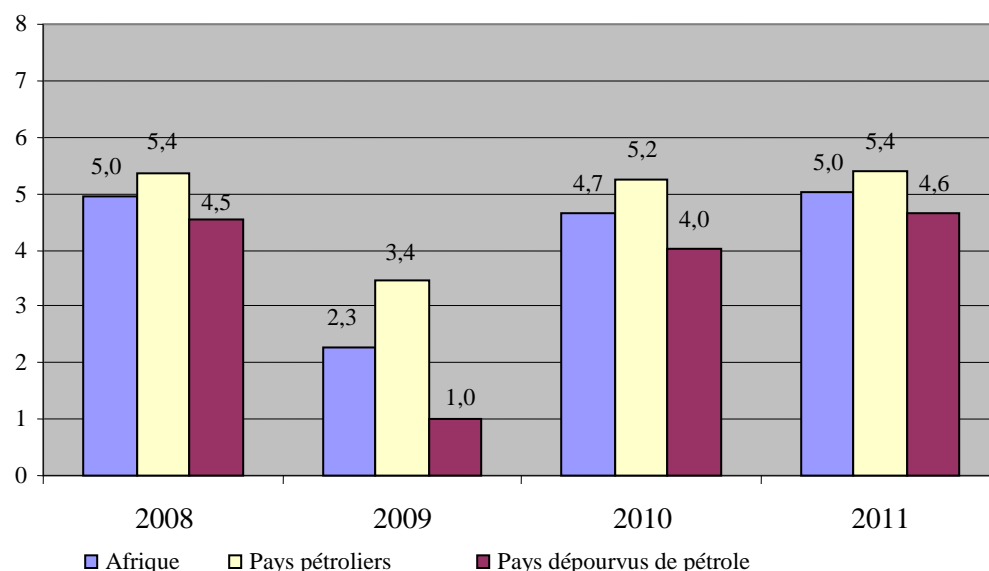
2. Dans le cadre de ce sous-programme, la CEA a continué de mettre l'accent sur le renforcement de la capacité des États membres d'intégrer des politiques macroéconomiques et sectorielles dans les stratégies nationales de développement visant à promouvoir la croissance afin de réduire la pauvreté et d'assurer le développement durable, notamment en réalisant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). À la suite d'une révision mineure de la structure du programme de la Commission en décembre 2009, les travaux du sous-programme ont été organisés autour de quatre questions: l'analyse macroéconomique; les finances, l'industrie et l'investissement; le suivi des OMD et des pays les moins avancés (PMA); et l'appui à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

3. Dans le domaine de l'analyse macroéconomique, le secrétariat a, au cours de la période à l'examen, effectué des recherches et des analyses stratégiques, élaboré des rapports et organisé plusieurs conférences de haut niveau ainsi que des ateliers sur le renforcement des capacités ou y a contribué. Deux des principales publications annuelles de la Commission, à savoir l'*Aperçu des conditions économiques et sociales en Afrique* et le *Rapport économique sur l'Afrique 2010*, ont été établies dans le cadre du présent sous-programme au cours de l'année écoulée. Ces deux publications s'adressent surtout aux décideurs, aux experts techniques, aux universitaires et aux chercheurs. Le *Rapport économique sur l'Afrique*, qui est une publication phare de la CEA et de la Commission de l'Union africaine (CUA), a été lancé à la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'UA et de la CEA à Lilongwe (Malawi) en mars 2010 et présenté à plusieurs autres instances par la suite. Comme les précédentes, l'édition de 2010 passait en revue les derniers développements économiques et sociaux sur le continent et présentait une analyse de l'actualité et des nouveaux enjeux en matière de développement. Le lien entre la croissance et l'emploi en Afrique y était souligné. Le rapport a servi de base de discussion ainsi que de référence aux décideurs sur la marche à suivre pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies et des politiques propres à accélérer et à soutenir la croissance et donc à réduire la pauvreté en créant des emplois.

4. L'*Aperçu des conditions économiques et sociales en Afrique en 2010*, qui a été élaboré au cours de la période à l'examen et sera présenté à la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres

de l'UA et de la CEA en mars 2011, passe en revue la performance économique de l'Afrique au cours de l'année et fournit une analyse des grandes tendances et variables macroéconomiques aux niveaux régional, sous-régional et national, y compris des projections de croissance pour l'année suivante. On y signale que la reprise économique qui s'est amorcée après la récente crise mondiale s'est maintenue et intensifiée en Afrique, le taux de croissance moyen du PIB sur le continent étant passé de 2,3% en 2009 à 4,7% en 2010. Le PIB réel par habitant dans l'ensemble du continent a également augmenté de 2,4% en 2010. Les pays exportateurs de pétrole ont enregistré une croissance plus forte que les pays importateurs. Malgré les risques de repli, les perspectives de l'Afrique restent bonnes, le taux de croissance moyen prévu pour 2011 étant de 5% (voir la figure 1 ci-dessous).

Figure 1: La croissance en Afrique: comparaison entre les pays exportateurs et les pays importateurs de pétrole, 2008-2010



Source: Calculs effectués à partir des bases de données de la CEA et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, novembre 2010.

5. La reprise économique en Afrique ne s'est pas encore traduite par une réduction significative du chômage, qui reste élevé, en particulier chez les jeunes et au sein des groupes vulnérables. Le chômage reste élevé. Les forts taux de chômage et les prix élevés des denrées alimentaires ont été à l'origine de troubles politiques et sociaux dans certains pays africains au cours de l'année écoulée. La croissance en Afrique n'a guère contribué à la création d'emplois et au progrès social en raison du manque de diversification de l'économie, laquelle reste fortement tributaire de la production et des exportations de produits de base. Cela souligne qu'il est nécessaire de promouvoir la transformation économique de l'Afrique pour que celle-ci puisse accélérer durablement sa croissance et atteindre ses objectifs de développement social. Il est aussi nécessaire que les pays africains continuent de privilégier la stabilité macroéconomique et des politiques budgétaires responsables.

6. L'édition de 2011 du *Rapport économique sur l'Afrique* a également été élaborée au cours de la période à l'examen et elle sera lancée lors de la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'UA et de la CEA. On y examine le rôle que joue l'État dans la gestion du développement

en tant qu'initiateur de la transformation économique et catalyseur du développement durable. Le rapport propose un cadre d'action concret pour renforcer le rôle de l'État dans l'exécution des tâches nécessaires à la transformation économique en Afrique, à savoir la planification du processus de développement et la formulation et la mise en œuvre de plans et de politiques de développement pertinents. Il est utilisé par les décideurs pour suivre les derniers développements économiques et sociaux en Afrique, mais il s'est aussi révélé utile pour mieux leur faire connaître les politiques et les stratégies à mettre en œuvre pour faire face aux principaux problèmes de développement de l'Afrique. Ce rapport suscite un vif intérêt et d'intenses discussions aux réunions annuelles de la Conférence des ministres de l'UA et de la CEA et au sein d'autres instances.

7. Comme les années précédentes, la CEA a contribué à l'examen et à la finalisation des prévisions du projet LINK pour les grandes économies africaines ainsi qu'à l'élaboration de la prochaine édition de la publication annuelle du Département des affaires économiques et sociales intitulée *Situation et perspectives de l'économie mondiale*. En outre, le secrétariat de la CEA a contribué à la troisième édition de *Perspectives économiques en Afrique*, publication annuelle conjointe de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la CEA qui a été lancée en mai 2010 et largement diffusée au cours de l'année. Cette contribution a consisté à rédiger quatre des études par pays ainsi que des parties de la vue d'ensemble concernant l'économie politique et la gouvernance d'entreprise, l'intégration régionale et le commerce intra-africain, le commerce mondial et les négociations commerciales.

8. En ce qui concerne les finances, l'industrie et l'investissement, la CEA a continué de s'efforcer d'aider les pays africains à faire face aux effets de la crise financière et économique mondiale et de renforcer leur capacité d'élaborer et mettre en œuvre des politiques industrielles pour améliorer la compétitivité internationale du continent. En particulier, elle a continué à leur fournir un appui technique pour les aider à participer à divers forums visant à atténuer l'impact de la crise financière, comme le Sommet du G-20 tenu à Séoul (République de Corée) en novembre 2010. Pour faciliter la formulation d'une position africaine commune sur les réformes en cours de l'architecture financière internationale, la CEA a réuni à Gaborone (Botswana) en juin 2010 un groupe spécial d'experts chargé d'examiner une étude technique sur ces réformes, et cette réunion a abouti à un ensemble de recommandations de politique générale qui devrait aider à définir cette position commune.

9. Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement, un rapport d'étape a été élaboré et présenté à la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'UA et de la CEA à Lilongwe (Malawi) en avril 2010. Dans ce rapport, on examinait notamment dans quelle mesure les gouvernements africains et leurs partenaires de développement avaient progressé dans la réalisation des engagements qu'ils avaient pris dans les principaux domaines du financement du développement et on recensait les actions prioritaires futures à envisager afin de mieux mobiliser des ressources financières tant internes qu'externes pour le développement de l'Afrique. Une note d'orientation analysant les problèmes que pose et les perspectives qu'offre aux pays africains la mise en œuvre des Accords de Bâle sur les normes bancaires et financières avait également été élaborée.

10. Plusieurs activités ont été entreprises au cours de l'année pour promouvoir le développement industriel en Afrique, dont les suivantes: a) élaboration d'un document sur les politiques industrielles pour la transformation structurelle des économies africaines; et b) convocation, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la CUA, d'une réunion d'experts pour examiner la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. Les experts ont mis en lumière les principaux enjeux des politiques industrielles en Afrique et proposé des options de développement industriel tenant compte des ressources, de la situation géographique et du poids démographique des pays africains.

11. La cinquième Conférence économique africaine, organisée conjointement par la CEA, la BAD, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Development Bank of Southern Africa (DBSA) à Tunis en octobre 2010 sur le thème « Établir un plan d'action pour la relance économique et la croissance à long terme de l'Afrique », a réuni un certain nombre de ministres des finances et de gouverneurs de banques centrales ainsi que de chercheurs et d'experts du développement qui ont procédé à des échanges des vues sur certains des principaux problèmes auxquels l'Afrique doit faire face. Les participants ont souligné l'importance de la bonne gouvernance, du développement des infrastructures et du secteur privé et de la mobilisation des ressources nationales pour lutter contre bon nombre de ces problèmes. Cette conférence annuelle est devenue pour les décideurs et les praticiens du développement une tribune de premier plan pour mener des discussions et échanger des idées sur les questions de développement en Afrique, permettant ainsi de faire le lien entre les connaissances et l'élaboration des politiques sur le continent.

12. En ce qui concerne le suivi de la réalisation des OMD, le lancement du Rapport 2010 sur les OMD en Afrique, élaboré conjointement par la CEA, l'Union africaine, la BAD et le PNUD, a été une réalisation majeure. Selon ce rapport, les pays africains et leurs partenaires de développement ont montré une forte volonté d'atteindre les OMD. On y signale une tendance positive en ce qui concerne l'ensemble des OMD sur le continent, mais cette amélioration est variable selon les objectifs et les pays et à l'intérieur des pays. En ce qui concerne la réduction des taux de pauvreté, des progrès ont été enregistrés en raison de l'amélioration du contexte politique, économique et social dans la majeure partie du continent. Le rapport, qui s'appuie sur les chiffres actualisés et harmonisés les plus récents provenant des bases de données statistiques des organismes des Nations Unies et de l'OCDE, révèle que l'Afrique a certes pris du retard par rapport aux autres régions dans la réalisation des OMD, mais que les pays africains, grâce au soutien de leurs partenaires de développement internationaux, dont la CEA, la BAD et le PNUD, ont adopté un certain nombre de mesures novatrices pour remédier aux effets négatifs des options de développement choisies et accélérer la réalisation des OMD. Un grand nombre d'entre eux ont utilisé les OMD comme cadre de planification du développement afin de renforcer la coordination et de répercuter les OMD aux niveaux décisionnels inférieurs.

13. Pour aider à accélérer la réalisation des OMD, la CEA a organisé la cinquième réunion du Groupe de réflexion africain sur les stratégies de réduction de la pauvreté et les OMD à Lusaka (Zambie) en octobre 2010. Le but principal de la réunion était de contribuer au renforcement des régimes de protection sociale en Afrique par la formation réciproque et l'échange de connaissances. À mesure que s'approche la date butoir de 2015, les efforts s'intensifient partout en Afrique pour accélérer la réalisation des Objectifs. Les gouvernements africains ont davantage recours à des politiques de protection sociale pour promouvoir la croissance et le bien-être humain, notamment dans le contexte des OMD. La protection sociale peut, par le biais de différents mécanismes, contribuer au

progrès social et notamment aider à atteindre les objectifs. La réunion a notamment produit une série de recommandations à l'intention des décideurs sur les moyens de faire en sorte que les régimes actuels de protection sociale soient plus utiles pour accélérer la réalisation des OMD. Elle a également contribué à définir une position africaine sur la protection sociale pour les débats sur les OMD. Enfin, elle a permis aux pays qui ont pris du retard de profiter de l'expérience de ceux qui ont accompli des progrès remarquables.

Sécurité alimentaire et développement durable

14. Dans le cadre de ce sous-programme, la CEA s'efforce de renforcer la capacité des États Membres de formuler et d'appliquer des politiques et des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire et le développement durable. Certaines des principales activités qui ont été menées dans ce but pendant l'année écoulée sont décrites ci-dessous.

15. Le septième Forum pour le développement de l'Afrique, organisé conjointement avec la CUA et la BAD à Addis-Abeba en octobre 2010 sur le thème *Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique*, a été l'une des réalisations marquantes de l'année à mettre à l'actif du sous-programme. Cette réunion, qui a rassemblé plus de 1000 représentants de gouvernements africains, du secteur privé, de la société civile, d'établissements de recherche, d'universités et des partenaires de développement, avait pour objectif d'engager des débats et de dégager un consensus sur la question de savoir comment l'Afrique pourrait effectivement réagir aux problèmes et aux opportunités résultant des changements climatiques. Dans la déclaration de consensus qu'ils ont adoptée à l'issue du Forum, les participants ont mis en lumière certains de ces problèmes et opportunités concernant l'économie, la paix et la sécurité, la gouvernance et la volonté politique, l'intégration, le développement des infrastructures, le développement social et humain, l'innovation scientifique et technologique et le renforcement des capacités. Ils ont signalé par exemple que les changements climatiques pourraient gravement compromettre les progrès vers le développement durable, y compris la réalisation des OMD, mais qu'ils offraient aussi la possibilité de continuer d'œuvrer pour le développement durable à condition que le sens des responsabilités et la bonne gouvernance prévalent à tous les niveaux, et ils ont défini 56 points d'accord sur un certain nombre de questions concernant ces changements qui sont vitales pour l'Afrique. Se fondant sur des éléments attestant la réalité et l'impact des changements climatiques, les différentes parties prenantes sont convenues que les grands pays émetteurs devaient réduire considérablement leurs émissions et que la communauté internationale devait aider l'Afrique à promouvoir une croissance diversifiée, équitable, économe en ressources et respectueuse de l'environnement.

16. Cette déclaration de consensus a contribué au renforcement de la participation de l'Afrique aux négociations internationales sur les changements climatiques et à la définition de la position commune du continent à la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Cancún (Mexique). Elle permettra également de sensibiliser les parties prenantes aux préoccupations et aux priorités de l'Afrique concernant le régime international sur les changements climatiques applicable après 2012 et de les amener à un consensus à ce sujet. Elle servira aussi de base pour l'élaboration d'un plan d'action africain sur les changements climatiques que la BAD, la CEA et la CUA mettront en œuvre conjointement en collaboration avec d'autres parties prenantes et d'autres partenaires.

17. La CEA, en collaboration avec la CUA, le PNUE et l'ONUDI, a également participé à la dix-huitième session de la Commission du développement durable à New York en mai 2010. La Commission a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg concernant le groupe thématique de questions ci-après: transport, produits chimiques, gestion des déchets, extraction minière et cadre décennal de programmation sur les modes de consommation et de production durables. Lors de cette session, la CEA, en collaboration avec la CUA, le PNUE et l'ONUDI, a fourni un appui technique aux États membres africains pour faciliter leurs discussions régionales et leur permettre de participer effectivement aux discussions thématiques. L'Afrique a clairement exprimé ses préoccupations et ses priorités concernant ce groupe thématique de questions et il en a été dûment rendu compte dans le rapport de la session.

18. En tant qu'organisme chargé de coordonner les processus régionaux de préparation des grandes conférences et sommets mondiaux sur le développement durable, la CEA a entrepris une série d'activités au cours de l'année pour faciliter la participation de l'Afrique à la Conférence des Nations Unies pour le développement durable (Conférence Rio + 20) qui se tiendra à Rio de Janeiro (Brésil) en janvier 2012. Dans ce contexte, la onzième session du Mécanisme de coordination régionale des organismes et organisations des Nations Unies opérant en Afrique a permis d'effectuer le travail de sensibilisation et de mobiliser les soutiens nécessaires pour bien préparer la participation de l'Afrique à la Conférence Rio + 20.

19. Les liens entre le commerce, l'environnement et le développement durable ont été le thème central d'un atelier de formation organisé en collaboration avec le PNUE en janvier 2011 à l'intention de décideurs et de responsables des États membres et de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'objectif de cet atelier était de mieux informer les décideurs et d'accroître leurs capacités afin qu'ils puissent formuler et mettre en œuvre des politiques commerciales et environnementales qui se renforcent mutuellement.

20. Les principales contraintes qui entravent le développement des agro-industries en Afrique sont notamment le niveau élevé de risque commercial dans le secteur agricole et l'ampleur des investissements requis. Ces contraintes sont aggravées par le développement insuffisant des services agricoles, la taille trop petite des exploitations et des conditions économiques et financières qui n'encouragent pas particulièrement à investir dans des entreprises privées. Le partenariat public-privé est un mécanisme institutionnel important pour atténuer les risques auxquels sont exposées les entreprises agro-industrielles, qu'il s'agisse d'entreprises de production ou de prestataires de services. C'est pourquoi la CEA, en collaboration avec d'autres partenaires, a organisé une conférence de haut niveau sur les agro-industries en Afrique à Abuja (Nigéria) en mars 2010. La déclaration publiée à l'issue de cette conférence préconise une action concertée pour accélérer le développement des agro-industries. À titre d'activité de suivi, la CEA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont élaboré un cadre permettant d'analyser le contexte, les tendances et les politiques en matière de développement national qui déterminent l'utilité et la nécessité de partenariats agro-industriels public-privé et de tirer des enseignements en ce qui concerne les défis et les questions spécifiques à prendre en considération lors de l'instauration de tels partenariats.

21. La CEA a continué à renforcer sa collaboration avec la CUA, la FAO et l'ONUDI en élaborant et en mettant en œuvre un programme sur les chaînes de valeur régionales intégrées pour les produits

alimentaires et agricoles stratégiques dans les sous-régions de la CEDEAO et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Un groupe d'experts convoqué à Addis-Abeba en janvier 2011 a examiné un projet visant à développer et promouvoir de telles chaînes de valeur en Afrique. Ce projet comprend une activité pilote concernant trois produits agricoles stratégiques (bétail, maïs et riz) dans les sous-régions du COMESA et de la CEDEAO. Pour faire avancer cet important dossier, le groupe d'experts a constitué une équipe de travail comprenant la CEA, la CUA, la FAO, le PNUD, l'ONUDI, le COMESA, la CEDEAO, l'International Livestock Research Institute, le Centre international de développement des engrais, Africa Rice, des représentants du secteur privé et des groupes d'exploitants agricoles.

22. De même, plusieurs activités ont été entreprises pour continuer à mettre en œuvre le document intitulé *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique*, qui est le fruit d'une initiative lancée conjointement en 2009 par la CUA, la CEA et la BAD et qui a été largement diffusé lors de plusieurs manifestations majeures aux niveaux régional et sous-régional comme la Table ronde des présidents africains sur la réforme agraire tenue à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) en août 2010 et le lancement officiel de la phase de mise en œuvre de la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement africains sur les ressources foncières.

23. Dans le domaine de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau, la CEA a fourni à plusieurs reprises des services consultatifs en réponse à des demandes urgentes des États membres et de leurs institutions. Elle a aussi aidé à assurer le service fonctionnel des réunions suivantes: Forum régional sur « l'eau agricole » organisé par l'Autorité du Bassin de la Volta en mai 2010 à Accra (Ghana), réunion de coordination du Zambèze et vingt et unième réunion du Groupe régional du secteur de l'eau de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Gaborone (Botswana) en juin 2010, et atelier régional commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe sur les changements climatiques à Nairobi (Kenya) en mars 2010. En outre, le secrétariat de la CEA a co-organisé et accueilli la sixième réunion ordinaire du Groupe ONU-Eau/Afrique d'organismes et de partenaires en janvier 2011 et la troisième Semaine de l'eau en Afrique à Addis-Abeba (Éthiopie) en novembre 2010.

Gouvernance et administration publique

24. Ce sous-programme a pour objet d'améliorer la capacité des États membres de promouvoir des pratiques de bonne gouvernance pour réaliser les principaux objectifs de développement, y compris les OMD et les priorités du NEPAD. La CEA a donc entrepris un large éventail d'activités visant à promouvoir la bonne gouvernance en Afrique et en particulier le renforcement de l'administration publique et de la gestion du secteur public afin d'assurer des services efficaces, à encourager le développement du secteur privé, à renforcer le rôle et la capacité de la société civile et à aider le Mécanisme d'évaluation intra-africaine à améliorer la gouvernance en Afrique.

25. Plusieurs rapports et analyses sur la bonne gouvernance ont été entrepris ou achevés. Les travaux préparatoires de la troisième édition du *Rapport sur la gouvernance en Afrique* ont été achevés au cours de la période à l'examen et le rapport est maintenant en cours d'élaboration. Les activités de fond au cours de la phase préparatoire ont notamment consisté à élaborer et examiner des documents de base, à définir une méthodologie et des outils de recherche et à convoquer trois réunions d'experts pour affiner cette méthodologie et ces outils ainsi que les idées et le plan du rapport. En outre, un atelier

technique a été organisé au début de décembre 2010 à l'intention d'un certain nombre institutions nationales de recherche pour les informer sur le contexte, les modalités, les processus, la gestion et la production des rapports nationaux pour la troisième édition du rapport sur la gouvernance en Afrique.

26. La *troisième édition*, qui a pour thème les élections et la gestion de la diversité en Afrique, couvrira entre 40 et 45 pays. La CEA travaille en étroite collaboration avec le PNUD sur ce projet, notamment pour faciliter l'élaboration des rapports nationaux. On compte que le rapport aidera les États membres à faire des élections des instruments plus efficaces pour gérer la diversité, tout en préservant les idéaux démocratiques de crédibilité, de transparence et d'équité. Cela devrait contribuer à rendre les élections moins violentes et moins contestées et promouvoir une gouvernance sans exclusive en Afrique. En plus du rapport thématique biennal, il est prévu d'établir tous les six ans un rapport général sur les progrès qu'accomplissent les pays africains en matière de gouvernance.

27. Un autre document important qui a été achevé et lancé au cours de l'année est *le Rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement*, élaboré conjointement par la CEA et l'OCDE. Les principaux faits saillants du rapport de 2010 ont été présentés par le Secrétaire exécutif de la CEA au vingt-troisième Sommet du Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement du NEPAD tenu en juillet 2010 à Kampala (Ouganda). Lors de ce sommet, le Comité d'orientation a invité la CEA et l'OCDE à poursuivre le processus d'examen mutuel et a en faire leur principal outil de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des engagements pris par les pays africains et leurs partenaires en vue du développement économique de l'Afrique. Le rapport a été officiellement lancé en septembre 2010 à New York par le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général de l'OCDE en marge de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a également été examiné lors du Forum pour le partenariat avec l'Afrique au Malawi en octobre 2010 et il a été largement diffusé.

28. Un certain nombre d'activités ayant pour objet d'aider à accroître l'efficacité de l'administration et du secteur publics et notamment des services qu'ils fournissent ont été entreprises au cours de l'année, en particulier pour renforcer les capacités des organismes de lutte contre la corruption et des parlements africains et améliorer la gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources intérieures en Afrique.

29. En ce qui concerne la lutte contre la corruption, les activités ci-après ont notamment été exécutées: a) atelier de formation à l'intention des organismes nationaux anticorruption des pays d'Afrique centrale, organisé en octobre 2010 à Yaoundé (Cameroun) en partenariat avec le PNUD et le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale (BSR-AC). Le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad y étaient représentés. L'atelier a permis de recenser les besoins et les problèmes spécifiques des organismes anticorruption des pays de la sous-région et d'élaborer un plan d'action pour les aider à y faire face; b) atelier de formation sur la lutte contre la corruption à l'intention de 15 États membres organisé en août 2010 par l'Institut sur la gouvernance démocratique du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) à Dakar (Sénégal).

30. Les activités ayant pour objet d'aider à renforcer la capacité des parlements africains ont notamment consisté à élaborer une publication sur le rôle des parlements dans la promotion des meilleures pratiques en matière de gouvernance (*The Role of Parliaments in Promoting Best Practices*

in Governance) dans laquelle sont évalués la capacité et l'efficacité des parlements nationaux en Afrique, leurs modalités de fonctionnement, le niveau d'autonomie dont ils jouissent, leur financement et leurs relations avec les pouvoirs exécutif et judiciaire. À titre de contribution aux travaux visant à améliorer la gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources intérieures, une étude a été réalisée et présentée à un groupe spécial d'experts qui s'est réuni à Banjul (Gambie) en novembre 2010.

31. Une manifestation organisée par la CEA en marge de la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'UA et la CEA tenue à Lilongwe (Malawi) en mars 2010 a permis d'attirer l'attention des décideurs sur le problème crucial des flux financiers illicites en provenance d'Afrique et leurs effets sur le développement du continent. Il s'agissait pour les participants, à savoir des experts de plusieurs organisations africaines et extérieures à l'Afrique, y compris de grands organismes privés, d'examiner et de proposer des mesures pour faire face à ce problème, en particulier dans le contexte de la crise économique et financière mondiale récente, qui se traduit par un tarissement rapide des ressources extérieures affectées au développement. Il a notamment été proposé de mettre en place à la CEA une commission chargée de coordonner les efforts internationaux, régionaux et nationaux visant à remédier aux effets néfastes des flux financiers illicites sur le développement de l'Afrique. Les travaux sont en cours pour établir officiellement cette commission en 2011.

32. En tant que partenaire stratégique, la CEA a largement contribué à la mise en œuvre effective du Mécanisme d'évaluation intra-africaine au cours de l'année en envoyant des missions de soutien et d'évaluation dans les pays, en fournissant une assistance technique pour la rédaction de rapports et de programmes d'action nationaux et en organisant des ateliers de formation pour renforcer les capacités des parties prenantes dans le cadre du processus du Mécanisme. Des missions de soutien et d'évaluation ont été envoyées dans différents pays en 2010 et 13 autres ont fait l'objet d'évaluations par des pairs au cours de la période. Dans plusieurs pays, dont l'Éthiopie, la République-Unie de Tanzanie, la Sierra Leone et la Zambie, le processus d'évaluation est bien avancé et devrait être achevé dans le courant de 2011. Un atelier de formation sur le renforcement du rôle et de la participation effective des parlementaires dans le processus à l'intention des pays francophones et lusophones ayant déjà adhéré au Mécanisme a eu lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) en mai 2010. Cet atelier a réuni 60 participants de 16 pays. En outre, la CEA a élaboré et diffusé des directives simplifiées relatives à l'intégration et à l'harmonisation des programmes d'action nationaux du Mécanisme avec les programmes de développement nationaux existants et le cadre de dépenses à moyen terme. En septembre 2010, un groupe d'experts s'est réuni à Kampala pour examiner et valider une synthèse des problèmes rencontrés et de l'expérience acquise par quatre pays choisis par la CEA et le PNUD (Bénin, Ghana, Ouganda et Rwanda) dans le cadre de leurs plans d'action nationaux. Parmi les autres activités de soutien au Mécanisme, on peut citer la deuxième réunion technique sur la rationalisation du questionnaire du Mécanisme et une réunion spéciale d'experts chargés d'analyser de façon plus approfondie les meilleures pratiques et les enseignements du Mécanisme en vue de la publication d'un ouvrage à ce sujet.

33. La CEA a également soutenu le processus du Mécanisme d'évaluation intra-africaine en aidant les États membres à mettre en place et à tenir à jour une base de données, notamment en donnant accès à des sources de données, en facilitant l'échange d'informations et d'expériences et en organisant des ateliers de mobilisation et de sensibilisation afin que les différentes parties prenantes connaissent mieux les rôles respectifs qu'elles ont à jouer dans le processus du Mécanisme. En particulier, elle a aidé des

organisations de la société civile (OSC) africaines et des réseaux d'organisations non gouvernementales à renforcer leur participation à ce processus.

34. La société civile est au coeur et à la base des efforts visant à atteindre les OMD en Afrique et sa participation au processus de développement est indispensable pour progresser. Ces dernières années, la CEA a accordé une importance accrue au renforcement de ses relations avec les organisations de la société civile, à la fois pour que celles-ci puissent participer plus facilement à l'élaboration des politiques et pour qu'elle puisse elle-même s'acquitter plus efficacement de son mandat. Au cours de l'année à l'examen, la participation de la société civile aux travaux de la CEA s'est encore améliorée, en grande partie en raison de la renaissance du Centre africain pour la société civile, qui a aidé à définir un processus de dialogue structuré entre la CEA et les OSC. Le Centre rassemble également des informations pertinentes et actuelles sur les questions liées au rôle de la société civile dans le développement et la gouvernance et facilite l'établissement de liens effectifs fondés sur des programmes entre les OSC africaines et la communauté de développement internationale.

35. Dans le cadre de ses efforts constants visant à renforcer le rôle de la société civile dans le développement de l'Afrique, la CEA a ouvert en mai 2010 le portail web du Centre africain pour la société civile dans le but de fournir des informations intéressantes aux OSC. Ce portail propose divers annuaires, et plus de 1000 ONG et réseaux d'ONG nationales et régionales y sont répertoriés. Elle a organisé un atelier de formation sur le rôle des OSC dans la médiation des conflits et la consolidation de la paix, qui a eu lieu à Maurice, ainsi qu'une réunion d'experts sur le renforcement de la participation populaire et la bonne gouvernance. Dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA prévue à Istanbul (Turquie) en 2011, une réunion de l'Assemblée des OSC africaines sur le Programme d'action de Bruxelles a également été organisée en mars 2010 au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba.

36. L'objectif des activités menées dans le domaine du développement du secteur privé était de contribuer à renforcer les partenariats public-privé et de soutenir le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Reconnaissant la complémentarité des rôles des secteurs public et privé dans le développement durable, la CEA a entrepris plusieurs activités visant à accroître la participation du secteur privé dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et les agro-industries et les services publics.

37. Un forum régional sur l'investissement a été organisé conjointement par la CEA, la CUA et la BAD en novembre 2010 dans le cadre d'une série d'activités comprenant une conférence thématique sur les infrastructures et les services énergétiques et une exposition sur les technologies et les services énergétiques pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable. Une table ronde organisée dans le cadre de ce forum a également permis à des décideurs de haut niveau et à des responsables d'entreprises africaines et extérieures à l'Afrique d'examiner les possibilités d'investir sur le continent, en particulier dans certains projets nationaux et sous-régionaux prêts à être exécutés.

38. Le rôle du secteur privé dans le renforcement de l'intégration régionale en Afrique a été réaffirmé par une étude récente dans laquelle le secrétariat de la CEA a analysé les défis de l'intégration économique en Afrique, évalué le rôle du secteur privé dans cette intégration et mis en exergue les meilleures pratiques reproductibles et les enseignements tirés pour ce qui est de promouvoir l'intégration régionale grâce à la participation du secteur privé dans divers domaines, notamment le

commerce intra-africain et l'infrastructure. Une formation collective sur les partenariats public-privé a également été organisée afin de renforcer la capacité institutionnelle et organisationnelle de l'administration et des entreprises publiques en vue d'une amélioration des services en Afrique.

Information et science et technologie au service du développement

39. Les activités entreprises par la CEA au titre de ce sous-programme portent essentiellement sur l'amélioration de la capacité des pays africains d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer des politiques nationales et sectorielles en matière de technologies de l'information et des communications (TIC), et de science, de technologie et d'innovation, ainsi que des stratégies de géo-information au service du développement. Au cours de l'année passée, plusieurs étapes importantes ont été franchies dans l'appui à cet objectif. Avec le soutien de la CEA, six pays africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Mali et Niger) ont achevé la mise en œuvre de leurs politiques et plans nationaux et sectoriels concernant l'infrastructure des technologies de l'information et des communications et leur application dans des secteurs clefs tels que la santé, l'agriculture, l'éducation, le commerce et les services gouvernementaux. Quatre autres pays (Bénin, Ghana, Nigéria et Rwanda) mettent actuellement la dernière main à leurs politiques et plans nationaux et sectoriels en matière de TIC. À l'échelon sous-régional, la CEA a aussi contribué à l'élaboration de la stratégie électronique de la SADC.

40. D'importants progrès et réalisations ont été également obtenus dans l'harmonisation des politiques et plans nationaux en matière de TIC et la mise en place de cadres sous-régionaux aux fins de l'intégration économique régionale. L'harmonisation du cadre juridique des TIC qui a commencé au sein de la CEDEAO et de l'UEMOA a été étendue à d'autres communautés économiques régionales (CER). Cela renforcera la sécurité de l'économie du savoir en Afrique et la confiance vis-à-vis d'elle. Dans le même ordre d'idées, l'appui continu apporté par la CEA aux États membres dans le cadre de la mise en œuvre du programme stratégique de la cybersécurité en Afrique qui vise à harmoniser la cyberlégislation sur le continent a abouti à l'élaboration d'un projet de convention régionale sur la cyberlégislation.

41. L'initiative sur le renforcement des capacités pour la mesure de l'accès des ménages et des entreprises aux TIC et de l'utilisation de ces technologies a été davantage renforcée au cours de la période considérée grâce à l'organisation conjointe par la CEA, l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), d'ateliers de formation dans ce domaine. Cette initiative a grandement contribué au renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistique dans les pays africains tant anglophones que francophones. Elle a abouti à la mise au point d'une liste de base d'indicateurs relatifs à l'impact socioéconomique des TIC, qui sont actuellement mis en œuvre en Tunisie. La mise au point d'indicateurs sur l'administration électronique dans le cadre du partenariat international pour la mesure des TIC au service du développement était une autre réalisation importante obtenue au cours de la même période.

42. Une autre grande initiative entreprise au cours de la période considérée a été la création du réseau du savoir des télécentres communautaires africains auxquels participent plus de 18 télécentres communautaires et huit réseaux de télécentres nationaux des pays suivants: Burundi, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. L'initiative des réseaux régionaux du savoir fait

partie d'un projet du Compte de l'ONU pour le développement, auquel participent les cinq commissions régionales de l'ONU sous la conduite de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), et dont le principal objectif est de démarginaliser les pauvres et les communautés désavantagées grâce à la transformation des points d'accès des TIC existant dans certains pays situés dans différentes régions du monde en plates-formes d'échange pour les réseaux mondiaux du savoir, l'accent étant mis en particulier sur l'accès des femmes à ces services.

43. La CEA a également appuyé d'autres initiatives en matière de TIC au cours de la période considérée. Les TIC ont été utilisées dans la mise au point de prototypes d'« écoles rurales électroniques en langues africaines (ERELA) » qui facilitent l'apprentissage et l'enseignement électroniques des langues locales. Un prototype est déjà opérationnel et est utilisé dans les écoles primaires au Cameroun. La CEA a également aidé à l'élaboration d'un plan-cadre des TIC pour les parlements nationaux de la Zambie, du Swaziland et du Botswana, et le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique (CTIA) a depuis lors dispensé aux parlementaires africains du Swaziland et des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) une formation aux éléments essentiels des TIC destinée aux dirigeants politiques. Les versions électroniques des cours (www.uneca.org/elearnafrica) ont été lancées en janvier 2011.

44. Dans le domaine de la géo-information, la CEA a continué à appuyer la mise en place et en œuvre des infrastructures de données spatiales en tant que mécanisme approprié pour la production, la gestion, la diffusion et l'utilisation des données spatiales et des produits d'information à l'échelle régionale et nationale. À cet égard, la CEA a fourni une aide technique dans la mise au point des outils nécessaires aux États membres pour exploiter les systèmes d'information géographique (SIG) aux fins du développement socioéconomique et de la réalisation des OMD. Ainsi, plusieurs pays africains ont commencé à élaborer des stratégies sectorielles pour harmoniser les systèmes d'information géographique dans le but de rendre les TIC relevant de ce domaine applicables à divers secteurs. La Côte d'Ivoire a mis au point sa stratégie nationale de l'infrastructure des données spatiales et le Soudan a mis en place le Réseau d'information sur les ressources en eau du Sud-Soudan (SWICH). Un certain nombre d'activités ont été également entreprises en Éthiopie, en Afrique du Sud, au Sénégal et au Swaziland, pour promouvoir la géométrisation des politiques et des applications, notamment la mise en place d'une infrastructure centrale de données spatiales; l'utilisation du Web 2.0 pour la promotion d'une infrastructure de données spatiales à vocation participative; et l'adoption d'un programme d'activités pour le Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD) pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. En outre, le Gouvernement ghanéen a bénéficié d'une aide dans la mise en place d'un système national pour la dénomination et le numérotage des rues, sans oublier le renforcement des capacités, les activités de sensibilisation, et la fourniture d'images satellite de très haute résolution et géoréférencées couvrant le Grand Accra.

45. En poursuivant ses efforts tendant à promouvoir l'utilisation de la science et de la technologie et l'innovation aux fins du développement économique de l'Afrique et en mettant à profit le succès de la première Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique, la CEA, en collaboration avec la CUA et d'autres partenaires, a organisé la deuxième Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique en juin 2010 sous le thème « Science, innovation et entrepreneuriat » (www.uneca.org/sciencewithafrica). Cette Conférence a réuni plus de 500 participants, dont des chefs d'entreprise, des chercheurs et des responsables politiques pour réfléchir à des moyens innovants d'améliorer la mise au point de la technologie et de rendre plus efficaces son transfert et sa

commercialisation en Afrique. La Conférence a examiné les politiques, mesures et mécanismes visant à promouvoir l'innovation et l'esprit d'entreprise dans divers domaines tels que l'agriculture, les TIC, la santé, l'infrastructure, la propriété intellectuelle et le transfert de technologie, la science verte et le changement climatique, entre autres.

46. L'un des résultats les plus importants de la Conférence a été le lancement du Fonds africain de dotation pour la science, la technologie et l'innovation (ASTIEF), le premier de son genre, qui vise à aider les particuliers ainsi que les institutions de recherche et de développement à commercialiser les produits de leurs travaux de recherche. Elle a également lancé le tout premier réseau africain de mise au point et de transfert de technologie, qui a pour vocation de générer une valeur économique et sociale des produits de la recherche et du développement en facilitant l'adaptation de la technologie, sa diffusion et sa commercialisation et en encourageant l'investissement dans la recherche-développement. Parmi les principales activités qu'entreprendra ce réseau figurent l'organisation de programmes de formation et d'ateliers de sensibilisation sur la protection de la propriété intellectuelle et sa gestion, ainsi que la commercialisation de la technologie et l'exposition de ses produits. En outre, il mettra des plates-formes électroniques, des bases de données et des ressources de connaissances à la disposition des gestionnaires et des responsables du transfert de technologie et offrira son appui aux initiatives de transfert de technologie au profit des sociétés et des PME. La Conférence organisera également des forums et des ateliers tels que le forum sur l'investissement au service de l'innovation, une table ronde sur le thème « Les femmes et l'innovation », un atelier sur la science, l'innovation et la communication, et une foire sur les brevets, et se chargera de la présentation du rapport sur la qualité de l'eau en Afrique.

47. En ce qui concerne la science et la technologie, et comme suite au processus du cadre d'innovation africain lancé par la CEA, trois initiatives relatives à l'élaboration de politiques en matière de science, de technologie et d'innovation ont été entreprises au Bénin, au Mali et au Sénégal. Cinq autres pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Niger et Togo) ont également demandé une aide pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques en matière de science, de technologie et d'innovation. À l'échelle sous-régionale, la CEA collabore avec la Commission de la CEDEAO à l'élaboration de la politique de cette communauté en matière de science et de technologie (ECOPOST).

48. Dans le cadre de ses activités de mobilisation et de sensibilisation, la CEA a continué à héberger et à appuyer l'Initiative Accès aux connaissances scientifiques en Afrique (ASKIA) qui vise à faciliter l'accès des hommes de science, des décideurs, des étudiants et des chercheurs africains aux connaissances scientifiques. Plusieurs autres activités relevant de l'initiative du Centre d'innovation pour l'Afrique sont en cours de mise en œuvre en appui au développement du secteur des entreprises en Afrique. La CEA appuie et héberge également le secrétariat du Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques (ANDI). Conçu par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ce réseau vise à promouvoir et à entretenir une plate-forme africaine d'innovation en matière de produits de santé qui répond aux besoins des Africains en la matière. ANDI créera un réseau régional de centres d'excellence, ainsi qu'un centre d'échange régional, financera des projets de collaboration régionale et mettra en place les capacités nécessaires pour appuyer la recherche-développement dans le domaine des produits de santé et aidera à faciliter leur commercialisation. Il mettra à profit certaines des principales activités de la CEA en matière de science, de technologie et d'innovation et lui apportera également son aide en ce domaine.

49. En ce qui concerne la création de bibliothèques, un répertoire institutionnel (<http://repository.uneca.org/>) a été mis en place au cours de la période considérée. Ce répertoire offre des moyens électroniques de publication, de collecte, de gestion et de conservation de données sur les activités de la CEA. Il fournit des informations et des connaissances, introuvables ailleurs, ayant trait au développement économique et social en Afrique, notamment les rapports des réunions et des conférences de la CEA. Ce répertoire est une initiative de collaboration entre la Division des TIC, de la science et de la technologie et de la Division de l'administration de la CEA et constitue un bon exemple de l'« unité dans l'action » de la CEA.

Commerce, coopération économique et intégration régionale

50. Au cours de la période considérée, la CEA a continué à axer ses activités relevant de ce sous-programme sur le renforcement du processus d'intégration régionale en Afrique grâce à l'intensification des échanges intra-africains et de l'intégration physique, en accordant une attention particulière à la mise en place de l'infrastructure et à la mise en valeur des ressources naturelles, conformément à la vision de l'Union africaine.

51. Une réalisation majeure en matière d'appui à l'élaboration et à l'harmonisation des politiques dans le domaine de l'intégration régionale était la publication et le lancement de la quatrième édition du rapport sur *l'État de l'intégration régionale en Afrique* (ARIA IV). Il s'agit d'un rapport biannuel établi conjointement par la CEA, la CUA et la BAD et portant sur l'évaluation de l'état de l'intégration régionale en Afrique et le recensement des difficultés et d'autres facteurs influant sur le processus d'intégration, et ce afin d'aider les pays membres à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies appropriées. Le premier rapport (ARIA I) publié en mai 2004, a fourni une évaluation globale approfondie de l'état de l'intégration régionale en Afrique. ARIA II, publié en mai 2006, a examiné la question de la rationalisation de la multiplicité des groupements d'intégration et de l'appartenance à plus d'un groupement. Publié en 2008, ARIA III a traité de la question de la convergence des politiques macroéconomiques. Quant à ARIA IV, qui a porté essentiellement sur le thème « Renforcer le commerce intra-africain », il a été lancé en mai 2010 à Abidjan (Côte d'Ivoire) pendant la réunion annuelle de la BAD.

52. ARIA IV analyse de manière empirique et détaillée les raisons de la faiblesse continue du volume des échanges intra-africains pendant ces dernières décennies et propose des recommandations concrètes pour inverser la tendance, de façon à permettre aux pays africains de tirer profit de l'intensification des échanges interrégionaux. Le manque de diversification et de compétitivité des économies africaines figurait parmi les principaux facteurs entravant le développement de ces échanges. D'autres obstacles de taille au commerce interrégional traités dans le rapport en question comprennent l'état déplorable de l'infrastructure commerciale, le manque de coordination macroéconomique en général, ainsi que la multiplicité des monnaies africaines et leur inconvertibilité. Le rapport a été largement distribué aux responsables de l'élaboration des politiques et aux parties prenantes, notamment les CER. Ses constatations et conclusions ont amené la Conférence des ministres africains du commerce à adopter une résolution demandant d'accélérer l'établissement en Afrique d'une zone de libre-échange continentale.

53. Dans le domaine des échanges intra-africains et de la facilitation du commerce, trois ateliers régionaux et des visites d'étude sur la facilitation du commerce et des échanges intra-africains ont été

organisés à Dar es-Salaam, Accra et Mombasa au cours de la période considérée. Ces ateliers ont permis aux parties prenantes de partager leurs expériences et leurs pratiques optimales et d'en tirer des enseignements dans les domaines de la facilitation du commerce, du fonctionnement des activités portuaires et de la gestion des corridors en Afrique. Ils ont également aidé à enrichir les connaissances en matière de facilitation du commerce de quelque 200 parties prenantes représentant des autorités portuaires, des institutions de gestion de corridors, des sociétés de transport et des agences maritimes, les ministères du commerce, des conseils de chargeurs maritimes, les autorités douanières et les services de l'immigration et les CER. En outre, et dans le cadre du suivi direct de ces ateliers, la sous-région de l'Afrique de l'Ouest a entrepris un programme visant à harmoniser et à libéraliser le transport transfrontières de marchandises dans cette sous-région afin d'y améliorer les échanges.

54. En matière de commerce international, plusieurs activités ont été entreprises en vue de renforcer la capacité des pays africains de participer de manière efficace aux diverses négociations et arrangements commerciaux internationaux dans le cadre du système commercial multilatéral, l'accent étant mis particulièrement sur les Accords de partenariat économique (APE), l'aide au commerce et l'African Growth and Opportunity Act [Loi en faveur de la croissance de l'Afrique et de son accès aux marchés (AGOA)]. À cet égard, un Atelier a été organisé à Nairobi (Kenya) en avril 2010 sur les questions concernant les négociations relatives à l'accès aux marchés des produits non agricoles et les barrières non tarifaires dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cet atelier a servi de cadre pour les négociateurs commerciaux africains, les représentants de l'UE et les CER, ainsi qu'aux responsables du commerce, pour leur permettre de dégager un consensus et une position africaine commune sur les questions relatives aux barrières non tarifaires, si bien que le Groupe africain à Genève a participé plus activement aux négociations portant sur l'accès aux marchés des produits non agricoles et les questions des barrières non tarifaires.

55. S'agissant de l'AGOA, la CEA a mis au point, en partenariat avec la CUA, un ensemble de propositions et de moyens d'action à examiner par les pays africains lorsque les préférences accordées actuellement dans le cadre de l'AGOA viendront officiellement à échéance à la fin de 2015. Ces moyens d'action ont été examinés et approuvés par la sixième session ordinaire des ministres du commerce de l'Union africaine, tenue à Kigali (Rwanda) en novembre 2010. Cela a incité lesdits ministres à adopter une Déclaration sur un cadre stratégique pour le renforcement des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique jusqu'à 2010 et au-delà, qui servira de base à la coopération des pays africains avec le Gouvernement des États-Unis.

56. Pour ce qui est des APE, la CEA a appuyé le rôle que joue la CUA dans la coordination des négociations en cours entre les CER et l'UE. À cet égard, elle a fourni des apports techniques à deux réunions de coordination tenues au cours de la période considérée. Ces réunions ont abouti à la rédaction d'une note exprimant la position de la CUA et des CER sur les APE, qui a été examinée à la sixième session ordinaire des ministres africains du commerce et a donné lieu à une Déclaration et à la définition de la voie à suivre par les pays africains dans les négociations sur les APE.

57. En ce qui concerne l'Initiative relative à l'aide au commerce, la CEA a mené des activités destinées à renforcer la sensibilisation, les connaissances et la capacité des États membres et des CER de tirer profit des possibilités offertes dans le cadre de cette aide. À cet égard, un certain nombre de réunions d'examen et d'ateliers à l'intention des parties prenantes ont été organisés à l'échelle sous-régionale sur le suivi et l'évaluation de l'aide au commerce et une étude sur « les moyens de surmonter

les lacunes en matière de capacités commerciales de l'Afrique: une évaluation de l'efficacité de l'aide au commerce » a été effectuée pour aider à préparer les États membres et les CER, grâce à une bonne analyse d'exemples concrets pertinents, à participer de manière efficace au troisième examen mondial de l'aide au commerce. Les résultats obtenus dans le cadre de ces exemples aideront à entretenir la dynamique de l'aide au commerce, qui est cruciale pour venir à bout des difficultés qui risquent d'entraver cette aide au lendemain des crises économiques et financières. De même, plusieurs activités de formation et de renforcement des capacités ont été entreprises dans le cadre du Centre africain de politiques commerciales (CAPC) dans le but d'améliorer l'analyse des politiques commerciales et de renforcer les capacités des CER et des États membres en matière de négociations. Par exemple, le CAPC a organisé en avril 2010 à Dakar (Sénégal) un séminaire sur les résultats donnés par les outils d'analyse des marchés et la mise au point de modèles pour les négociations commerciales. Les participants à ce séminaire ont reçu des leçons pratiques sur la façon de déceler les nouvelles possibilités offertes par les marchés d'exportation et de définir les produits sensibles dans le cadre de négociations commerciales.

58. En matière de transport, la CEA a poursuivi ses activités avec d'autres partenaires dans le cadre du Programme de politiques de transport pour l'Afrique subsaharienne (SSATP), un partenariat international qui vise à renforcer les capacités en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques dans le secteur des transports. En tant que Président du Conseil du SSATP, la CEA a participé à la réunion annuelle de ce programme, tenue en octobre 2010 à Kampala (Ouganda), et aux travaux du Comité de coordination des transports des CER organisés en mai 2010 à Nairobi (Kenya). Ces réunions ont examiné les progrès faits par les CER dans la mise en œuvre des activités de transport et de facilitation du commerce et ont recensé les lacunes à combler en matière de renforcement des capacités des CER, des institutions chargées de la gestion des corridors et des responsables de l'élaboration des politiques, afin d'améliorer l'efficacité de la gestion des corridors de transport. En collaboration avec le SSATP et la CUA, la CEA a également organisé en novembre 2010 à Addis-Abeba (Éthiopie) un Atelier de formation aux instruments juridiques concernant la facilitation du transport et du commerce. Cet Atelier a examiné l'application d'instruments internationaux, régionaux et sous-régionaux et a convenu d'établir un répertoire de tous ces instruments et de le distribuer largement afin de faciliter l'accès à ces instruments et leur mise en œuvre. Ce répertoire sera achevé en 2011.

59. Dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles, la CEA et la CUA ont achevé le projet de rapport-cadre du Groupe international d'étude chargé d'examiner les régimes miniers africains. Ce rapport fait partie de la mise en œuvre de la Vision pour l'industrie minière en Afrique adoptée par les chefs d'État africains en février 2009. Une réunion du Groupe spécial d'experts a été organisée conjointement avec la CUA en octobre 2010 pour valider ce rapport, sur la base duquel un plan d'action est en cours d'élaboration avec la CUA et la BAD pour mettre en œuvre la Vision en question. La Vision et le rapport du Groupe international d'étude serviront de base pour les activités de collaboration entre la CUA et l'UE, ainsi que pour l'harmonisation des politiques minières des CER. La Vision a été également adoptée en 2010 par la dix-huitième session de la Commission du développement social en tant que fondement pour l'exploitation durable des ressources naturelles en Afrique. Le rapport-cadre et le Plan d'action seront soumis pour adoption à la deuxième Conférence des ministres de l'UA chargés de la mise en valeur des ressources minérales, qui se tiendra en mai 2011, et ultérieurement au Sommet de l'UA en juillet de la même année.

60. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources énergétiques, la CEA a continué à appuyer les efforts des pays africains et des organisations régionales dans le développement du secteur énergétique du continent. Elle a ainsi facilité la participation d'organisations régionales au projet mondial « Efficacité énergétique 21 », qui vise à promouvoir l'efficacité énergétique et les investissements dans les sources d'énergie renouvelables par les soins des CER. Elle a également co-organisé, avec la CUA et la BAD, la Semaine de l'énergie en Afrique et le Forum de l'investissement en Afrique, qui ont réuni des investisseurs, des responsables de l'élaboration des politiques, des partenaires de développement et d'autres acteurs dans le but de créer des partenariats et promouvoir les investissements dans la mise en place de l'infrastructure en Afrique, notamment l'infrastructure énergétique. Dans la poursuite des objectifs du projet mondial « Efficacité énergétique 21 », la CEA a présenté une proposition concernant le financement en faveur de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique au titre de la huitième tranche du Compte des Nations Unies pour le développement.

Sexospécificités et participation des femmes au développement

61. L'appui apporté aux États membres pour les aider à parvenir à l'égalité entre les sexes grâce à la prise en compte des sexospécificités et à l'autonomisation des femmes continue de caractériser les activités menées au titre de ce sous-programme. Les activités entreprises au cours de la période considérée ont été axées essentiellement sur la mise en œuvre des priorités définies dans le cadre de l'examen, 15 ans après, de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en Afrique. Parmi les réalisations marquantes obtenues dans le cadre de ce sous-programme figurent: l'application dans davantage de pays africains de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA); l'établissement et la diffusion d'un recueil des pratiques optimales; le renforcement des capacités des États membres dans le domaine des statistiques ventilées par sexe; des travaux de recherche pour appuyer les pays dans la mise en œuvre de leurs politiques nationales en matière d'égalité des sexes; et la promotion du partage des informations et des connaissances par l'intermédiaire de l'Observatoire des droits de la femme africaine (AWRO).

62. Donnant suite à la recommandation de la huitième Conférence régionale africaine sur les femmes (Beijing + 15) tenue en novembre 2009 à Banjul (Gambie), la CEA a élaboré une stratégie de suivi de Beijing + 15 destinée à aider les États membres et d'autres parties prenantes à mettre en œuvre en Afrique la Déclaration de Banjul et les textes issus de la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme. Cette stratégie fournit des indicateurs bien définis pour aider les États membres et les parties prenantes à mesurer les résultats qu'ils obtiennent dans les domaines prioritaires convenus et de cibler leurs actions pour les cinq prochaines années. Cette stratégie sera présentée au Comité « Femmes et développement » à sa réunion biennale, en 2011.

63. La CEA a continué à jouer un rôle clef dans le renforcement des capacités des États membres en matière de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe sur les questions émergentes, telles que l'emploi du temps, le travail non rémunéré, la violence à l'égard des femmes et la participation des femmes à la vie politique. Dans le cadre de ses activités en ce domaine, la CEA a élaboré un manuel qui a permis d'obtenir des résultats satisfaisants au Ghana dans le domaine de la formation à l'échelle nationale, de statisticiens, de comptables et de responsables de l'élaboration des politiques à la collecte et à l'analyse des données ventilées par sexe sur l'emploi du temps. Cette initiative vise à regrouper dans un cadre commun des informations économiques et sur les ménages dans le but de mesurer la contribution de la production des ménages à l'économie et d'évaluer les incidences de celle-ci sur cette

production. Les données recueillies et analysées dans le cadre cette initiative ont montré que la contribution des femmes à la production non marchande de l'économie nationale représentait presque le double de celle des hommes. Ce programme sera mis en œuvre dans d'autres pays en 2011, afin d'aider leur gouvernement à mesurer le travail non rémunéré des femmes et à en tenir compte dans les instruments de planification et les politiques macroéconomiques nationaux.

64. L'utilisation de l'IDISA, qui a atteint une deuxième phase élargie au cours de la période considérée grâce à la collecte de données et au perfectionnement de cet instrument dans 18 pays: Algérie, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Gambie, Kenya, Libye, Malawi, Mali, Maroc, Namibie, République du Congo, Rwanda, Sénégal et Zambie. Cet Indicateur permet aux États membres d'examiner et d'évaluer les résultats obtenus dans la mise en œuvre des engagements relatifs à l'égalité entre les sexes, notamment de recenser et de traiter les lacunes que comportent leurs politiques et stratégies. Un recueil des bonnes pratiques en matière de prise en compte des sexospécificités, qui a été établi en 2010, a recensé de bonnes pratiques naissantes concernant cette prise en compte et le traitement des questions relatives à l'égalité des sexes dans le cadre d'initiatives concernant la consolidation de la paix et la reconstruction postconflit dans les neuf pays africains suivants: Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Libéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie et Soudan. Il ressort de ce recueil que malgré les progrès accomplis dans le renforcement du rôle de la femme dans le processus de consolidation de la paix et l'amélioration de la qualité de vie des femmes dans des pays sortant d'un conflit, les femmes et les enfants demeurent touchés de manière disproportionnée par les conflits armés et davantage reste à faire pour remédier à leur situation déplorable.

65. Diverses études ont été également effectuées dans le but d'améliorer la compréhension des questions relatives à l'égalité des sexes et de les analyser. Par exemple, une étude portant sur les inégalités entre les sexes et la protection sociale et s'appuyant sur huit études de cas de pays, a présenté un ensemble de recommandations sur la nécessité de prendre en compte la problématique homme-femme dans les politiques de protection sociale, notamment en améliorant cette protection dans le secteur non structuré où les femmes représentent la majorité des travailleurs. De même, une étude faite sur les dimensions sexospécifiques de la sécurité alimentaire dans le contexte des changements climatiques a analysé les mesures prises par certains pays africains pour remédier aux incidences des changements climatiques sur la sécurité alimentaire, en tenant compte des dimensions sexospécifiques. En outre, une étude sur les femmes et les droits fonciers faisant fond sur des résultats de recherche et des données recueillies dans 10 pays: Algérie, Cameroun, Libéria, Maroc, Namibie, Niger, Ouganda, Rwanda, Tchad et Zambie, a conclu qu'il y avait lieu de combler le fossé existant entre les principes constitutionnels et les engagements politiques en ce qui concerne l'égalité entre les sexes; de remédier aux difficultés résultant du pluralisme juridique; et de procéder à des investissements dans d'autres domaines de la politique sociale qui favorisent l'autonomisation des femmes.

66. La CEA a grandement contribué aux activités des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre la violence motivée par le sexisme et la violence faite aux femmes. Dans le cadre d'une contribution à la campagne lancée en janvier 2010 par le Secrétaire général de l'ONU en vue de mettre fin à la violence à l'égard des femmes, la CEA a effectué une étude pour mesurer la prévalence des différentes formes de violence dont sont victimes les femmes et analyser leurs causes et leurs conséquences. Cette étude, qui a porté sur cinq pays africains (Cameroun, Ouganda, Sénégal, Tunisie et Zambie), a mis en évidence des lacunes en matière de collecte de connaissances et de données. Elle a

également permis de dégager de bonnes pratiques et stratégies adoptées en vue de combattre cette violence. Elle sera exploitée en vue de prendre davantage d'initiatives nationales dans ce domaine, comme par exemple la collecte de données dans le cadre d'enquêtes nationales spécifiques et de programmes spéciaux en faveur des femmes victimes de violences (assistance, conseils et réinsertion) et l'adoption de lois destinées spécialement à sanctionner la violence familiale.

67. L'Observatoire des droits de la femme africaine a continué de servir d'instrument stratégique pour informer les États membres de la situation des droits de la femme sur le continent et identifier les domaines de préoccupation en la matière. Grâce à son site Web (<http://awro.uneca.org/>), son bulletin d'information et ses autres publications, l'Observatoire sert de source importante de données et d'informations sur les résultats de la recherche, les pratiques optimales et les réunions concernant les droits de la femme en Afrique. Il suit également les progrès faits par les pays africains en matière de défense des droits fondamentaux des femmes. Au cours de la période considérée, les trois bulletins d'information traitant de diverses questions concernant l'égalité des sexes ont été publiés et diffusés. Ils portaient notamment sur les progrès obtenus dans le domaine des droits de la femme, les incidences des crises économique et financière dont elles sont victimes, les perspectives qui s'offrent à elles et les difficultés auxquelles elles sont confrontées s'agissant de prise de décisions, ainsi que sur leur vulnérabilité durant les conflits et leur rôle dans la gestion des conflits et de la paix. Les bulletins publiés par l'Observatoire et son site Web sont devenus des sources précieuses d'informations et de connaissances sur les questions relatives à l'égalité des sexes et ont aidé à améliorer la compréhension des questions relatives aux droits des femmes d'actualité en Afrique. Une autre retombée d'importance du bulletin d'information et de l'Observatoire est le renforcement de la mise en réseau des mécanismes nationaux qui s'occupent des questions d'égalité entre les sexes en Afrique. L'Observatoire a également mis au point de nombreuses ressources électroniques, notamment des bibliographies et une banque de données qui fournissent aux utilisateurs des informations sur les décisions judiciaires ayant fait appel au droit international dans les juridictions locales pour défendre les droits des femmes.

68. D'importants résultats ont été également réalisés en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la prise en compte des questions sexospécifiques dans les politiques et programmes nationaux de développement. Des services consultatifs et une assistance technique ont été fournis, à la demande, à un certain nombre d'États membres et d'organisations régionales. Une aide apportée au Ministère comorien de la santé, de la solidarité et de la promotion de la parité des sexes a contribué au renforcement du rôle des organisations de la société civile dans la prise en compte, au niveau local, des préoccupations d'ordre sexospécifique dans les programmes de développement. De même, l'aide technique fournie au Groupe de l'égalité des sexes de la CEMAC a facilité l'adoption d'une stratégie visant à prendre en compte les questions sexospécifiques dans les politiques et programmes de cette Communauté. Les apports techniques fournis au troisième Forum des ministres chargés de la condition de la femme dans la région des Grands Lacs a donné lieu à la création du Centre de documentation et de recherche des Grands Lacs, dont le siège sera établi à Kinshasa (République démocratique du Congo).

Appuyer les activités de développement à l'échelle sous-régionale

69. Relever les difficultés particulières auxquelles sont confrontées les différentes régions de l'Afrique en matière de développement nécessite souvent l'adoption d'une approche sous-régionale,

laquelle est illustrée au sein de la CEA par l'existence de cinq bureaux sous-régionaux (BSR) répartis dans les cinq sous-régions de l'Afrique et situés dans les villes suivantes: Rabat pour l'Afrique du Nord, Niamey pour l'Afrique de l'Ouest, Yaoundé pour l'Afrique centrale, Kigali pour l'Afrique de l'Est et Lusaka pour l'Afrique australe. Les activités de ces bureaux sont définies selon les besoins et les priorités propres à chacune des sous-régions. Toutefois, une des priorités principales pour ces cinq bureaux est de promouvoir et accélérer à l'échelle sous-régionale le processus d'intégration régionale, en dirigeant l'exécution des activités opérationnelles destinées à répondre aux priorités spécifiques de chacune des cinq sous-régions, dans le cadre global des activités et des priorités de l'UA et du NEPAD.

70. Les BSR ont poursuivi cet objectif en renforçant les partenariats avec les principales CER, à savoir l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

71. Au cours de la période considérée, les BSR ont continué à intensifier leur appui aux États membres et aux CER, en renforçant leur capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes macroéconomiques et sectoriels harmonisés dans les domaines du commerce, de l'infrastructure, de la mise en valeur des capacités humaines, de la prise en compte des questions sexospécifiques, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. À cette fin, ils ont organisé divers ateliers et réunions et en ont assuré les services, notamment la session annuelle de leur propre comité intergouvernemental d'experts (CIE); ont participé aux réunions des organes de décision des principales CER; et ont fourni, à la demande des États membres, des CER et d'autres organisations intergouvernementales (OIG) une assistance technique concernant des questions institutionnelles et sectorielles, en appui aux efforts d'intégration.

72. Les BSR ont également compilé et diffusé des rapports et des études portant sur diverses questions économiques et sociales, qu'ils ont soumis aux CIE. Ils ont, en outre, continué à intensifier leur collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et à renforcer leur participation aux activités des équipes de pays des Nations Unies, en appui à la mise en œuvre des objectifs de développement internationalement convenus, notamment les OMD. Par ailleurs, certains de ces bureaux ont réalisé des progrès dans la mise en place de mécanismes destinés à renforcer la coordination des activités des Nations Unies à l'échelle sous-régionale, conformément au mandat qui leur est confié par le Mécanisme de coordination régionale (MCR), notamment l'exécution des activités conjointes au niveau sous-régional convenues par les groupes thématiques du MCR.

73. Alors que s'ouvrent le cycle de programmation et les consultations sur les nouveaux plans pluriannuels, tous les bureaux sous-régionaux ont eu pour principale priorité au cours de l'année écoulée de dresser le bilan des résultats obtenus au titre de divers plans pluriannuels mis en œuvre pendant la période considérée. La section ci-après met en lumière certaines des réalisations de chaque bureau sous-régional dans le cadre de l'exécution des plans pluriannuels.

a) Activités sous-régionales en faveur du développement en Afrique centrale

74. Pendant la période considérée, le Bureau sous-régional en Afrique centrale (BSR-AC) a continué de fournir un soutien au renforcement des capacités des États membres et des CER sur toutes sortes de problèmes de développement, mais touchant plus particulièrement au développement des infrastructures, aux transports, aux politiques commerciales, à la rationalisation des CER, à la promotion de la convergence des politiques macroéconomiques, à la libre circulation des êtres humains, à l'utilisation des TIC pour le développement et à la reconstruction au lendemain d'un conflit. Le plan pluriannuel auquel collaborent, sous une même bannière, le BSR-AC, la CEEAC et la CEMAC a permis de rationaliser les programmes d'intégration régionale dans la sous-région. Il s'est traduit par l'exécution concertée de plusieurs projets prioritaires.

75. Entre autres résultats notables obtenus dans le cadre de l'exécution des plans pluriannuels, il convient de citer les efforts en cours pour rationaliser et optimiser les groupements d'intégration régionale en Afrique centrale comme l'avaient demandé les chefs d'État des pays membres de la CEEAC et de la CEMAC, une étude d'évaluation de l'état d'avancement du Plan-cadre de transport pour l'Afrique centrale, lequel a fait l'objet d'un consensus et vise à relier toutes les capitales d'Afrique centrale par la route, et des ateliers de renforcement des capacités dans le domaine de la consolidation de la paix et de la reconstruction après un conflit, axés plus particulièrement sur la réforme du secteur de la justice dans plusieurs pays de la sous-région qui sortaient d'un conflit.

76. Le BSR-AC a rédigé plusieurs rapports techniques et publications pendant l'année, dont sa publication phare, *Les économies de l'Afrique centrale*, qui mettait l'accent sur le thème de la mobilisation des ressources internes et de la diversification économique en Afrique centrale. Il a aussi produit plusieurs documents de sensibilisation, dont une revue trimestrielle, *Les Échos d'Afrique centrale*, et un bulletin hebdomadaire, *Highlight*, qui ont contribué à diffuser des informations sur les activités en faveur de l'intégration régionale en Afrique centrale.

77. Une réunion consultative des institutions des Nations Unies, de la CEEAC, de la CEMAC, d'organisations intergouvernementales sous-régionales (OIG), d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'États membres a été organisée pendant la période à l'examen. Elle a abouti à l'adoption d'un programme de travail indicatif commun pour 2010-2012 et à la création du mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique centrale.

b) Activités sous-régionales en faveur du développement en Afrique de l'Est

78. Pendant la période considérée, le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est (BSR-AE) a continué d'axer en grande partie son soutien politique et ses activités opérationnelles sur la promotion de l'intégration régionale en Afrique de l'Est, en renforçant les capacités des États membres et des CER en matière d'élaboration et d'exécution de politiques sectorielles et macroéconomiques harmonisées. L'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et la Commission de l'océan Indien (COI) ont été les principaux bénéficiaires de ce soutien au titre de leur plan pluriannuel respectif. Des consultations sont actuellement en cours avec le secrétariat de la CEA pour mettre au point un cadre général de coopération avec la CEA par l'intermédiaire du BSR-AE.

79. L'année 2010 a été marquée par la consolidation de certaines des activités et initiatives lancées en 2009 dans le cadre des plans pluriannuels entrepris avec les quatre CER. Le rôle moteur joué par le

BSR-AE dans la mise au point d'un cadre concerté pour le programme de sécurité alimentaire pour l'Afrique de l'Est, adopté par les quatre CER, en est un bon exemple. Deux réunions ont eu lieu, en juin et novembre 2010, pour mettre la dernière main au projet de cadre.

80. Au titre de l'exécution du plan pluriannuel avec la CEPGL, le BSR-AE a fourni un soutien non négligeable à la CER dans l'élaboration de son plan stratégique pour 2010-2014. Ce plan vise à accompagner le secrétariat de la CEPGL dans le choix de ses options d'avenir qui l'aideront à atteindre les objectifs stratégiques et programmatiques approuvés par le Conseil des ministres de la CEPGL en 2007.

81. La collaboration avec le secrétariat est aussi en bonne voie. En réponse à une demande que le secrétariat de l'Autorité intergouvernementale pour le développement lui avait adressée, le BSR-AE a fourni à celui-ci une assistance technique pour l'aider à établir un répertoire régional des acteurs de l'industrie du tourisme et de l'hospitalité dans les pays membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Ce répertoire est censé promouvoir les sept pays membres de l'Autorité comme une seule et même destination touristique tant pour les investisseurs du secteur hôtelier et de l'hospitalité que pour les touristes eux-mêmes. À cet effet, un rapport a été établi et examiné à la quinzième session du CIE tenue à Djibouti en février 2011 sur le thème « Pour un développement durable de l'industrie touristique en Afrique de l'Est ». La réunion a fait sienne ce répertoire en tant que plan-cadre du développement intégré du tourisme pour les pays membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

82. Au titre de l'exécution du plan pluriannuel avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, les trois grandes activités suivantes ont été entreprises: a) une réunion de groupe spécial d'experts, organisée en mars 2010, b) une étude effectuée en collaboration avec GTZ sur la zone 10 des bassins de développement transfrontières et c) un projet sur le terrain consacré à la sécurité alimentaire, qui est actuellement en voie d'exécution dans les pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. La coopération avec la Commission de l'océan Indien (COI) en est encore à ses débuts avec la signature, fin 2009, entre les deux institutions d'un mémorandum d'accord, qui prévoit un cadre de coopération entre la COI et le BSR-AE. Des domaines concrets de soutien ont été définis courant 2010 et l'exécution du programme de coopération devrait démarrer en 2011. Les principaux domaines concernés sont le commerce, les changements climatiques et la gestion des ressources naturelles.

83. Le BSR-AE a aussi progressé dans le renforcement de son partenariat avec d'autres parties prenantes, dont les institutions des Nations Unies qui travaillent au Rwanda et au sein de la sous-région sur une vaste gamme de questions de développement. Il est devenu un membre actif de l'équipe de pays des Nations Unies au Rwanda et, en tant que tel, a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de plusieurs activités clefs conjointes en vertu du programme « Unis dans l'action ». En 2010, il a joué un rôle majeur dans les domaines de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Il a aussi joué un rôle critique en veillant à ce que les questions d'intégration régionale soient inscrites au programme de l'équipe de pays et soient dûment reflétées dans la déclaration de résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Cet effort a été couronné par l'approbation d'un programme tendant à accorder la priorité à l'intégration régionale au Rwanda, qui sera appliqué en 2011. Le BSR-AE s'est aussi employé à ce que, dans ses travaux, l'équipe de pays accorde une plus grande place aux sciences, aux technologies et à l'innovation. C'est ainsi que dans le

cadre du résultat 3 du PNUAD, en 2011, la CEA assurera un soutien institutionnel au Gouvernement rwandais pour ce qui touche aux sciences, aux technologies et à l'innovation.

84. La collaboration interinstitutions au niveau sous-régional s'est aussi développée pendant la période considérée grâce à la création du mécanisme de coordination sous-régionale, destiné à assurer le soutien des institutions des Nations Unies à l'UA et à son programme NEPAD. Dans le cadre du suivi de la réunion consultative de haut niveau des institutions des Nations Unies qui a eu lieu en avril 2010, une réunion d'un groupe de travail des institutions des Nations Unies s'est tenue en octobre 2010 pour débattre des directives opérationnelles à suivre aux fins de la création et du fonctionnement d'un mécanisme de coordination sous-régionale dans les sous-régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Le groupe de travail a convenu que le mécanisme de coordination sous-régionale centrerait son attention sur les domaines thématiques de la gouvernance, de l'égalité entre les sexes et du développement social, et, enfin, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. La gestion des connaissances et le partage de l'information ont été reconnus comme autant de thèmes intersectoriels qui s'inscrivaient dans les priorités du NEPAD. Les conclusions de la réunion du groupe de travail ont été approuvées par la onzième réunion du Mécanisme de coordination régionale en novembre 2010. Le mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe entrera en service en 2011.

85. À l'appui de la gestion et du partage des connaissances, l'Observatoire de l'intégration régionale de l'Afrique, créé et accueilli par le BSR-AE, a contribué au processus de suivi et de détermination des progrès accomplis en matière d'intégration régionale dans la sous-région. L'Observatoire affiche périodiquement les instruments d'intégration régionale pertinents (traités, protocoles et conventions). La plate-forme créée par l'Observatoire permet de suivre la manière dont ces instruments sont adaptés, appliqués et incorporés dans les cadres juridique et réglementaire nationaux. Elle permet aussi d'évaluer les résultats obtenus dans la réalisation des objectifs fixés au plan régional et le respect des critères de convergence.

86. Ces entreprises communes ont aidé le BSR-AE et ses partenaires à réaliser des économies d'échelle et à orienter plus clairement l'exécution des programmes et à en accroître l'impact. Elles ont aussi permis aux partenaires de mettre au point des positions communes sur des questions de développement fondamentales qui intéressent la sous-région, comme la paix et la sécurité, les politiques commerciales et macroéconomiques, la gestion des ressources naturelles, la politique de développement social, le développement des transports et des infrastructures, le développement industriel et les TIC. Cependant, la multiplicité des groupements d'intégration demeure une difficulté majeure rencontrée par le BSR-AE dans la mise en œuvre de ses activités. La sous-région se caractérise par de multiples appartenances aux CER et OIG et l'existence de nombreuses entités dotées de mandats qui font double emploi en matière d'intégration régionale. En conséquence, le BSR-AE met en œuvre les priorités de cinq programmes pluriannuels différents. Les crédits ouverts au titre du budget ordinaire pour 2010 ne répondent pas aux besoins d'exécution des programmes et projets convenus.

c) Activités sous-régionales en faveur du développement en Afrique du Nord

87. Pendant la période considérée, le Bureau sous-régional en Afrique du Nord (BSR-AN) a accru sa contribution à l'élaboration des politiques de la sous-région moyennant un certain nombre d'activités de renforcement des capacités entreprises en faveur d'États membres et de l'UMA, en sa qualité de

principale OIG sous-régionale d'Afrique du Nord. Les activités visaient les domaines prioritaires de l'intégration économique régionale, des changements climatiques et du développement durable, des TIC pour le développement et de la facilitation du commerce et des transports.

88. Le BSR-AN a organisé plusieurs activités conjointes avec l'UMA à l'appui de l'exécution du programme pluriannuel pour la période 2010-2011, dont une Conférence sur le rôle des femmes dans le développement, un Atelier sur la cybersécurité en Afrique du Nord et une réunion sur la collaboration entre l'UMA et d'autres CER. De même, une réunion organisée conjointement par le BSR-AN et l'UMA sur le thème « Partenariat pour le Maghreb » a rassemblé les principales parties prenantes pour évaluer les progrès réalisés dans l'application du programme pluriannuel pour 2010-2011 et débattre des activités prévues pour le deuxième programme pluriannuel (2012-2013). L'application du programme pluriannuel a aidé à renforcer le secrétariat général de l'UMA et la capacité des États membres de collaborer à l'élaboration concertée de politiques sous-régionales, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire.

89. Vu la vulnérabilité des pays membres aux changements climatiques, le BSR-AN a entrepris une étude approfondie et établi un rapport majeur qui analysait les défis posés par les changements climatiques à la sous-région et traitait notamment des stratégies et mesures d'adaptation. Le rapport met aussi en lumière des moyens novateurs de passer à une économie verte et d'assurer un développement qui résiste aux changements climatiques. Cette publication a contribué à mieux sensibiliser l'opinion aux questions relatives au climat en Afrique du Nord.

90. La quatrième édition du Colloque méditerranéen a été organisée en collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Centre africain pour la politique commerciale, l'Université Lyon 2 et l'Université Mohammed V Souissi, en tant que contribution clef à la mise en place de réseaux de connaissances et à la gestion des connaissances dans la sous-région, pour débattre des principales difficultés qui touchent à la croissance, au commerce international et à l'intégration régionale dans les pays de la Méditerranée. Ce Colloque a consolidé un réseau d'universitaires, de chercheurs et d'institutions qui travaillaient sur le commerce international, la croissance et l'intégration régionale. De même, un Atelier organisé à Marrakech par le BSR-AN sur le rôle des femmes entrepreneurs dans le développement économique des pays membres de l'UMA a renforcé la mise en place de réseaux de femmes entrepreneurs dans la sous-région.

91. Le rôle primordial du BSR-AN dans la coordination des travaux des Nations Unies dans la sous-région a été renforcé grâce aux efforts en cours pour créer un mécanisme de coordination sous-régionale qui soutiendrait les CER de l'UA et le programme du NEPAD en Afrique du Nord. Le mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique du Nord entrera en service en 2011. Le BSR-AN est aussi actif au sein de l'équipe de pays des Nations Unies au Maroc et en Tunisie et cherche à accroître sa participation aux équipes de pays des autres États membres. Son apport aux travaux de l'équipe de pays consiste essentiellement à inscrire les dimensions de l'intégration régionale dans le processus du PNUAD.

d) Activités sous-régionales en faveur du développement en Afrique australe

92. Au cours de l'année écoulée, les travaux du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe (BSR-AA) visaient à renforcer les capacités des États membres et du secrétariat de la Communauté de

développement de l'Afrique australe (SADC) de formuler et d'appliquer des politiques sectorielles et macroéconomiques harmonisées dans plusieurs domaines prioritaires afin de consolider l'intégration régionale, en mettant tout particulièrement l'accent sur la réalisation des objectifs de développement social et l'intégration dans la sous-région.

93. La principale stratégie en matière d'exécution des programmes s'articulait autour d'un programme pluriannuel d'activités convenu en 2008 avec le secrétariat de la SADC, principal moyen d'appui de nature à accélérer l'intégration de la sous-région. Entre autres modalités, on peut citer les activités de sensibilisation, les travaux de recherche, les ateliers et les séminaires, les conseils consultatifs et le renforcement des capacités aux fins d'harmonisation des politiques et d'intégration régionale.

94. Par le biais du programme pluriannuel, le BSR-AA a fourni un soutien pour renforcer les capacités de la SADC dans plusieurs domaines de son programme de travail. Il a poursuivi son action pour mettre en œuvre l'initiative e-SADC qui a abouti à la mise au point de la version finale du cadre de cyberstratégie de la SADC, adopté en mai 2010 par la Conférence des ministres de la SADC chargés des télécommunications, des postes et des TIC. L'initiative et la stratégie ont été conçues de manière à répondre aux questions de convergence et à harmoniser les politiques et infrastructures de TIC et à promouvoir l'utilisation des TIC aux fins de l'intégration économique régionale. L'harmonisation régionale, le renforcement des capacités et l'exécution de cyberstratégies seront au cœur du programme. Le programme s'intéresse également aux principales déclinaisons des services en ligne, par exemple le cybergouvernement et notamment la cyberpolice dans les pays membres de la SADC, le cyberparlement, dont le renforcement du rôle des parlementaires de la SADC, le cybercommerce, la cyberéducation, la cybersanté et la cyberagriculture, tout en encourageant les partenariats entre les secteurs public et privé.

95. Le BSR-AA a aussi aidé le secrétariat de la SADC à formuler un projet de cadre pour l'harmonisation des politiques, normes, règles législatives et réglementaires régissant les activités minières en Afrique australe, qui a été adopté par les ministres des mines de la SADC. Cette collaboration a continué de porter sur l'examen du protocole minier et l'établissement d'un rapport sur le cadre pour la sécurité des produits miniers de la SADC axé sur le repérage et la certification des produits miniers en provenance de pays membres de la SADC ou transitant par eux. De concert avec le Centre africain pour la politique commerciale, le BSR-AA a soutenu la participation des femmes du secteur minier au Colloque de la SADC consacré aux femmes dans les affaires et les investissements, qui a abouti à l'adoption d'un plan d'action pour soutenir la formation d'un forum régional des femmes dans la vie industrielle et commerciale en Afrique australe.

96. Le BSR-AA a aidé le secrétariat de la SADC à lancer une application pilote de l'outil de suivi du Protocole de la SADC relatif aux femmes et au développement destiné à contrôler l'application du Protocole. À cet égard, des initiatives ont été lancées en RDC, au Botswana et en Namibie pour harmoniser l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) avec l'outil de suivi du Protocole. En 2010, les ministres africains chargés de l'égalité entre les sexes ont avalisé un outil régional de suivi de l'égalité entre les sexes mis au point par la SADC avec le soutien du BSR-AA.

97. On peut citer, entre autres résultats importants obtenus au titre du programme pluriannuel, l'assistance apportée à la SADC dans la mise en œuvre de ses programmes de convergence macroéconomique et institutionnelle, y compris l'assistance à l'élaboration d'un cadre pour l'intégration financière régionale en vue de la création d'une union monétaire entre les pays membres de la SADC et la contribution d'apports techniques importants à l'établissement du rapport régional sur le développement humain en Afrique australe et du rapport biennal sur les femmes et le développement.

98. Au titre du suivi des travaux de consultation technique entrepris conjointement en 2009 par le BSR-AA et l'Université mozambicaine Eduardo Mondlane sur l'incorporation de l'intégration régionale dans les plans de développement nationaux et la promotion de la convergence macroéconomique, un cadre pour l'incorporation des questions d'intégration régionale dans les politiques et plans nationaux a été mis au point. Des efforts sont en cours dans plusieurs pays membres de la SADC pour l'adopter. Le BSR-AA a aussi prêté son concours à l'Université Eduardo Mondlane pour inscrire l'intégration régionale dans le programme d'études de l'Université et mettre en place une plate-forme de gestion des connaissances.

e) Activités sous-régionales en faveur du développement en Afrique de l'Ouest

99. Le Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest (BSR-AO) a consacré de gros efforts au cours de l'année écoulée au lancement du programme pluriannuel de collaboration avec la Commission de la CEDEAO et fourni une assistance technique aux États membres, aux principales OIG et ONG, notamment en renforçant les capacités en matière d'élaboration et d'harmonisation des politiques, comme d'exécution des programmes.

100. Au titre de l'exécution du programme pluriannuel, le BSR-AO a collaboré avec la Commission de la CEDEAO à un certain nombre d'entreprises conjointes, dont l'organisation de réunions, activités de formation de groupe et services consultatifs aux États membres, à savoir le troisième Forum des affaires de la CEDEAO et la sixième Foire commerciale de la CEDEAO, tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) en septembre 2010, sur l'exploitation des ressources énergétiques pour le développement de l'Afrique de l'Ouest. Le Forum a facilité, entre autres, l'échange d'informations et de données d'expérience sur la manière de relever les défis qui se posent dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest. Les sujets débattus allaient des sources d'énergie renouvelable, à la production, la transmission et la distribution de l'énergie en passant par les stratégies visant à réduire le coût de l'offre d'énergie moyennant une mise en commun et d'autres options, les partenariats public-privé pour la production, la transmission et la distribution d'électricité et la recherche-développement dans les domaines des coûts, de l'efficacité, de la gestion de la demande et des sources d'énergie de substitution.

101. Les autres activités menées à l'appui du programme pluriannuel s'entendent notamment de la mise au point de la version définitive du cadre juridique pour les OIG de la sous-région, qui sera adopté en 2011, de la contribution à l'examen de la politique de mise en valeur des richesses minérales de la CEDEAO pour renforcer l'harmonisation des politiques dans le secteur minier, du premier Colloque sur la réglementation régionale de l'électricité, organisé par l'Autorité régionale de la CEDEAO pour la régulation de l'électricité en novembre 2010 à Accra (Ghana), de la réunion d'examen de la CEDEAO de l'aide au commerce et de l'établissement conjoint du rapport sur la situation économique et sociale en Afrique de l'Ouest. Le BSR-AO a aussi rédigé une note de synthèse qu'il a soumise à la

Commission de la CEDEAO dans le cadre de l'action menée pour créer un mécanisme de coordination sous-régionale qui coordonnerait les activités de soutien des Nations Unies à l'UA et au NEPAD en Afrique de l'Ouest.

Planification et administration du développement

102. L'année 2010 a marqué un tournant pour l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), qui a vécu l'une de ses années les plus animées en ce qui concerne ses programmes et activités depuis sa création en 1962. L'Institut a beaucoup progressé dans ses efforts de repositionnement et s'est engagé sur une nouvelle voie en optant pour la pertinence, la croissance, la présence et la visibilité, conformément aux vœux de ses États membres et aux grands objectifs fixés par son Conseil d'administration. L'Institut a amorcé et consolidé son repositionnement à un moment où les questions de développement et de planification nationales, sous-régionales et régionales à long terme étaient de nouveau d'actualité et reprenaient de l'importance à travers le monde. Comme le soulignait le nouveau plan stratégique de l'Institut, cette évolution exigeait non seulement une remise à plat complète de ses programmes de développement des capacités et de formation, mais aussi l'amélioration de ses travaux connexes de recherche et de diffusion en matière de politiques afin qu'il puisse répondre plus directement et utilement aux besoins de ses États membres en ressources humaines qualifiées et en conseils et orientation politiques ciblés. Dans le cadre même de la remise à plat des programmes et des efforts déployés pour satisfaire aux besoins exprimés par les gouvernements africains, la teneur des cours offerts par l'Institut a été revue en même temps que celui-ci prêtait attention au besoin urgent de relever le niveau des activités de formation et d'exploiter toutes les possibilités en vue d'une prestation décentralisée de ses services.

103. Grâce à ce repositionnement, l'Institut est désormais mieux en mesure de s'acquitter de son mandat, c'est-à-dire d'assurer le renforcement des capacités et la formation des fonctionnaires de niveaux intermédiaire et supérieur dans les domaines pertinents de la planification économique et de la gestion du développement de manière à ce qu'ils soient plus expérimentés et efficaces face aux problèmes de développement rencontrés par leur pays. Pendant la période considérée, l'Institut a non seulement étendu la gamme de cours de formation qu'il offrait à ses États membres, mais a aussi augmenté sensiblement le nombre de participants à ses programmes de développement des capacités et de formation et de bénéficiaires desdits programmes, lancé la décentralisation de ses activités afin d'accroître sa présence et de se faire connaître en dehors de Dakar où il a son siège, organisé une série de dialogues sur des questions d'ordre politique en tant que contribution au renforcement d'un ordre du jour africain sur la recherche en matière de politiques, relancé ses travaux de recherche sur les politiques et posé les bases de programmes en ligne.

104. Les efforts déployés pour relancer le programme de DEA en tant qu'activité phare de l'Institut ont atteint un stade avancé pendant la période à l'examen suite aux consultations qui se sont tenues avec diverses parties prenantes, dont des décideurs politiques, des universités et des instituts de recherche africains et des partenaires de développement. Lorsque le programme de DEA complètement revu et corrigé sera relancé en 2011, l'Institut prévoit de pouvoir assurer en moyenne une formation approfondie à 150 fonctionnaires au moins par an contre une vingtaine chaque année autrefois.

105. Les cours de formation de courte durée organisés par l'Institut demeurent une composante clef des activités de développement des capacités et de formation de l'Institut. En 2010, l'Institut a conçu et

offert 10 de ces cours (voir tableau 1), couvrant des questions qui présentaient de l'intérêt pour le développement africain et portaient sur des secteurs tels que l'agriculture, le commerce, la politique industrielle, l'intégration régionale, les femmes dans la gestion macroéconomique et les stratégies de négociation. Fin décembre 2010, 206 fonctionnaires avaient suivi une formation dispensée par l'Institut, dont 76 étaient des femmes, soit 37% des effectifs, contre 154 fonctionnaires seulement en 2009. En outre, cinq séminaires de haut niveau ont été donnés par des universitaires et intellectuels de renom d'Afrique et d'ailleurs. Ces séminaires étaient consacrés à des questions de développement d'actualité en Afrique, comme les incidences de la montée en puissance de la Chine et de l'Inde pour le développement africain, la pauvreté et les changements climatiques, les technologies et l'innovation, les progrès et les limites de l'intégration régionale en Afrique et les projets d'accords de partenariat économique de l'UE avec l'Afrique. Les participants aux cours de formation de courte durée organisés par l'Institut en 2010 ont, tous, bénéficié d'une bourse couvrant notamment leurs frais d'inscription et de subsistance. S'agissant de l'admission aux activités de formation, l'Institut a continué d'accorder la préférence aux fonctionnaires de pays africains. Les rapports d'évaluation remplis et remis par les participants donnaient à penser que des améliorations considérables avaient été apportées à l'organisation des cours et aux stratégies d'exécution adoptées par l'Institut en 2010. Les participants ont jugé le cadre d'études très porteur et ont beaucoup apprécié le professionnalisme du personnel.

Tableau 1: Cours de formation de courte durée dispensés en 2010

No du cours	Intitulé du cours	Dates	Lieu	Nombre de candidatures reçues			Nombre de personnes admises		
				Total	H	F	Total	H	F
1	Politique agricole en Afrique (en anglais)	5-30 avril 2010	IDEP, Dakar	44	23	21	24	11	13
2	Accords commerciaux préférentiels pour le développement: questions et incidences [avec l'Institut de la Banque mondiale (IBM)]	12-16 avril 2010	IDEP, Dakar	191	151	40	24	18	6
3	Outils d'analyse des marchés pour l'analyse des flux commerciaux (avec la CEA)	26-29 avril 2010	IDEP, Dakar	-	-	-	20	12	8
4	Politique industrielle en Afrique (en anglais)	3-28 mai 2010	IDEP, Dakar	49	25	24	19	11	8
5	Intégration régionale en Afrique (en anglais)	7-25 juin 2010	IDEP, Dakar	34	19	15	16	11	5
6	Politique agricole en Afrique	5-30 juillet 2010	IDEP, Dakar	45	35	10	21	16	5
7	Atelier de formation de formateurs à la gestion de politiques économiques favorisant l'égalité des sexes (en anglais) (avec le PNUD)	7-9 juillet 2010	IDEP, Dakar	-	-	-	21	10	11
8	Atelier de formation de formateurs à la gestion de politiques économiques favorisant l'égalité des sexes	12-14 juillet 2010	IDEP, Dakar	-	-	-	21	8	13
9	Politique industrielle en Afrique (en français)	9 août - 3 sept.	IDEP, Dakar	36	33	3	19	16	3
10	Intégration régionale en Afrique (en anglais)	13 sept. - 1 ^{er} oct.	IDEP, Dakar	63	50	13	21	17	4
			Total	462	336	126	206	130	76

Source: IDEP, 2010

* Formation de formateurs

106. En 2010, l'Institut a continué, comme il en avait l'habitude, à encourager la nomination et la participation de femmes à tous ses programmes et activités de développement des capacités et de formation. Il a aussi fait le nécessaire pour assurer une bonne représentation géographique à ses cours grâce à un programme dynamique de sensibilisation et à la prestation d'activités de formation décentralisées à travers les cinq sous-régions du continent.

107. Pour relever les défis posés par une nouvelle orientation et une nouvelle direction institutionnelles, l'Institut a dû étendre sa base de financement et renforcer les capacités de son personnel. En 2010, il a enregistré d'excellents résultats au niveau tant de la croissance de son budget ordinaire que de l'augmentation des ressources extrabudgétaires qu'il a pu mobiliser. Les contributions des États membres ont atteint un nouveau sommet; le nombre des pays qui ont versé une contribution et celui des pays qui n'ont pas d'arriérés ont été les plus hauts jamais atteints. Des mesures ont aussi été prises pour recruter de nouveaux membres du personnel afin de doper la capacité de mise en œuvre des programmes. L'absorption des ressources financières disponibles pour l'exécution des programmes a été bien supérieure à 80%.

108. En 2010, l'Institut a aussi multiplié ses activités de collaboration avec les parties prenantes compétentes. Son portefeuille de partenariats, tant programmatiques que financiers, a continué de se développer. Son intégration dans la CEA, en tant que partenaire de la Commission chargé de l'exécution du sous-programme 8 qui touche à la planification et à l'administration du développement, a été réaffirmée et a servi d'assise à une collaboration substantielle avec les divisions de programmes de la CEA et les bureaux sous-régionaux. L'Institut a aussi resserré sa collaboration programmatique avec la CUA et d'autres organisations, dont le PNUD. Les entretiens avec un certain nombre d'institutions donatrices potentielles ou existantes ont, d'ores et déjà, débouché sur des résultats positifs en matière de renforcement des programmes de développement des capacités et de formation. La collaboration de l'Institut avec la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) lui a aussi permis d'obtenir un soutien de celle-ci pour la tenue de deux sessions d'un cours sur l'intégration régionale en Afrique, qui auront lieu en 2011. Les pourparlers avec des partenaires donateurs tels que l'Union européenne, le Gouvernement néerlandais, l'Agence suédoise de coopération pour le développement, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la Fondation Ford se sont poursuivis en 2010.

Statistiques

109. L'objectif de ce sous-programme est d'améliorer la production, la diffusion et l'utilisation des principales statistiques démographiques, sociales, économiques et environnementales, y compris les indicateurs de réalisation des OMD, conformément aux normes et aux meilleures pratiques internationalement reconnues. En conséquence, les travaux de la Commission au cours de la période considérée ont été organisés autour des priorités suivantes: soutenir, coordonner et promouvoir les activités statistiques en Afrique; mettre en place à la CEA un centre de données sur le développement en Afrique; mettre en œuvre en Afrique le Système international de comptabilité nationale (SCN) adopté comme norme internationale; soutenir des programmes de formation statistique; établir un programme régional de recensement de la population et de l'habitat respectant les cycles adoptés à

l'échelon international; améliorer l'enregistrement des faits et les statistiques de l'état civil en Afrique; et fournir une assistance technique dans divers domaines des statistiques.

110. Dans le même temps, étant donné les efforts en cours pour renforcer l'intégration régionale, il est essentiel d'harmoniser davantage les données. Cet impératif a continué de guider les travaux menés par la CEA dans le cadre du présent sous-programme au cours de la période considérée. Le travail de promotion et de coordination des activités statistiques en Afrique que mène la CEA vise à optimiser les activités de développement statistique des différents partenaires afin d'éviter les doubles emplois et de mieux tirer parti de l'avantage comparatif de chacun d'entre eux en améliorant la coordination et la collaboration. Les organisations internationales étant de plus en plus nombreuses en Afrique, la coopération est de plus en plus importante. La CEA favorise cette coopération, en particulier dans le domaine de la normalisation, en organisant des réunions et en menant des activités de sensibilisation communes sur le rôle essentiel des statistiques pour élaborer des politiques rationnelles. Ainsi, elle a organisé le sixième Symposium africain sur le développement de la statistique en novembre 2010 au Caire (Égypte) sur le thème « Analyse et utilisation des données des recensements généraux de la population et de l'habitat de 2010 ». Trois cent cinquante personnes représentant des bureaux nationaux de statistique, des organisations africaines régionales et sous-régionales, des organisations internationales et des établissements d'enseignement et de recherche ont participé à ce symposium, lequel a abordé un certain nombre de questions essentielles dans ses conclusions, dont la nécessité d'améliorer les systèmes d'établissement des statistiques de l'état civil et d'enregistrement des faits d'état civil en Afrique, le rôle des institutions de formation statistique dans le renforcement de la capacité des parties prenantes d'analyser les données des recensements, la renaissance de l'Association africaine de statistique, la mise en œuvre du Programme de comparaison internationale (PCI-Afrique), le renforcement de la capacité des pays de mener des enquêtes de vérification post-censitaire, la mise en commun des données des enquêtes sur les ménages dans les pays africains et l'harmonisation des estimations démographiques intercensitaires. Le Symposium a adopté comme thème de travail pour les cinq prochaines années l'enregistrement des faits et les statistiques de l'état civil.

111. La cinquième réunion du Comité africain de coordination statistique a été convoquée pendant la période considérée pour examiner les moyens d'accroître la synergie entre les institutions régionales et de coordonner les programmes statistiques afin de fournir durablement un appui statistique accru et efficace aux pays africains. Cette réunion a été spécialement organisée dans le cadre des préparatifs de la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA tenue en avril 2010 à Lilongwe (Malawi). À cette réunion, les ministres ont examiné et approuvé un rapport intérimaire sur la mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique. Ils ont également débattu des préparatifs de la sixième réunion du Comité africain de coordination statistique et du projet de base de données AfricaInfo. Parmi les autres manifestations organisées pendant la période à l'examen, on peut citer la première réunion du Conseil d'administration du PCI-Afrique, la première réunion des associations nationales africaines de statistique et la réunion du Groupe africain sur la formation et la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine statistique (AGROST).

112. L'un des principaux outils utilisés pour faire prendre conscience de l'importance que revêtent les statistiques pour le développement des pays africains est la Journée africaine de la statistique, célébrée chaque année le 18 novembre. La première Journée mondiale de la statistique, qui avait pour thème

« Célébrer les nombreuses avancées de la statistique officielle et les valeurs fondamentales de service, d'intégrité et de professionnalisme », a été observée le 20 octobre 2010. Les pays africains ont aligné le thème de la Journée africaine de la statistique de 2010 sur celui de la Journée mondiale et organisé diverses célébrations nationales entre le 20 octobre et le 18 novembre 2010. La CEA a apporté son soutien en élaborant et en mettant à la disposition des États membres des documents pour la célébration de la Journée, notamment des affiches de sensibilisation en anglais, en arabe, en français et en portugais et des projets de fiches techniques et de notes à la presse en anglais et en français. En outre, elle a ouvert un site Web spécial comprenant des liens avec le site Web de la Division de statistique de l'ONU consacré à la Journée mondiale de la statistique. Dans le cadre de ces célébrations, la CEA, en collaboration avec l'Agence centrale de statistique de l'Éthiopie, a organisé un séminaire d'une journée le 25 novembre 2010 au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba. A l'occasion de ce séminaire, qui a réuni quelque 120 participants de divers organismes directement intéressés par le système statistique national de l'Éthiopie, des exposés ont été présentés sur divers sujets tels que le plan quinquennal éthiopien de développement de la statistique, l'analyse des données des recensements et les projections démographiques, l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) dans les processus statistiques, la qualité des données et les tendances de la production agricole. En outre, la version 3.1 (2010) du logiciel EthioInfo et l'Atlas de la population et de l'habitat en Éthiopie ont été lancés, ce qui favorise considérablement la diffusion de données concernant le développement humain.

113. Pour faciliter la production et l'utilisation de séries de données harmonisées, une base de données sur les pays africains a été créée sous l'égide du Comité africain de coordination statistique. Cette base renferme des données agrégées aux niveaux continental, sous-régional et national. Par ailleurs, la deuxième édition de *l'Annuaire statistique pour l'Afrique*, qui est la principale source d'informations statistiques sur l'Afrique, a été élaborée en 2010 au moyen du mécanisme commun de collecte et de publication de données établi par la CEA, la BAD et la CUA. Grâce à ce mécanisme commun, les pays communiquent désormais une seule fois leurs données et non plus séparément à chacune des trois institutions, ce qui réduit considérablement la charge de travail que cela représente pour eux. Cela réduit également les risques de publier des informations contradictoires sur les pays africains. Outre *l'Annuaire statistique pour l'Afrique*, on a produit pour la première fois un abrégé statistique commun des principaux indicateurs sociaux, économiques et environnementaux en Afrique. La troisième édition de *l'Annuaire* sera publiée en mars 2011. Le lancement du Journal statistique africain a été l'une des initiatives les plus importantes qui ont été prises pour faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les statisticiens et les autres parties prenantes en Afrique. Deux numéros du Journal et quatre numéros du bulletin d'information ont été publiés et diffusés en 2010.

114. En 2010, la CEA a également poursuivi ses efforts visant à mettre à jour et à améliorer sa base de données statistiques (StatBase) pour en faire son principal organe de gestion et de diffusion de données statistiques. Elle a notamment amélioré l'interface de recherche et la présentation des données afin de permettre de télécharger de façon plus souple des données brutes et d'intégrer les fonctionnalités cartographiques de Google aux données extraites. Au cours de la période à l'examen, le Centre africain pour la statistique a dispensé une formation à Dakar (Sénégal) sur l'utilisation de la plateforme de gestion de données StatBase pour la compilation et la diffusion des données statistiques à l'Agence nationale de la statistique et de démographie (ANSD). Cette activité s'inscrivait dans le cadre des travaux en cours pour mettre en œuvre StatBase dans la région de la CEDEAO. Le système a

également été installé au bureau national de statistique du Maroc et au Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord à Rabat.

115. La CEA a mis en ligne une copie miroir gratuite de la base de données AICMD (African Integrated Census Microdata) à l'adresse suivante: <http://ecastats.uneca.org/aicmd/>. Des enregistrements concernant 35 millions de personnes et 19 échantillons de haute précision anonymisés de recensements effectués dans dix pays africains sont actuellement mis gratuitement à la disposition des chercheurs. Plus de 500 documents sources originaux tels que des questionnaires et des manuels de recensement peuvent également être consultés et téléchargés depuis la base de données AICMD.

116. En 2010, la CEA a continué à promouvoir la norme mondiale de comptabilité nationale, le Système de comptabilité nationale (SCN), et contribué à la mise en œuvre du SCN 2008 en Afrique dans le cadre d'un certain nombre d'activités. Une réunion d'experts sur l'harmonisation des comptes nationaux a été organisée à Port Louis (Maurice) en novembre 2010 afin d'examiner le projet de guide pour la mise en œuvre du SCN 2008 en Afrique. L'objectif de cette réunion, à laquelle ont participé des experts de 20 bureaux nationaux de statistique et de huit banques centrales, était d'élaborer des propositions et des plans d'action concrets pour la mise en œuvre du SCN 2008 au niveau national. Les participants ont noté que le SCN 2008 présentait des différences importantes par rapport au SCN 1993 et recommandé que les pays revoient la base de leurs comptes nationaux tous les cinq ans et introduisent le SCN 2008 lors du changement de base. Parmi les autres activités apparentées, on peut citer l'atelier régional sur la mise en œuvre de la stratégie internationale en matière de statistique économique, organisé conjointement à Port Louis (Maurice) en juillet 2010 avec la Division de statistique de l'ONU et le Bureau central de statistique de Maurice, et l'atelier sur le plan stratégique de mise en œuvre du SCN 2008 tenu à Bamako (Mali) en septembre 2010. En outre, la CEA, par l'intermédiaire de son Centre africain de statistique, travaille conjointement avec la BAD à l'élaboration de recommandations pour la mise en œuvre du SCN 2008 et du volet 2011 du PCI-Afrique.

117. Dans le cadre de ses travaux sur les recensements de la population et de l'habitat, la CEA a continué de faire campagne pour promouvoir la participation de tous les pays africains au cycle de recensements de 2010; de les aider à différents stades de la réalisation des recensements; d'élaborer et de diffuser des manuels et des guides pour la conduite des recensements; et de faciliter l'échange d'expériences entre les pays et de recueillir davantage de connaissances sur diverses questions liées au cycle de 2010. Une enquête a été menée pour recueillir des informations sur l'état d'avancement des recensements et de leurs préparatifs dans les différents pays. Vingt-cinq États membres de la CEA, soit 47% d'entre eux, ont confirmé avoir procédé à un recensement dans le cadre du cycle de 2010. Les recensements entrepris à ce jour couvrent environ 60% de la population. Si la tendance se maintient, la participation des pays africains au cycle de 2010 sera meilleure qu'à celui de 2000, dans le cadre duquel seulement 37 d'entre eux avaient effectué un recensement. Ceci est le résultat d'activités de promotion énergiques, exécutées notamment par l'intermédiaire du Comité africain de coordination statistique. En outre, le Centre africain de statistique a mené un certain nombre d'activités visant à améliorer la participation des pays africains au cycle de 2010. Malgré ces résultats louables, il faut encore régler un certain nombre de problèmes et notamment veiller à ce que les données des recensements soient publiées en temps opportun. Certains pays qui ont effectué des recensements en début de cycle n'ont pas encore publié l'ensemble des données en raison de problèmes institutionnels. L'archivage et l'accessibilité des microdonnées ainsi que l'utilisation des TIC pour les recensements

soulèvent également des problèmes. En outre, pour que les résultats des recensements puissent être largement acceptés, il est primordial que les normes internationales soient pleinement respectées.

118. La convocation à Addis-Abeba (Éthiopie) en août 2010 de la première Conférence des ministres africains responsables de l'état civil a donné une sérieuse impulsion aux efforts visant à accélérer le développement des systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique. Cette conférence faisait suite à une recommandation d'un atelier régional d'experts sur l'amélioration des systèmes d'état civil en Afrique tenu à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) en juin 2009. Organisée conjointement par la CEA, la BAD et la CUA, elle a été accueillie par le Gouvernement éthiopien, et 294 personnes, dont 32 ministres et 107 hauts responsables de pays africains, y ont participé. Des contributions techniques ont été présentées par la Division de statistique de l'ONU, de l'UNICEF, du FNUAP, du HCR et le Réseau de métrologie sanitaire de l'OMS. À la fin de la Conférence, les ministres ont adopté une déclaration dans laquelle ils ont affirmé leur volonté de prendre des mesures appropriées pour faciliter la mise en œuvre de plans, de programmes et d'initiatives en vue de réformer et d'améliorer les systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil pour assurer la couverture universelle et l'exhaustivité de ces systèmes; d'élaborer des lois et des politiques qui rendent obligatoire l'enregistrement rapide des faits de l'état civil au niveau national et qui garantissent à tous l'égalité d'accès aux systèmes d'enregistrement; et d'intensifier les campagnes d'information sur ces systèmes afin de faire prendre conscience de leur importance et d'en assurer le fonctionnement efficace. Les ministres ont également demandé à la CEA, à la BAD, à la CUA et aux autres partenaires de développement de continuer de soutenir les activités de renforcement des capacités, notamment en mobilisant des ressources, et ils ont prié la CEA d'envisager de créer au sein du Centre africain de statistique un poste de spécialiste de l'enregistrement des faits et de l'établissement des statistiques de l'état civil appuyé par le personnel de soutien approprié afin d'assurer la pérennité des efforts en cours pour améliorer les systèmes d'enregistrement en Afrique.

119. Une partie importante du travail mené dans le cadre de ce sous-programme consiste à aider les pays africains à renforcer et à améliorer leurs capacités statistiques en organisant des séminaires et des ateliers, en fournissant des services consultatifs, en contribuant à la mise en œuvre de normes et de recommandations internationales et en diffusant les meilleures pratiques. En 2010, une assistance technique a été fournie à leur demande à plusieurs pays en ce qui concerne différents domaines de la statistique (prix, échanges commerciaux, éducation, santé, agriculture, égalité des sexes, faits de l'état civil et gestion de bases de données, notamment).

120. Dans le cadre d'un projet visant à améliorer l'accessibilité et l'utilisation des données statistiques pour la prise des décisions, deux ateliers de formation de formateurs sur le recours à des outils et à des techniques innovants pour la gestion et la diffusion des données ont été organisés à l'intention de plusieurs pays. Le premier, qui a eu lieu dans les locaux du bureau national de statistique du Nigéria à Abuja en mars 2010, a été suivi par des membres des bureaux nationaux de statistique de l'Égypte, du Lesotho du Nigéria, de l'Ouganda et du Swaziland ainsi que par un représentant de la CUA. Des représentants de plusieurs organismes nigériens (Office of the Surveyor General, National Space Research and Development Agency, Nigerian Statistical Association, Regional Centre for Training in Aerospace Surveys et Département de géographie de l'Université de Lagos) y ont également participé. Le deuxième atelier, organisé à l'intention de certains pays francophones et de CER, a eu lieu à Rabat (Maroc) en juin 2010 et a réuni des participants du Burundi, du Cameroun, du

Maroc, de la République démocratique du Congo et du Sénégal ainsi que des représentants de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord. Ces deux ateliers ont contribué à renforcer les capacités des pays et des organisations bénéficiaires d'utiliser pour la gestion des données statistiques des techniques et des outils innovants tels que ceux proposés par Google (Google Map Maker, Google Maps, Google Earth, Fusion Tables et Public Data Explorer).

121. Une réunion a été organisée en collaboration avec la BAD à Kigali (Rwanda) en juillet 2010 pour examiner et améliorer un projet de manuel établi par le secrétariat de la CEA sur la façon de déterminer des indicateurs de réalisation des OMD à partir de recensements, d'enquêtes et de dossiers administratifs. En octobre 2010, dans le cadre des manifestations qui ont précédé le septième Forum pour le développement de l'Afrique, la CEA a également organisé une réunion sur la mesure des changements climatiques en collaboration avec le Centre de statistiques économiques, environnementales et sociales de la Fondation allemande pour le renforcement des capacités et le développement international (InWent). Cette réunion a souligné le rôle de l'échange d'informations et de données entre les parties prenantes dans la lutte contre les changements climatiques en Afrique.

122. Le Centre africain pour la statistique (CAS) a fourni des services consultatifs techniques dans différents domaines de la statistique (prix, échanges commerciaux, éducation, santé, agriculture, égalité des sexes, faits de l'état civil et gestion de bases de données, notamment) afin de contribuer à la prise de décisions rationnelles, à la responsabilisation, à la surveillance multilatérale et à des programmes de convergence, en particulier pour l'intégration sous-régionale et le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des OMD.

123. Parmi les autres activités de renforcement des capacités menées au cours de la période à l'examen, on peut citer un atelier sur l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux tenu en octobre 2010 à Dakar (Sénégal) et un atelier sur le secteur informel, les enquêtes sur les ménages et les statistiques du travail organisé conjointement à Bamako (Mali) en novembre 2010 avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Banque mondiale. En collaboration avec la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, la BAD, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21) et la Banque mondiale, une mission d'évaluation conjointe a été effectuée en République démocratique du Congo (RDC) à la demande du Gouvernement pour aider à créer une institution de formation statistique en prenant pour modèle les établissements de formation sous-régionaux existants comme l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan et les instituts sous-régionaux de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) de Yaoundé et de Dakar.

124. Les activités suivantes seront organisées au titre de l'assistance technique pour 2011 et au-delà: atelier PNUE/CEA sur les statistiques environnementales et agricoles et les changements climatiques; atelier sur les statistiques et les classifications économiques de base du Système de comptabilité nationale 1993; deux ateliers sur la planification opérationnelle et la présentation des rapports; un atelier sur les statistiques ventilées par sexe; deux ateliers sous-régionaux sur le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique; et un atelier sur la façon de déterminer des indicateurs de réalisation des OMD à partir de recensements et d'enquêtes.

125. En outre, des missions seront envoyées auprès des CER et des États membres pour leur fournir une assistance technique concernant la mise en œuvre du SCN 2008; les statistiques de

l'environnement; l'évaluation des besoins et l'établissement d'un répertoire des centres africains de formation statistique; l'harmonisation et la normalisation des programmes des centres de formation statistique; l'élaboration d'un guide des grandes plateformes de gestion des données; les programmes de formation statistique en Afrique; la gestion des données statistiques, l'information géographique et la cartographie des recensements; le traitement des données de recensement; et les statistiques ventilées par sexe. Une autre priorité de la coopération technique en 2011 sera la mise en œuvre, au titre de la septième tranche du Compte des Nations Unies pour le développement, du projet interrégional sur la mesure du secteur informel, auquel participent les cinq commissions régionales de l'ONU.

Développement social

126. Les travaux réalisés au titre du sous-programme Développement social, prévu en 2006 à la suite du repositionnement de la CEA, ont encore pris de l'ampleur en 2010 en mettant l'accent sur le renforcement des capacités nationales et régionales de concevoir, d'exécuter et de contrôler des politiques et programmes sociaux. Les activités menées au titre du sous-programme visaient aussi à aider les États membres à suivre les progrès réalisés dans l'exécution des engagements pris à l'échelon régional et international en matière de développement social et à en faire le bilan, notamment en ce qui concerne la suite donnée à l'Examen régional de 2009 du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement + 15 et au cinquième Forum pour le développement de l'Afrique consacré à la jeunesse (ADF V).

127. Au cours de l'année écoulée, des résultats ont été engrangés sur toute une gamme de questions liées au développement social, notamment à la promotion des jeunes, au vieillissement, au handicap, à la santé maternelle, à la protection sociale et aux migrations internationales. Les moyens mis en œuvre pour obtenir des résultats allaient du plaidoyer à la recherche politique en passant par la facilitation de la mise en place de réseaux, les stages et les programmes de bourses.

128. Un important document de sensibilisation, à caractère politique, le Rapport sur la jeunesse africaine, consacré aux thèmes interdépendants de la jeunesse, de l'éducation et de l'emploi dans la nouvelle économie mondiale, a été établi en 2010 pour soutenir les efforts des États membres dans le domaine de l'éducation et de la promotion des jeunes et appeler l'attention des décideurs politiques sur les nombreux problèmes que les jeunes africains continuaient de rencontrer. Établi dans le cadre du suivi du cinquième Forum pour le développement de l'Afrique consacré à la jeunesse (ADF V), ce Rapport a été examiné par un groupe d'experts convoqué sur cette même question en 2010. Les conclusions du Rapport et ses incidences au plan politique seront débattues en 2011 à la réunion du Comité du développement humain et social. Il sera largement diffusé auprès des décideurs politiques, des organisations et des réseaux de jeunes, de façon à contribuer à la base de connaissances sur les questions touchant la jeunesse et à orienter l'élaboration et l'application de politiques en faveur de la jeunesse sur le continent. Entre autres activités entreprises à l'appui de la promotion des jeunes, on peut citer la contribution à l'élaboration et à la révision du Plan d'action de l'UA pour le développement de la jeunesse que les États membres et le Programme de corps de volontaires africains doivent mettre en œuvre pendant la Décennie pour le développement et l'autonomisation de la jeunesse (2009-2018), la mise au point et la diffusion d'outils promotionnels pour l'Année internationale de la jeunesse/Journée africaine de la jeunesse, organisées conjointement avec la CUA sur le thème « Dialogue et compréhension mutuelle ». En outre, la CEA a recruté deux jeunes administrateurs africains en qualité de boursiers à court terme pour entreprendre des travaux de recherche et acquérir des compétences dans

les domaines de la jeunesse et du développement, de la protection sociale, de la santé maternelle et infantile et des migrations internationales.

129. Dans le domaine de la population et du développement, une grande étude a été entreprise, axée sur la santé maternelle et infantile. Elle visait essentiellement à renforcer les capacités en économie et politique sanitaire en vue de remédier aux problèmes de santé maternelle et infantile (OMD 5). Elle a permis de prendre la mesure de l'exclusion des groupes marginalisés et vulnérables des services de santé maternelle et infantile et des principaux obstacles à la prestation de services de soins de santé équitables en Afrique. Elle concluait, entre autres, qu'il était indispensable d'élaborer des programmes de formation novateurs à l'intention des professionnels de la santé pour remédier à la pénurie de services de santé maternelle de qualité et équitables à la disposition des femmes, des adolescentes et des jeunes défavorisées, des femmes des zones rurales, des femmes handicapées et de celles atteintes par les conflits et les catastrophes. L'étude s'appuyait, ce qui était capital, sur les conclusions du Sommet de juillet 2010 des chefs d'État et de gouvernement qui avait été consacré à la question de la santé maternelle. Un autre rapport important, établi par le secrétariat de la CEA, portait sur les avortements non médicalisés en tant que principale cause de mortalité maternelle en Afrique. Plus de la moitié des femmes qui décèdent chaque année dans le monde de complications faisant suite à des avortements pratiqués dans de mauvaises conditions de sécurité meurent en Afrique. Pour résoudre ce problème, le rapport sur le renforcement de l'élaboration des politiques en matière de santé sexuelle et de la procréation, axé sur les droits de la femme, qui consistait en une analyse des travaux de recherche existants sur l'avortement non médicalisé en Afrique mettait en lumière certaines des pratiques optimales de nature à réduire l'incidence des avortements non médicalisés, grâce principalement à l'adoption de lois sur l'avortement et à la mise à disposition du corps médical, des praticiens et des services de police de directives claires sur le mode d'application desdites lois.

130. Pour sensibiliser les décideurs politiques aux questions touchant aux systèmes de protection sociale et les leur faire mieux comprendre, la CEA s'est lancée dans l'élaboration de neuf rapports de pays et monographies afin d'examiner l'éventail des régimes de protection sociale qui existaient en Afrique et leur incidence sur la réduction des disparités entre les sexes dans des domaines déterminés. Les rapports de pays déboucheront sur un grand rapport régional consacré au renforcement des capacités pour promouvoir des politiques de protection sociale qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes dans les pays africains, rapport qui devrait compléter le cadre de politique sociale de la CUA, approuvé en 2008 par les ministres africains chargés du développement social. Les rapports fourniront des informations sur l'étendue dans laquelle les politiques de protection sociale peuvent servir d'outils fondamentaux pour instaurer une plus grande égalité et réduire la pauvreté en Afrique. Plusieurs publications et activités ont été axées sur des questions liées aux dimensions humaines et sociales des changements climatiques – orientation tout à fait d'actualité en termes de dynamique du développement social et de changements climatiques en Afrique. Il y a aussi lieu de noter le sous-programme d'appui aux activités d'ADF VII sur les changements climatiques, dont l'organisation, avec succès, avant le Forum, d'une manifestation sur les changements climatiques, la population, la santé, l'égalité entre les sexes et la jeunesse, dont les recommandations ont été reprises dans la Déclaration consensuelle d'ADF pour orienter les futurs travaux de la CEA et des États membres sur les dimensions d'égalité entre les sexes et autres dimensions sociales des changements climatiques en Afrique.

131. La CEA a fourni par ailleurs une assistance technique en ce qui concerne les questions de migrations internationales au secrétariat de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), des services consultatifs à un programme de recherche financé par la Leonard Cheshire International Foundation et le Ministère britannique du développement international pour repérer les lacunes dans la prise en compte du handicap et la sensibilisation aux problèmes de handicap dans le développement international et la lutte contre la pauvreté, et aidé la CUA à mettre au point les conditions dans lesquelles serait créé le Conseil consultatif sur le vieillissement en Afrique et son mandat. La CEA a aussi participé activement aux travaux du Groupe sur les migrations mondiales, du Groupe de travail sur les migrations internationales et des groupes thématiques du MCR sur le développement humain et social, l'environnement, la population et l'urbanisation. De même, le secrétariat a établi 12 documents sur différents sujets de développement social en tant que contributions au Bulletin du développement social, qui sert d'outil de plaidoyer grâce auquel les résultats des travaux de recherche sont diffusés pour éclairer la prise de décisions et l'élaboration des politiques publiques dans les pays africains en matière de développement social.

B. Autres programmes

Soutien de l'ONU à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

132. Le système des Nations Unies est l'une des principales sources de soutien international à l'UA et au NEPAD. Ce soutien s'est intensifié, en nature et en portée, au cours de l'année écoulée, grâce à plusieurs activités conjointes entreprises par les institutions des Nations Unies à l'appui du NEPAD dans le cadre du MCR. Il s'agissait d'assistance technique et de renforcement des capacités aux fins du développement institutionnel, d'élaboration de projets, de mobilisation de ressources et de plaidoyer.

133. La réunion consultative régionale des institutions des Nations Unies actives en Afrique, convoquée par la CEA, demeure le principal mécanisme de soutien à l'UA et au NEPAD aux niveaux régional et sous-régional. Les consultations régionales ont débouché sur la création de neuf groupes thématiques autour desquels s'articule le soutien de l'ONU. Ces groupes thématiques, qui correspondent à des degrés divers aux priorités politiques du NEPAD, sont les suivants: plaidoyer et communications, agriculture, sécurité alimentaire et développement rural, environnement, population et urbanisation, science et technologie, développement humain et social, industrie, commerce et accès aux marchés, infrastructures, paix et sécurité, et gouvernance. Les travaux des réunions consultatives régionales, des groupes de travail thématiques et sous-groupes s'inspirent en grande partie du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'UA, qui sert de principal cadre de coopération entre l'ONU et l'UA, à partir des priorités de celle-ci.

134. Au niveau mondial, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, basé au Siège de l'ONU à New York, est chargé de coordonner et de mobiliser le soutien international en faveur du NEPAD. Au niveau régional, la CEA est chargée de coordonner les activités et les actions communes des Nations Unies entreprises par le truchement du MCR pour assurer cohérence et coopération dans un but d'efficacité maximale. Comme elle y a été invitée par son mandat, afin de coordonner les activités de l'ONU au niveau régional en Afrique, la CEA a convoqué à ce jour 10 réunions du MCR et parcouru

beaucoup de chemin pour faire approuver le programme de travail relatif aux arrangements de collaboration grâce aux neuf groupes thématiques créés à cet effet.

135. Au fil des années, le MCR et son système de groupes thématiques se sont renforcés et ont cessé de se concentrer sur le renforcement des processus pour porter désormais principalement leur attention sur des actions et des résultats concrets. La CUA, l'Autorité de planification et de coordination du NEPAD (ACPN) et les CER – les bénéficiaires – sont désormais au cœur de l'action et sont devenus parties du MCR. Le principe de « *l'unité dans l'action* » s'est développé auprès des institutions qui revoient leurs modalités de travail et en viennent à une approche collective dans l'exécution des programmes en faveur du développement de l'Afrique. Les groupes thématiques du MCR ont plus ou moins aligné leurs activités sur les priorités de l'UA et du NEPAD. De même, ces groupes ont redoublé d'efforts pour interagir plus régulièrement et établir ensemble des plans de travail dans le souci d'une programmation interinstitutions concertée et de l'exécution conjointe de projets bien déterminés. Les activités des groupes exercent un impact tangible sur l'application de volets clefs du programme de développement régional et sur le paysage institutionnel de soutien à l'UA et au NEPAD.

136. Par l'intermédiaire du secrétariat du MCR, créé afin de coordonner le soutien apporté par l'ONU à l'UA et au NEPAD, la CEA a fourni une coordination et un soutien plus stratégiques au MCR. La coordination des groupes thématiques a été renforcée par un nombre croissant de programmes exécutés conjointement qui donnent des résultats plus concrets. En outre, des mesures sont prises pour créer des mécanismes de coordination sous-régionale afin d'apporter un soutien plus cohérent aux CER et remplacer le maillon manquant entre les niveaux régional et national. À cet égard, en 2010, des mécanismes de coordination sous-régionale ont vu le jour en Afrique centrale, de l'Est et australe et des efforts en ce sens sont faits en Afrique du Nord et de l'Ouest.

137. Conformément à son mandat, en novembre 2010, la CEA a convoqué, à Addis-Abeba, la onzième session du MCR, présidée conjointement par la Vice-Secrétaire générale de l'ONU et le Président de la CUA. La réunion a rassemblé quelque 250 participants de l'ONU, de la CUA, de l'ACPN, des CER, de la BAD, du FMI et d'autres organisations régionales et internationales. Elle a passé en revue les progrès, les résultats et les problèmes enregistrés au cours de l'année par les neuf groupes thématiques, les rapports sur l'examen du Programme décennal de renforcement des capacités de l'UA, ainsi que les activités liées aux changements climatiques, à la lutte contre la désertification et à la conservation de la biodiversité. Des exposés importants ont été faits sur les préparatifs régionaux africains en vue du Sommet Rio + 20 qui doit se tenir au Brésil en 2011, l'économie verte dans le cadre du développement durable et l'éradication de la pauvreté, les rapports sur l'état d'avancement des travaux s'agissant du MCR-Afrique et des mécanismes de coordination sous-régionale. Les délibérations ont aussi porté sur les activités de plaidoyer, de communication, d'exécution des programmes et de mobilisation des ressources et la nécessité pour les groupes thématiques de mettre leurs activités en synergie et d'éviter les chevauchements d'activités. Les participants se sont aussi penchés sur les aspects opérationnels du renforcement des capacités en se concentrant sur les ressources supplémentaires nécessaires pour assurer l'intégration et le développement en Afrique.

138. Outre les activités collectives entreprises par des organismes des Nations Unies à l'appui du NEPAD, certains d'entre eux ont offert une assistance spécifique pour faire progresser les travaux des divers groupes thématiques. La CEA soutient l'exécution des priorités du NEPAD, dont la plupart sont au cœur de son mandat, grâce à son travail d'analyse et à son assistance technique dans différents

domaines, en mettant particulièrement l'accent sur le développement économique et social et la gouvernance politique. Les résultats obtenus par la CEA au profit de l'UA et du NEPAD sont multiples et le présent rapport en donne de nombreuses illustrations.

139. Au cours de l'année écoulée, la CEA a entrepris d'accroître son soutien technique à la CUA au profit des perspectives et de la mission de l'UA. Le plan d'activités de la CEA pour la période 2010-2012 décrit les grandes orientations prioritaires à suivre au cours des trois prochaines années pour soutenir le plan stratégique de la CUA. La collaboration, en particulier dans les domaines du commerce, de l'égalité entre les sexes, des technologies de l'information (TIC), des sciences et technologies, de la gouvernance et de l'administration publique, de la politique foncière et des changements climatiques, s'est encore approfondie en 2010. Plusieurs initiatives conjointes à l'appui de la production de connaissances et de la diffusion du savoir comme l'établissement du Rapport économique sur l'Afrique, du rapport intitulé Évaluation de l'intégration régionale en Afrique, du rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que l'exécution conjointe d'activités comme la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique se sont poursuivies pendant l'année.

140. Pour soutenir la mise en œuvre du Mécanisme d'évaluation intra-africaine (APRM), la CEA a fourni un soutien technique considérable au groupe d'éminentes personnalités d'APRM, au secrétariat d'APRM et aux pays participants à chacune des cinq étapes du processus d'examen, allant de la mission d'appui dans les pays à la rédaction de documents de base, aux visites d'évaluation dans les pays, à la rédaction et à la publication des rapports de pays et des programmes d'action nationaux. Elle a aussi aidé les pays participants à mobiliser la participation des parties prenantes et à encourager l'apprentissage collégial parmi les pays membres de l'APRM en recensant les meilleures pratiques en la matière et en en promouvant la reproduction. Elle a fourni en plus une assistance technique pour intégrer l'APRM dans les stratégies de développement national existantes. Le soutien continu de la CEA au processus a accru la capacité des États membres de mener l'évaluation intra-africaine et amélioré la capacité des différentes parties prenantes de s'engager dans cet exercice d'évaluation intra-africaine. Le fait qu'un plus grand nombre de pays aient adhéré à l'APRM alors que d'autres avaient mené le processus à son terme est une illustration concrète de cet effort concerté.

Programme ordinaire de coopération technique

141. Le programme ordinaire de coopération technique, qui émerge au budget ordinaire de l'ONU, a continué d'être le principal instrument de soutien à la mise en œuvre des activités de base de la CEA décrites dans la section précédente du présent rapport. Ce programme, qui prend la forme de services consultatifs régionaux à la demande, d'ateliers de formation, de séminaires, de bourses et de projets sur le terrain, vise à édifier et à renforcer les capacités des États membres de la CEA et de leurs institutions pour les aider à s'attaquer à des problèmes techniques et politiques bien précis dans différents secteurs, l'accent étant mis plus particulièrement sur la réalisation des OMD et d'autres priorités régionales.

142. Les crédits alloués à la CEA au titre du programme ordinaire de coopération technique pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élevaient à environ 11,5 millions de dollars, ce qui a permis de financer les services d'un groupe de conseillers régionaux et d'experts à court terme, déployés auprès des diverses divisions et bureaux sous-régionaux et dont la fonction essentielle était de dispenser des conseils et une formation spécialisés destinés à répondre aux besoins urgents des États membres dans

les domaines suivants: conception et exécution de stratégies et de programmes de réduction de la pauvreté, fondés sur les OMD, renforcement des capacités commerciales et négociations commerciales, gestion intégrée des ressources en eau, statistiques, prise en compte de l'égalité entre les sexes, y compris renforcement des droits de la femme notamment au niveau juridique, exploitation des TIC en faveur du développement, développement des infrastructures, gouvernance et administration publique, soutien à la reconstruction après conflit, et mise en œuvre du NEPAD. Dans le cadre des efforts tendant à promouvoir des changements de politique et à renforcer les capacités institutionnelles dans ces domaines, la CEA a organisé 25 ateliers et séminaires auxquels près de 800 personnes ont participé, et fourni des services consultatifs à 26 pays et 8 CER. Le financement du programme ordinaire de coopération technique a aussi donné à la CEA les moyens et la souplesse opérationnelle nécessaires pour répondre à des difficultés nouvelles et émergentes en matière de développement, dans des domaines tels que les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques¹.

143. La plupart des activités menées par la CEA au titre du programme ordinaire de coopération technique étaient de caractère régional ou sous-régional, et ont permis à la CEA de tirer le meilleur parti de ses ressources limitées, tout en encourageant la coopération régionale et/ou sous-régionale sur des questions suscitant des préoccupations communes ou présentant un intérêt partagé. Les programmes pluriannuels de coopération avec les CER demeurent le cadre de la prestation de l'assistance technique aux États membres. Cependant, après la réforme de l'ONU et l'instauration d'une plus grande cohérence à l'échelle du système, le bilan commun de pays a été révisé et les directives applicables au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, ont accru le rôle des organismes non résidents. Avec le repositionnement de la CEA, les activités de coopération technique se sont étendues au niveau national. En conséquence, en 2010, la CEA est devenue un partenaire d'exécution du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) dans 11 pays africains, dont l'Éthiopie et les cinq pays où se trouvent ses bureaux sous-régionaux, à savoir le Cameroun, le Maroc, le Niger, le Rwanda et la Zambie.

Compte pour le développement

144. Le Compte pour le développement constitue un deuxième guichet de financement pour les activités de coopération technique de la CEA. Le financement assuré par le Compte s'est développé au cours des dernières années et la part de la CEA a régulièrement augmenté pour atteindre 3,7 millions de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011. Pendant la période considérée, le financement de quatre projets placés sous la direction de la CEA, dotés d'un budget total de 2,6 millions de dollars, a été approuvé au titre de la huitième tranche du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, à exécuter pendant le cycle de programmation 2012-2013:

- a) Renforcement des capacités des systèmes de gestion des risques et des catastrophes en Afrique;
- b) Renforcement des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Afrique afin de produire des indicateurs pérennes et fiables permettant de mesurer les progrès accomplis dans le programme de développement;

¹ Pour plus de détails sur des activités spécifiques de coopération technique et les principaux résultats obtenus, se reporter au site www.uneca.org/.

c) Renforcement des capacités des pays africains en matière d'utilisation des énergies renouvelables pour garantir un développement durable, et

d) Renforcement des capacités pour le développement des chaînes de valeur agricoles régionales en Afrique.

145. En outre, le financement de six projets a été approuvé au titre de la septième tranche à exécuter pendant le cycle de programmation 2010-2011:

a) Facilitation de l'intégration effective des pays en développement dans l'économie mondiale moyennant des programmes d'aide au commerce (de concert avec d'autres commissions régionales);

b) Intégration de la problématique des changements climatiques dans les politiques agricoles pour garantir la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest;

c) Renforcement des capacités pour une gestion intégrée des ressources en eau partagées en Afrique australe;

d) Renforcement des capacités nationales et régionales pour inscrire la réduction des risques de catastrophes naturelles dans les stratégies de lutte contre la pauvreté en Afrique;

e) Renforcement des capacités pour un développement social durable en Afrique du Nord,

f) Renforcement des capacités des fonctionnaires des administrations nationales en matière de gestion de partenariats public-privé pour améliorer la prestation des services et le développement des infrastructures en Afrique.

146. La CEA participera aussi à un certain nombre de projets interrégionaux dirigés par d'autres commissions régionales ou par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et portant sur des questions comme les changements climatiques, la protection sociale, la sécurité énergétique, les statistiques et les OMD. Ces projets visent à aider les États membres à relever de graves défis mondiaux en matière de développement afin qu'ils puissent atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelon international par le biais d'une collaboration aux niveaux mondial, régional et national.

147. Pendant la période considérée, la CEA a aussi participé à quatre projets en cours financés par le Compte pour le développement qui tendaient à satisfaire des besoins dans des domaines clefs comme le renforcement des capacités afin de soutenir la réforme des politiques foncières en Afrique, le renforcement des capacités pour la conception de stratégies de lutte contre la pauvreté compatibles avec les OMD, le renforcement des capacités en matière de statistiques sur l'égalité entre les sexes afin de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'émancipation de la femme, et, enfin, l'agriculture durable et la transformation rurale. Ces projets sont sur le point de s'achever et devraient atteindre leurs objectifs.

CHAPITRE III

Questions découlant des réunions des comités intergouvernementaux d'experts (CIE) des bureaux sous-régionaux de la CEA

148. Le présent chapitre donne un aperçu des principaux résultats des réunions des organes subsidiaires, notamment celles des comités intergouvernementaux d'experts (CIE) des bureaux sous-régionaux, qui se sont tenues depuis mars 2010. En particulier, il met en lumière les principales questions et recommandations issues des réunions des organes subsidiaires qui devront être portées à l'attention de la Commission pour suite à donner et/ou pour information à sa quarante-quatrième session.

A. Réunions tenues au cours de la période considérée

Vingt-sixième réunion du CIE pour l'Afrique du Nord

149. La vingt-sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) pour l'Afrique du Nord s'est tenue à Rabat (Maroc) du 22 au 25 février 2011 sous le thème «Gérer le développement en Afrique du Nord: le rôle de l'État dans la transformation de l'économie, le financement de l'économie et le développement social». Les débats ont mis en évidence le rôle stratégique de l'État dans la transformation de l'économie et le financement du développement économique.

150. Les principales recommandations ci-après ont été adoptées sur le rôle joué par l'État dans la transformation de l'économie:

a) Des institutions démocratiques devraient être établies et renforcées afin de promouvoir une meilleure appropriation par les parties prenantes des programmes de développement et mieux responsabiliser les agents de l'État. L'État développementaliste doit veiller à l'inclusion et à la participation de toutes les composantes de la société, notamment le secteur privé, les organisations de la société civile, les intellectuels et les universitaires;

b) Il y a lieu d'intensifier les efforts de coordination entre les divers acteurs de développement, qui sont souvent insuffisants ou peu satisfaisants, d'où l'importance vitale de renforcer cette coordination par l'intermédiaire des diverses institutions;

c) Au-delà du développement industriel, il importe de cibler les services industriels clefs et de définir une politique industrielle active axée sur les services. Le rôle stratégique de l'État dans l'élaboration des politiques a été souligné;

d) La nécessité de tirer profit des possibilités offertes pour promouvoir l'économie verte dans la sous-région et adopter des mesures appropriées en ce domaine a été également mise en évidence;

e) Il a été demandé au Bureau sous-régional d'apporter son appui aux institutions financières de renforcement des capacités, afin de faciliter l'accès aux mécanismes financiers existants destinés à mettre en valeur les sources d'énergie renouvelable;

f) Le rôle de l'État dans le financement du développement économique des pays de l'Afrique du Nord a été également souligné;

g) L'efficacité des organes de réglementation et le renforcement des capacités des acteurs clefs des systèmes financiers public et privé, ont été mis en évidence. L'importance du rôle joué par l'État dans la mise en place d'un cadre institutionnel, juridique et réglementaire, ainsi que dans le développement des marchés nationaux et la promotion de la complémentarité des marchés sous-régionaux a été soulignée;

h) Pour ce qui est du rôle de l'État dans le développement social, il a été noté que la situation économique actuelle dans la sous-région se caractérisait par un taux de chômage élevé et une faible productivité, en particulier chez les jeunes. Le Comité a prié le Bureau sous-régional d'organiser des réunions spécifiques sur le développement social, notamment les droits économiques et sociaux des femmes et des filles en Afrique du Nord; et d'intensifier sa coopération avec les organisations des Nations unies, telles que l'Organisation internationale du Travail, dans le domaine de l'emploi des jeunes et des femmes.

Quinzième réunion du CIE pour l'Afrique de l'Est

151. La quinzième réunion du CIE pour l'Afrique de l'Est s'est tenue à Djibouti du 21 au 24 mars 2011 sous le thème «Vers une industrie du tourisme durable en Afrique de l'Est». Le choix de ce thème était fondé sur une demande adressée au Bureau sous-régional par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) de l'Afrique de l'Est, sollicitant une aide dans l'élaboration d'une politique sous-régionale en matière de tourisme.

152. Le principal objectif de cette réunion était d'examiner les questions de réglementation ayant trait au mandat et au fonctionnement du Bureau sous-régional, d'évaluer la situation socioéconomique dans la sous-région, de promouvoir des partenariats pour renforcer la coopération et l'intégration régionales et de fournir un cadre pour une politique sous-régionale efficace en faveur d'un développement durable de l'industrie du tourisme en Afrique de l'Est. Le Comité a également examiné les activités menées par la CEA en Afrique de l'Est en mettant en évidence les principales réalisations du Bureau sous-régional en 2010, notamment un rapport intérimaire sur la mise en œuvre du programme pluriannuel en coopération avec les communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales. En outre, le Comité a examiné un rapport intitulé «Suivi des progrès accomplis sur la voie du développement macroéconomique et social en Afrique de l'Est ». Il a également examiné un rapport intérimaire sur la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, notamment le NEPAD, les activités entreprises en vue de réaliser les OMD et d'autres initiatives élaborées spécialement pour la sous-région. Une étude sur le thème «Vers un développement durable de l'industrie du tourisme en Afrique de l'Est», préparée par le Bureau sous-régional a servi de document de base pour les débats sur le thème de la réunion.

153. Le Comité a fait les principales recommandations ci-après sur le thème de la réunion:

- a) Un plan-cadre pour développer l'écotourisme de manière durable en Afrique de l'Est sur une période de 20 à 30 ans devrait être élaboré;
- b) Un groupe de travail devrait être créé pour aider à l'élaboration dudit plan-cadre; et
- c) Le plan-cadre devrait être validé en consultation avec les parties prenantes.

154. Trois réunions parallèles du Groupe spécial d'experts se sont tenues en marge de la réunion du CIE pour examiner les publications non récurrentes suivantes: le Sommet mondial sur la société de l'information + 5: résultats et perspectives pour l'Afrique de l'Est; l'écotourisme dans la région de l'Autorité intergouvernementale pour le développement en Afrique de l'Est; et nouvelles tendances dans la coopération Sud-Sud et dans la coopération triangulaire: incidences pour la sous-région de l'Afrique de l'Est.

155. Le Comité a noté que la cybersécurité était une source de préoccupation pour la sous-région et a souligné la nécessité de mettre au point des méthodes et des stratégies pour assurer un cyberenvironnement sûr et solide grâce à la création d'un cadre sous-régional de cybersécurité. Il a aussi demandé au Bureau sous-régional de jouer un rôle plus actif dans le renforcement des mécanismes de coordination et des arrangements institutionnels aux fins de la gestion de l'Internet à l'échelle sous-régionale.

156. S'agissant de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le Comité a recommandé que les États et les communautés économiques régionales de l'Afrique de l'Est mettent en place un cadre de coopération Sud-Sud et l'intègrent dans leurs stratégies nationale et régionale de développement. Il a également proposé que les États membres instaurent un forum sous-régional pour répondre à leurs besoins particuliers, évaluent les avantages comparatifs et harmonisent leurs programmes relatifs à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Le Bureau sous-régional a été prié d'appuyer les efforts des États membres en la matière.

Dix-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts de l'Afrique australe

157. La dix-septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts de l'Afrique australe s'est tenue les 17 et 18 mars 2011 à Windhoek (Namibie) sur le thème « État et perspectives de la diversification économique en Afrique australe ». Accueillie par le Gouvernement de la République de Namibie, elle a réuni des experts des ministères, départements et institutions concernés, le secteur privé, les organisations de la société civile et les partenaires de développement pour examiner les sujets d'actualité et les nouveaux problèmes intéressant le développement des pays de la sous-région. La réunion a été précédée, les 15 et 16 mars, par celle d'un groupe spécial d'experts sur le thème « Coopération triangulaire Sud-Sud: implications pour l'Afrique Australe ».

158. Le Comité intergouvernemental d'experts a examiné les rapports suivants: rapport sur l'exécution du programme du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe; rapport sur l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique australe; projet de programme de travail et priorités du Bureau sous-régional de la CEA pour l'exercice biennal 2012-2013; rapport d'activité sur

la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, notamment le NEPAD et d'autres initiatives spéciales dans la sous-région, l'accent étant mis en particulier sur l'eau et l'assainissement. Le Comité a également été informé de certaines importantes initiatives récemment prises par la CEA et d'autres partenaires comme les efforts déployés pour renforcer la coordination des activités de l'ONU aux niveaux régional et sous-régional; la mobilisation et la gestion des ressources extrabudgétaires; le programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 2012-2013 de la CEA; la mise en place à la CEA du Centre africain pour la politique en matière de climat et d'autres initiatives sur le changement climatique; ainsi que la prise en compte de l'intégration régionale dans les politiques et programmes de développement national. Du même coup, les experts ont participé à une table ronde sur « La coopération Chine Afrique: opportunités et défis ».

159. Le Comité a pris note des rapports présentés et approuvé le projet de programme de travail et priorités du Bureau sous-régional de la CEA pour l'exercice biennal 2012-2013. En outre il a formulé les observations et recommandations suivantes:

- Les États membres devraient accélérer leurs efforts de diversification afin de renforcer les éléments fondamentaux de l'économie et de se prémunir contre les chocs extérieurs. À cet égard, ils ont été invités à adopter une approche sous-régionale tenant compte des avantages comparatifs et des complémentarités des pays participants;
- La CEA, en collaboration avec le Gouvernement namibien, qui assure actuellement la présidence de la Communauté de développement d'Afrique australe, devrait engager les États membres de la sous-région à faciliter l'incorporation de l'intégration régionale dans les politiques et plans nationaux.

B. Aperçu des réunions prévues

1. Deuxième réunion du Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement (CODIST II)

160. La deuxième réunion du Comité de l'information, de la science et de la technologie (CODIST II) se tiendra du 2 au 5 mai 2011 à Addis-Abeba sur le thème « Innovation pour le développement industriel de l'Afrique ». Cette réunion a pour objectif d'examiner dans quelle mesure les pays africains ont mobilisé les technologies de l'information et des communications (TIC) et d'autres innovations technologiques pour renforcer le développement industriel sur le continent et la mesure dans laquelle le développement industriel a été lié à leurs systèmes d'innovation.

161. Les principaux objectifs de CODIST II consistent à:

- a) Faire des recommandations générales visant à assurer un environnement propice au développement industriel grâce à l'innovation;
- b) Sensibiliser à l'importance de l'innovation dans le développement industriel et à la nécessité d'investir dans l'éducation, les compétences et la formation nécessaires;

c) Élaborer de nouvelles lignes directrices pour promouvoir la mise au point et le renforcement des systèmes d'innovation des pays africains, afin d'améliorer leur compétitivité dans l'économie mondiale;

d) Proposer de nouvelles approches pour accroître et accélérer l'innovation dans le secteur industriel grâce à l'utilisation des ressources de connaissances, des TIC, de la science et de la technologie, de la géo-information et des services de bibliothèque, afin de rendre les services et produits du continent compétitifs sur le marché mondial;

e) Servir de cadre pour examiner et partager les connaissances et les pratiques optimales relatives au développement des systèmes d'innovation et de leurs liens avec le développement industriel.

162. Dans le cadre des activités de CODIST II, la CEA organisera également les prix de la technologie au service de l'administration en Afrique, avec l'aide du Gouvernement finlandais. Ces prix récompensent les efforts faits par des gouvernements africains pour utiliser efficacement les TIC dans les services publics. Ils seront décernés aux gouvernements et institutions africains qui ont eu recours aux TIC dans la prestation des services publics, contribuant ainsi au développement de la société de l'information en Afrique.

Deuxième réunion du Comité de la gouvernance et de la participation populaire

163. La deuxième réunion du Comité de la gouvernance et de la participation populaire se tiendra les 9 et 10 mars 2011 pour examiner les activités de la CEA dans le domaine de la gouvernance et de l'administration publique et les priorités proposées au titre de l'exercice biennal 2012-2013. Il est prévu qu'une soixantaine de participants représentant des gouvernements, le secteur privé et la société civile de différentes régions d'Afrique y prendront part.

164. La réunion évaluera l'efficacité des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales et les résultats de leurs activités dans la promotion d'une bonne gouvernance en Afrique. Elle examinera également les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Mécanisme d'évaluation intra-africaine et de l'examen mutuel de l'efficacité de l'aide au développement en 2010.

165. La réunion fera des recommandations sur la façon dont la CEA pourrait améliorer ses relations de travail avec les institutions régionales, sous-régionales et nationales, y compris les acteurs non gouvernementaux et les partenaires de développement, pour renforcer la capacité de l'Afrique dans les domaines de la gouvernance et de l'administration publique, de la société civile, du développement du secteur privé et de l'appui au Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Donnant suite aux résultats de sa première réunion, tenue à Addis-Abeba en décembre 2009, le Comité adoptera ses statuts à sa deuxième réunion, en mars 2011.

Septième réunion du Comité « Femmes et développement »

166. La septième réunion du Comité « Femmes et développement » se tiendra du 12 au 14 avril 2011 à Addis-Abeba. Son principal objectif est d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et d'autres cadres d'action destinés à promouvoir l'égalité entre les sexes

et l'autonomisation des femmes en Afrique. Le Comité examinera un rapport concernant les récentes tendances en matière de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, compte tenu des sept domaines prioritaires retenus dans la Déclaration de Banjul sur les mesures d'accélération de la mise en œuvre des plan et programme d'action de Dakar et de Beijing, ainsi qu'un projet de stratégie et de plan d'action pour la mise en œuvre des engagements énoncés dans la Déclaration de Banjul. Elle examinera et approuvera également le projet de programme de travail de la CEA concernant la question « genre et femmes dans le développement » proposé pour l'exercice biennal 2012 – 2013.

167. Les principaux résultats de la réunion sont les suivants:

- a) Approbation du rapport sur les récentes tendances sur la voie de l'égalité entre les sexes en Afrique;
- b) Approbation de la stratégie et du plan d'action énoncés dans la Déclaration de Banjul;
- c) Approbation de la stratégie de suivi des conclusions de l'examen effectué à l'occasion du quinzième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;
- d) Intensification de la sensibilisation en Afrique à la campagne du Secrétaire général de l'ONU « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » et au projet interrégional concernant le renforcement des capacités en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes.

Quatorzième réunion du CIE pour l'Afrique centrale

168. La quatorzième réunion du CIE pour l'Afrique centrale se tiendra les 11 et 12 mars 2011 à Yaoundé (Cameroun) sous le thème «Défis et possibilités des politiques industrielles en Afrique centrale». Le Comité examinera les progrès accomplis dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques industrielles dans la sous-région, recensera les facteurs de succès et partagera les expériences et les pratiques optimales, afin de mettre au point des stratégies appropriées pour accélérer l'industrialisation en Afrique centrale.

169. Le Comité examinera également les rapports concernant les questions suivantes:

- a) Le suivi des progrès obtenus en matière de développement macroéconomique et social en Afrique centrale;
- b) Les défis et possibilités des politiques industrielles en Afrique centrale;
- c) L'état de l'intégration régionale en Afrique centrale;
- d) Les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux, notamment le NEPAD et d'autres initiatives spéciales, dans la sous-région;
- e) Les activités de la CEA en Afrique centrale, notamment l'état d'avancement de l'exécution du programme pluriannuel en Afrique centrale;

f) Les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la réunion de 2010 du CIE.

170. Les principaux résultats de la réunion de 2011 du CIE comprendront un ensemble de recommandations sur: les défis majeurs à relever dans le contexte des récentes tendances économiques et sociales dans la sous-région; l'accélération du processus d'industrialisation en Afrique centrale et la promotion de politiques et programmes en faveur de la création d'emplois; la nécessité d'accorder la priorité au développement du secteur agricole; et les efforts déployés pour améliorer la gestion des finances publiques grâce à une bonne gouvernance politique et économique.

Quatorzième réunion du CIE pour l'Afrique de l'Ouest

171. La quatorzième réunion du CIE pour l'Afrique de l'Ouest se tiendra les 11 et 12 mars 2011 à Freetown (Sierra Leone) sur le thème «Une décennie de mise en œuvre des OMD en Afrique de l'Ouest: réalisations et lacunes». Ce thème, qui a été retenu en consultation avec la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), met en évidence la nécessité de redoubler d'efforts en vue de réaliser les OMD, étant donné que la plupart des pays de la sous-région n'ont fait que des progrès limités dans la mise en œuvre de nombreux Objectifs. La réunion fournira aux États membres de la CEDEAO l'occasion d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des OMD et de partager les expériences et les pratiques optimales, afin de convenir de stratégies et d'initiatives pour accélérer les progrès dans la mise en œuvre des OMD.

172. La quatorzième réunion du CIE sera précédée d'une réunion du Groupe spécial d'experts portant essentiellement sur «les États fragiles et le développement en Afrique de l'Ouest » qui se tiendra les 9 et 10 mars 2011 au même lieu. Cette réunion examinera les défis en matière de développement auxquels sont confrontés les États fragiles de la sous-région et recommandera des mesures appropriées pour les relever.

173. La réunion devrait adopter des recommandations concernant les questions suivantes:

a) Des engagements plus fermes et assortis de délais de la part des États membres pour appuyer les initiatives visant à accélérer les progrès vers la réalisation des OMD à l'horizon 2015;

b) Une meilleure prise de conscience de la part des États membres des défis économiques et sociaux que connaît la sous-région et la nécessité d'élaborer des stratégies pour les relever;

c) Une participation plus active des États aux activités du Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest et aux programmes mis au point pour aider les États membres.

CHAPITRE IV

Quarante-quatrième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique

A. Participation

174. La quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) les 28 et 29 mars 2011.

175. La Conférence a réuni des représentants des États membres ci-après: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

176. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés: Bureau des commissions régionales à New York, Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Département des affaires économiques et sociales (DAES) du Secrétariat de l'ONU, Entité de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Union internationale des télécommunications (UIT).

177. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés en qualité d'observateurs: Allemagne, Belgique, Danemark, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, France, Espagne et Japon. Le Vatican était également représenté par des observateurs.

178. Les organisations ci-après étaient présentes, à titre d'observateur: Action Aid International (AAI), Africa Business Group, Africa Humanitarian Action (AHA), Agence canadienne de développement international (ACDI), Agence japonaise de coopération internationale (AJCI), Alliance pour la santé publique en Afrique (APHA), Association africaine d'économie de la santé et de politique de santé (AfHEA), Banque africaine de développement (BAD), Banque arabe pour le développement

économique de l'Afrique (BADEA), Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Banque mondiale, Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), Coalition mondiale des entreprises, Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CODA), Commission de l'Union européenne (UE), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Confédération panafricaine des employeurs (CPE), Confédération syndicale internationale (CSI) – Branche régionale pour l'Afrique, Consortium of Christian Relief and Development Associations (CCRDA), Development Finance International, Envisioning Ethiopia, Femmes Afrique Solidarité (FAS), Fondation africaine pour le renforcement des capacités, Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Mo Ibrahim, Fondation Princess of Africa, Fonds mondial, Fonds monétaire international (FMI), Forum et réseau africains pour la dette et le développement (AFRODAD), Gavi Alliance, Institute for Social Studies (ISS), Johns Hopkins University's Center for Communication Programs (JHUCCP), Ligue des États arabes (LEA), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Marie Stopes International, McKinsey and Co., Mécanisme d'évaluation intra-africaine, Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Union africaine, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), One Laptop per Child, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation internationale de la francophonie (OIF), Organisation internationale des employeurs (OIE), Oxfam International (OXFAM), Partenariat Faire reculer le paludisme (RBM), Reality of Aid Africa, Réseau Fahamu pour la justice sociale, Save the Children International, Standard Chartered Bank, Horn Economic and Social Policy Institute (HESPI), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), United States Agency for International Development (USAID) et World Vision.

B. Élection du Bureau

179. Suite aux consultations entre les délégations qui s'étaient tenues précédemment, les États membres ci-après ont été élus à l'unanimité par les participants à la Conférence pour constituer le nouveau Bureau:

Président:	Guinée
Premier Vice-Président:	Rwanda
Deuxième Vice-Président:	République centrafricaine
Troisième Vice-Président:	Mauritanie
Rapporteur:	Malawi

C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

180. Les travaux de la Conférence ont été menés dans le cadre de séances plénières et de deux séances de groupes de discussion portant sur les points inscrits à l'ordre du jour indiqués plus bas.

181. Les participants à la Conférence ont adopté l'ordre du jour ci-après:

Thème: Gérer le développement en Afrique

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du Bureau et adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
3. Table ronde de haut niveau sur le thème de la Conférence: *Gérer le développement en Afrique*.
4. Discussions de groupe sur des questions clefs du développement de l'Afrique:
 - Groupe de discussion sur l'économie verte;
 - Groupe de discussion sur le financement de la santé en Afrique: difficultés et voie à suivre.
5. Possibilités à exploiter pour accélérer la croissance: perspectives et orientations pour la prochaine décennie.
6. Lancement du *Rapport économique sur l'Afrique*, 2011.
7. Compte rendu des groupes de discussion.
8. Séance restreinte sur le thème: Ressources nouvelles pour la Commission de l'Union africaine.
9. Suite donnée aux décisions et aux conclusions de la Conférence conjointe des ministres de 2010.
10. Examen du rapport et des principales recommandations de la réunion du Comité d'experts de la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.
11. Examen et adoption du projet de déclaration ministérielle et des projets de résolutions.
12. Questions diverses.
13. Clôture de la Conférence.

D. Compte rendu des travaux

Ouverture de la Conférence

182. La Conférence a été ouverte par M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, qui a prononcé un discours liminaire sur le thème de la réunion. Des déclarations ont également été prononcées dans le cadre de la séance d'ouverture par les personnalités ci-après: M. Kenny Edward Kandodo, Ministre des finances du Malawi et Président du Bureau sortant de la Conférence, M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, M. Sha Zukang, Secrétaire général adjoint au Département des affaires économiques et sociales et Secrétaire général de la Conférence de Rio 2012 à venir, M. Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Président du Comité de haut niveau sur les programmes, M. Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement (BAD) et M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine (CUA).

183. Tous les orateurs se sont félicités du choix du thème de la Conférence, *Gérer le développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique*, qui était à la fois opportun et pertinent car il donnait l'occasion d'examiner et d'accroître le rôle de l'État dans le développement en Afrique.

184. Le Ministre des finances du Malawi, M. Kandodo, qui avait présidé le Bureau de la Conférence depuis avril 2010, a été le premier à prendre la parole. S'exprimant en sa qualité de Président du Bureau sortant, M. Kandodo a fait part de sa gratitude à ce dernier pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre des importantes décisions et recommandations formulées pendant la dernière Conférence, organisée à Lilongwe (Malawi). S'agissant du thème de la Conférence, il a indiqué que l'Afrique n'avait pas besoin de réinventer la roue dans son examen du rôle de l'État dans le développement. Au contraire, le continent devrait faire fond sur ses institutions sociales et culturelles uniques afin d'instituer un État développementaliste. M. Kandodo a souligné que les pays africains devaient restructurer leurs économies respectives pour redistribuer les dividendes de développement à leurs populations, en encourageant la transparence, en transformant les mentalités et en facilitant le développement du secteur privé. Il a ajouté que pour faire avancer le développement, il ne saurait y avoir aucune tolérance pour la mauvaise gouvernance et la corruption et qu'il fallait plutôt privilégier la transparence, notamment en tirant les bénéfices des ressources naturelles abondantes du continent. L'orateur a conclu son allocution en remerciant le Comité d'experts de son rapport qui faciliterait les débats ministériels et en souhaitant au nouveau Bureau toute réussite dans ses travaux au cours de l'année à venir.

185. Invité d'honneur de la Conférence, M. Sha Zukang, Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, s'est exprimé sur le thème du développement durable. Il a fait observer que 10 ans après avoir accueilli le Sommet mondial pour le développement durable, l'Afrique n'était pas sur la voie de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Organisateur de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20) en 2012, M. Sha a expliqué que cette manifestation serait axée sur deux thèmes: une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté et un cadre institutionnel pour le développement durable. À cet égard, il a indiqué que le sommet Rio + 20 serait l'occasion d'accélérer le développement de l'Afrique car des économies vertes offriraient de nouveaux moyens pour réaliser l'intégration des dimensions sociales, économiques et environnementales du

développement durable. Il a donc invité les pays africains à se joindre au reste du monde dans le contexte du sommet Rio + 20, de façon que leurs positions collectives soient prises en compte dans les conclusions de la conférence mondiale. M. Sha a souligné la nécessité de gérer efficacement le développement et a expliqué que le sommet inclurait également un thème sur la gouvernance et, plus précisément, les cadres institutionnels du développement durable. Il a conclu en invitant les participants à la Conférence à commencer à réfléchir à un programme qui aiderait l'Afrique à atteindre ses objectifs de développement durable dans le cadre du processus Rio + 20.

186. Prenant lui aussi la parole en qualité d'invité d'honneur de la Conférence, M. Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et Président du Comité de haut niveau sur les programmes, a insisté sur l'importance du thème de la Conférence, qui selon lui venait à point nommé compte tenu des préparatifs en cours pour le sommet Rio + 20. Il a loué les efforts déployés pour renforcer la coordination entre les ministres des finances, de la planification et du développement économique et leurs homologues de l'environnement, en particulier au vu de l'augmentation des cours du pétrole et de l'énergie, ainsi que de la volatilité des marchés. Il a fait observer que le rapport du PNUE sur l'économie verte contenait des enseignements sur le rôle de l'État et sur la façon dont les politiques publiques pouvaient servir à asseoir les objectifs de développement à court et long termes en vue d'économies vertes. Alors que la population de l'Afrique continuait à augmenter, M. Steiner a souligné que le continent devait investir des ressources supplémentaires pour garantir que les secteurs d'extraction ne portent pas atteinte à la base de capital naturel sur la voie de la croissance économique. À cet égard, il a noté que l'Afrique avait un potentiel énorme pour réaliser une économie verte en investissant dans les technologies existantes ou en les adaptant.

187. Dans ses observations de bienvenue, M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA, a fait observer que les perspectives économiques et sociales pour l'Afrique générale restaient encourageantes, le taux de croissance moyen du PIB étant de 4,7% en 2010 et estimé à 5% pour 2011. En outre, l'Afrique réalisait des progrès réguliers en vue de la réalisation des OMD. Le Secrétaire exécutif de la CEA a toutefois averti que cette tendance positive pouvait être menacée par les risques et incertitudes découlant des événements politiques en cours sur le continent, le problème du chômage des jeunes, l'augmentation des prix du carburant et des denrées alimentaires, auxquels s'ajoutaient les changements climatiques et d'autres problèmes de développement comme l'assainissement des finances publiques, la crise de la dette souveraine et les questions interdépendantes des déséquilibres mondiaux et des taux de change. À cet égard, il a appelé les États membres à poursuivre leurs efforts pour diversifier et transformer leur économie, en insistant particulièrement sur l'amélioration de la gouvernance politique.

188. Abordant le thème de la Conférence, M. Janneh a indiqué que la discussion du rôle de l'État dans le développement et la transformation économiques ne devait surtout pas être ramenée à une opposition des États contre les marchés. Au contraire, les débats devraient s'attacher à déterminer la façon de faire fonctionner au mieux l'État développementaliste en Afrique tout en tenant compte des avantages d'une économie de marché. À cet égard, il a cité cinq ingrédients indispensables pour une meilleure gouvernance du développement: i) la nécessité de politiques macro-économiques souples pour permettre les ajustements et étayer la croissance; ii) des niveaux élevés d'investissement pour accroître la production et renforcer les infrastructures et le capital humain; iii) la maîtrise, l'adaptation et l'amélioration de l'acquisition de technologies et de compétences pour un emploi décent; iv) l'adoption de politiques commerciales et industrielles appropriées; et v) la nécessité pour l'État de

promouvoir l'équité et l'égalité des chances. En outre, un État développementiste avait comme rôle fondamental la coordination des activités économiques, notamment une vision et une planification disciplinées et ouvertes. M. Janneh a donc appelé les gouvernements africains à prendre les mesures nécessaires pour rétablir les cadres de planification dans leur pays et promouvoir une bureaucratie compétente et fondée sur le mérite.

189. Par ailleurs, le Secrétaire exécutif a souligné qu'un rôle plus dynamique de l'État en Afrique devait être contrebalancé par un engagement en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de la transparence, comme indiqué dans le cadre du NEPAD. Il devrait également laisser de la place pour la contribution du secteur privé et de la société civile au développement national. Les politiques de développement devraient également prendre en compte les tendances nouvelles comme l'intégration régionale, l'émergence d'un monde multipolaire, les problèmes associés au changement climatique et à la viabilité de l'environnement, l'évolution démographique mondiale et la numérisation croissante des processus économiques. M. Janneh a par ailleurs souligné que les gouvernements devaient être dynamiques pour mobiliser des ressources en faveur du développement à partir de sources intérieures et extérieures.

190. Dans son allocution liminaire, le Président de la Banque africaine de développement (BAD), M. Donald Kaberuka, a évoqué les performances économiques récentes de l'Afrique et a noté avec préoccupation que la croissance impressionnante des dernières années n'avait contribué ni à la réduction de la pauvreté ni à la création d'emplois. Il a donc appelé les pays africains à réexaminer le rôle de l'État pour promouvoir la croissance et le développement économique. Il a souligné certaines des questions qui devaient être prises en compte dans tout débat sur le rôle de l'État dans le développement: la promotion du développement du secteur privé, la science et la technologie, l'intégration régionale, l'amélioration des infrastructures, la stabilité macroéconomique et la protection des droits de propriété. M. Kaberuka a fait observer que la situation à laquelle certains pays d'Afrique du Nord étaient confrontés découlait principalement de l'absence de stratégies appropriées pour une croissance ouverte et de mécanismes de gouvernance. À cet égard, il a assuré les participants que la Banque africaine de développement continuerait à apporter son appui aux pays africains, y compris aux pays en conflit ou sortant d'un conflit, pour la mise en place d'institutions et d'États capables.

191. Abordant d'autres questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, M. Kaberuka a appelé les gouvernements africains, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux, à envisager des mécanismes permettant de financer de façon durable les activités de la Commission de l'Union africaine et à garantir que les ressources mises à la disposition de l'institution soient adaptées à son mandat et à sa mission.

192. Dans son allocution à la Conférence, M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, a souligné l'importance des réunions communes de l'Union africaine et de la CEA comme l'une des principales instances pour la tenue de débats et la réalisation de consensus pour garantir que les décisions prises dans le cadre du G-8 et du G-20 concernant l'Afrique tiennent compte des priorités du continent. M. Ping a passé en revue l'évolution récente de la situation en Afrique, notant que le continent avait enregistré une croissance moyenne de 6% ces dernières années et que l'investissement étranger direct avait augmenté de 17%, ce qui faisait du continent une destination attirante pour les investisseurs. Il a toutefois déploré que le commerce intra-africain ne représente que 10% (par rapport à 80% en Europe), situation principalement imputable au manque d'infrastructures. Il a indiqué à cet

égard que la Commission de l'union africaine, en partenariat avec la Banque africaine de développement, avait accordé la priorité au développement des infrastructures et s'était déjà lancée dans le développement de la grande route du Nord (du Caire au Cap). Il a noté par ailleurs que malgré les progrès du développement économique, les augmentations du prix des denrées alimentaires dues aux capacités limitées de l'agriculture se répercutaient sur le pouvoir d'achat des ménages en Afrique, alors que l'inflation causait la volatilité des cours des matières premières.

193. En ce qui concerne le thème de la Conférence, le Président de la CUA a noté que le rôle de l'État dans le développement économique avait été bien défini au cours des années, mais que des politiques de mise en œuvre et d'intervention appropriées faisaient encore défaut pour réaliser l'objectif de développement en Afrique. À cet égard, il a appelé les États membres à s'engager pleinement à mettre en œuvre les programmes et les projets en cours, en particulier dans le domaine de l'intégration régionale, car le continent ne pourrait réaliser son plein potentiel que grâce à l'intégration. Il a en particulier insisté sur le rôle des communautés économiques régionales (CER) pour promouvoir et harmoniser les programmes d'intégration régionale et a salué les efforts de certaines d'entre elles, comme la CEDEAO et la SADC, qui appliquaient déjà la plupart des protocoles convenus dans le cadre du Traité d'Abuja, facilitant ainsi la libre circulation des personnes et des biens et bénéficiant des avantages qui en découlaient.

194. S'agissant de la question de nouvelles sources de financement pour la CUA, le Président a appelé l'attention des participants sur la situation financière précaire de la Commission. Il a indiqué que 75% du budget ordinaire de la Commission avaient été financés par cinq pays africains, à savoir la Libye, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, alors que certains projets et activités, notamment les opérations de maintien de la paix qui représentaient 77% du budget total, étaient financés par les partenaires de développement. Le Président a noté que cette situation n'était plus viable et il a appelé les États membres à doter la Commission de l'Union africaine de ressources financières suffisantes pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat.

195. Dans son discours introductif à la Conférence, le Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, M. Meles Zenawi, a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence et a noté que le débat sur un nouveau paradigme pour le développement axé sur la notion d'État développementaliste était attendu depuis longtemps en Afrique. Il a demandé que soit examinée la démarche adoptée par la plupart des pays africains pour en tirer des enseignements, évaluer les obstacles et déterminer d'autres façons d'aborder le fondamentalisme du marché. Il a indiqué que le paradigme néolibéral en vigueur avait été associé à un agrandissement des écarts de revenus entre les riches et les pauvres dans les pays développés. C'était un signe manifeste que ce paradigme ne parvenait pas à conduire à une croissance ouverte. En conséquence, les universitaires et les praticiens du continent étaient à la recherche d'un nouveau paradigme qui pourrait pallier les lacunes de la démarche actuelle, voire peut-être la remplacer.

196. Notant que l'État développementaliste avait pour objectif premier de transformer l'économie par la création de valeur, le Premier Ministre a déclaré que cet État, pour accomplir cette tâche exigeante, devrait disposer de certains attributs. Tout d'abord, il devrait s'engager en faveur de la transformation et d'une croissance équitable; il lui faudrait ensuite bâtir un consensus sur un programme de développement, afin de bénéficier de la dynamique et du soutien nécessaires pour entamer une

réorganisation radicale de l'économie politique du pays; enfin, il devrait maintenir son indépendance face au secteur privé.

197. Selon le Premier Ministre, le paradigme néolibéral s'était fourvoyé en ce qui concerne le développement de l'Afrique, se méprenant à la fois sur le problème sous-jacent et sur la solution prescrite. M. Zenawi a néanmoins remarqué que les expériences de certains pays et régions (notamment les pays de l'Asie du Sud-Est récemment industrialisés) en matière de mise en place d'États développementistes étaient riches d'enseignements utiles. Même si tous les pays africains ne parvenaient pas à construire un État développementiste, M. Zenawi a précisé que la Conférence fournissait néanmoins l'occasion d'examiner les possibilités d'un nouveau modèle qui ouvrirait la voie de la croissance et du développement durables en Afrique.

198. À la fin de son discours liminaire, le Premier Ministre a prononcé l'ouverture officielle de la Conférence et souhaité aux participants des délibérations fructueuses.

Table ronde de haut niveau sur le thème de la Conférence: Gérer le développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique (point 3 de l'ordre du jour)

199. La séance d'ouverture a été suivie d'une table ronde de haut niveau sur le thème de la Conférence (*Gérer le développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique*). Présidée et animée par M. Kerfalla Yansane, Ministre de l'économie et des finances de la République de Guinée et Président du Bureau de la Conférence (dont les membres venaient d'être élus), la table ronde a regroupé les intervenants et membres principaux suivants: M. Mo Ibrahim, Président de la Fondation Mo Ibrahim; M. Sufian Ahmed, Ministre éthiopien des finances et du développement économique; M. Lazarous Kapambwe, Président du Conseil économique et social; M. Michel Barnier, Commissaire européen au marché intérieur et aux services; et M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED.

200. Dans sa brève déclaration liminaire, M. Kerfalla Yansane a remercié les États membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de l'occasion qu'ils avaient accordée à son pays de représenter l'Afrique de l'Ouest au sein du Bureau. Il a également chaleureusement remercié le Gouvernement et le peuple éthiopiens de l'hospitalité offerte à sa délégation et à lui-même. M. Yansane a exprimé la reconnaissance du Président de la République guinéenne, M. Alpha Condé, à la communauté internationale pour le soutien apporté à son pays en vue de rétablir l'ordre constitutionnel suite aux récentes élections qui s'y étaient tenues. Selon M. Yansane, le thème de la Conférence de cette année donnait aux participants l'occasion de réfléchir aux problèmes auxquels faisaient face les États dans leurs efforts pour parvenir à la croissance économique et au développement durable. Si à la fois le modèle d'une économie étatique et celui d'une économie de marché avaient échoué en Guinée, c'était en raison des insuffisances de la gestion et de l'affectation des ressources dans le premier cas et du manque d'autorité de l'État dans le deuxième cas. Le Gouvernement guinéen avait fait intervenir le public dans un débat sur le rôle de l'État dans la transformation économique et sociale, en organisant une conférence nationale à laquelle avaient activement participé le secteur privé et la société civile. L'intégration, à l'échelle sous-régionale et régionale, était très importante pour renforcer le rôle de l'État dans le développement en Afrique.

201. Le Président de la Fondation Mo Ibrahim, M. Mo Ibrahim, a axé son exposé sur deux grands aspects: i) l'intégration économique régionale en Afrique, et ii) la mise à profit des ressources de l'Afrique pour le développement. Selon M. Ibrahim, le développement économique et social et l'intégration économique régionale étaient interdépendants. Dans ce contexte et compte tenu de la petite taille de la plupart des économies africaines, le continent devait accélérer son intégration économique pour concurrencer de manière efficace le reste du monde. Les pays africains devraient intégrer leurs économies en éliminant les obstacles (tarifaires et autres) au commerce afin d'élargir la libre circulation des individus, des biens et des services. L'adhésion aux communautés économiques régionales (CER) devrait être rationalisée, pour éviter de dupliquer des efforts et de disperser des ressources déjà limitées. La transparence de la gestion des ressources naturelles restait une difficulté majeure en Afrique. Les pays africains devraient envisager de signer la Charte sur les ressources naturelles, qui énonçait des directives sur la gestion des ressources naturelles.

202. Dans son exposé, le Ministre éthiopien des finances et du développement économique, M. Sufian Ahmed, a examiné les stratégies nationales de développement adoptées par l'Éthiopie depuis les années 1980 dans le contexte d'un État développementiste. Depuis les années 1980, les stratégies nationales de développement de l'Éthiopie avaient visé essentiellement à entraîner une croissance économique généralisée et durable, et à réduire la pauvreté. La mise en œuvre des plans nationaux de développement exigeait de vastes réformes économiques, en particulier pour maintenir la stabilité macro-économique. Les plans comportaient également les objectifs intermédiaires suivants: réforme de la fonction publique, développement des ressources humaines, développement industriel et infrastructurel, augmentation de la productivité agricole, autonomisation des femmes, décentralisation, promotion des droits humains et de l'état de droit. S'agissant du développement économique et social, l'Éthiopie était en voie de réaliser la plupart des OMD. Le pays avait accompli des progrès considérables en ce qui concerne l'amélioration de la croissance économique, le développement humain, le développement infrastructurel, la création d'institutions et le transfert de missions de service public aux administrations locales et étatiques. À elles seules, les forces du marché ne suffisaient pas pour parvenir à une croissance économique durable en Éthiopie. Il fallait également une action pertinente des autorités en matière de réglementation. Le gouvernement devait également jouer un rôle important pour le maintien de la stabilité macro-économique, l'investissement en matière d'infrastructures et de développement des compétences, la création d'institutions et l'orientation du développement économique, par l'intermédiaire de la planification du développement, de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques sectorielles.

203. L'exposé du Président du Conseil économique et social, M. Lazarous Kapambwe, a porté principalement sur le rôle du Conseil dans la promotion du développement en Afrique, dans le contexte de la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les OMD. Au nombre des objectifs du Conseil figuraient le renforcement de la dimension de développement des activités des Nations Unies en Afrique et la mobilisation du soutien de la communauté internationale en faveur du développement du continent. À cet égard, l'intervenant a souligné que les pays africains eux-mêmes étaient responsables du développement du continent. Cependant, la mondialisation exigeait une collaboration efficace entre tous les pays africains et le reste du monde. La réussite de l'Afrique en matière de réduction de la pauvreté et de réalisation des OMD dépendrait en grande mesure du développement des ressources humaines du continent, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. À cet égard, en 2011, la session de fond du Conseil économique et social aurait pour thème « *Mise en œuvre des objectifs et engagements convenus au niveau international qui ont trait à*

l'éducation ». La session devrait s'attacher aux aspects ci-après: i) entraves à l'accès à l'éducation, particulièrement pour les filles; ii) adéquation des compétences produites par les systèmes éducatifs aux besoins de l'économie; et iii) partage du fardeau de l'éducation entre l'Afrique et les pays développés, pour atténuer l'impact de la fuite des cerveaux. Les participants à la Conférence étaient donc invités à s'intéresser aux points suivants: i) stratégies de développement des ressources humaines africaines; ii) préparation de la participation du continent aux prochaines conférences internationales, notamment l'examen international du cadre des OMD et les négociations commerciales du Cycle de Doha de l'OMC; iii) élaboration de politiques internes ou recherche de solutions locales visant à résoudre les difficultés socioéconomiques dans divers domaines dont l'infrastructure, la jeunesse et l'emploi, et la pauvreté; et iv) comment renforcer la gouvernance économique mondiale.

204. Dans son exposé, le Commissaire européen au marché intérieur et aux services, M. Michel Barnier, a partagé l'expérience de l'Union européenne en matière de gouvernance et de développement économique. La paix et la sécurité étaient des conditions préalables fondamentales pour la bonne gouvernance et le développement économique. S'agissant de l'intégration européenne, l'impulsion était venue du besoin de renverser l'orientation martiale qui avait prévalu en Europe pendant des siècles. À l'origine, l'intégration reposait sur la nécessité de mutualiser la production et la gestion des matières premières brutes comme le charbon et l'acier. L'Afrique pouvait tirer des enseignements de l'expérience de l'Europe s'agissant d'intégration, particulièrement en ce qui concerne le renforcement du commerce intra-régional. La récente crise financière mondiale avait accentué la nécessité d'une surveillance efficace et du renforcement des mécanismes réglementaires nationaux et transnationaux. À cet égard, l'Union européenne mettait actuellement en place de nouvelles règles visant à améliorer la transparence des marchés financiers et du système bancaire. Il fallait créer un mécanisme similaire à l'échelle mondiale, pour régir les marchés financiers internationaux.

205. Dans son exposé, le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi, a mis en relief l'importance à la fois de l'État et des marchés pour le développement économique. Il a souligné que les pays africains devaient combiner de manière judicieuse l'intervention étatique et les forces du marché pour optimiser leur développement. Les marchés étaient importants pour le développement économique et le rôle de l'État était essentiel en ce qui concerne leur réglementation et l'ordonnancement de la libéralisation économique. La mosaïque des pays africains faisait qu'il n'existait pas de solution unilatérale aux problèmes de développement. Chaque pays devrait donc concevoir sa propre approche du développement, conformément aux réalités et aux particularités locales. Mettre en place un État développementaliste exigeait la création de mécanismes garantissant la transparence des marchés publics, l'existence de procédures de planification rigoureuses, la hiérarchisation et le ciblage des investissements en faveur de secteurs déterminés, particulièrement en vue d'améliorer la productivité, d'élargir les capacités en matière d'offre, de promouvoir le développement du secteur privé, ainsi que d'élaborer des politiques sectorielles (par exemple dans l'agriculture) et d'appuyer leur mise en œuvre. La CNUCED était active dans ces domaines, dans le cadre de sa mission d'appui aux États membres pour promouvoir le commerce en tant que moteur de la croissance économique.

206. Le débat qui a suivi la présentation des exposés a permis un échange de vues très large et le partage d'expériences entre les délégations. Les discussions, auxquelles ont participé de manière active les ministres, ministres adjoints, gouverneurs des banques centrales et autres experts, ont permis d'étoffer les analyses des questions de fond qui s'était dégagées de la table ronde sur la gestion du développement pour la transformation économique en Afrique. Elles ont fait ressortir le besoin de

parvenir à un équilibre entre le rôle de l'État et celui du marché dans le développement économique. À cet égard, on a remarqué que le document de synthèse sur le thème de la Conférence n'illustrait pas adéquatement cet équilibre, car il insistait davantage sur le rôle de l'État. La Conférence a reconnu le rôle essentiel de l'État dans la création d'un environnement propice au développement alimenté par le secteur privé, susceptible notamment d'attirer des investissements directs étrangers, par exemple grâce à des incitations fiscales.

207. La Conférence a également mis en relief la nécessité d'un environnement permettant aux femmes, aux jeunes et aux organisations non gouvernementales et de la société civile d'intervenir efficacement dans l'élaboration des politiques. Les participants avaient souligné le besoin tout particulier de disposer d'une bureaucratie efficace et au service de l'économie. En outre, ils avaient noté que dans de nombreux pays africains, les inégalités de revenu avaient causé des préjudices à l'économie, creusant plus avant la pauvreté. À cet égard, ils avaient mis l'accent sur le fait que les États membres devaient adopter des régimes de protection sociale valables, dotés de mécanismes leur permettant d'atteindre les groupes les plus vulnérables. Dans la même veine, ils avaient insisté sur la nécessité de disposer d'institutions fortes pour lever les obstacles au développement économique et social, notamment pour lutter contre la corruption.

Compte rendu des discussions de groupes sur des questions clefs du développement de l'Afrique (point 4 de l'ordre du jour)

208. L'examen de ce point de l'ordre du jour s'est organisé au sein des deux séances de groupe parallèles suivantes:

Discussion de groupe sur l'économie verte et la viabilité à l'échelle planétaire

209. Le Directeur exécutif du PNUE, M. Achim Steiner, a animé cette discussion de groupe. Y ont participé les hauts responsables suivants: Mme Luisa Diogo, Députée, ancienne Première Ministre du Mozambique et membre du Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial; M. Henri Djombo, Ministre de l'environnement de la République du Congo; Mme Sherry Ayittey, Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana; M. Sha Zukang, Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales; Mme Sheila Sisulu, Directrice exécutive adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM); M. Sindiso Ndema Ngwenya, Secrétaire général du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA); et M. Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement. Les hauts responsables suivants sont également intervenus dans la discussion: M. John N. Michuki, Ministre de l'environnement et des ressources minérales du Kenya; M. Pedro Luís da Fonseca, Ministre adjoint de la planification de l'Angola; et M. Mamburay Njie, Ministre des finances et des affaires économiques de la Gambie.

Discussion de groupe sur le financement de la santé en Afrique: difficultés et voie à suivre

210. Les deux volets de cette discussion ont été animés respectivement par Mme Bience Gawanas, Commissaire au développement de l'Union africaine et M. Luis Gomes Sambo, Directeur régional de l'OMS pour la région Afrique. Y ont participé les hauts responsables suivants: M. William Samura Kamara, Ministre des finances et du développement économique de la Sierra Leone; M. Essimi Menye Lazare, Ministre des finances du Cameroun; M. Modo Diagne Foda, Ministre de la santé du Sénégal;

M. Robert Joseph Mettle Nunoo, Ministre adjoint de la santé du Ghana; M. Michel Sidibe, Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et M. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). M. Ali Bourami, Secrétaire d'État chargé de la statistique (Algérie), est également intervenu dans la discussion.

211. Les participants à la table ronde ont recensé les meilleures pratiques et politiques pour verdir l'économie africaine. L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté était l'un des deux thèmes de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20) qui se tiendrait en 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). Les débats de la table ronde ont ainsi permis aux pays africains d'évoquer la préparation de cette conférence et la contribution de l'Afrique au processus Rio + 20. Reposant sur les contributions des intervenants et le débat lors de la séance plénière, les recommandations et points principaux suivants ont été formulés:

a) Il était manifeste que l'économie verte offrait des occasions de croissance nouvelles et viables. Compte tenu des difficultés auxquelles les pays faisaient face et des limites qu'avaient montrées les modèles de croissance et de développement exploités jusqu'à présent pour ce qui était de sortir la grande majorité des populations de la pauvreté, de réduire la vulnérabilité sociale et économique et de fournir d'autres voies d'accès au développement durable, la question n'était plus de savoir s'il y aurait une transition vers une économie verte, mais comment elle se ferait;

b) En Afrique, l'expérience de plusieurs pays montrait que des initiatives associées à l'économie verte étaient déjà en cours, et qu'elles produisaient de vastes bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. Ces efforts devaient se poursuivre, car les expériences de nombreux pays d'Asie de l'Est avaient montré que les pays riches et industrialisés n'avaient pas l'apanage des avantages découlant d'une économie verte;

c) L'Afrique disposait d'importantes ressources naturelles vierges, qui pourraient être exploitées au service de la croissance économique et, par conséquent, pour éliminer la pauvreté. L'économie verte fournissait un cadre pour l'utilisation durable de ces ressources;

d) Il fallait mettre en place des politiques et des institutions aux niveaux national et régional, pour créer et réglementer des marchés favorisant l'économie verte. Les politiques en matière d'économie verte devaient aussi tenir compte des répercussions macroéconomiques et de la nécessité d'assurer à tous un accès équitable aux nouvelles formes de technologie, particulièrement aux pauvres;

e) De nature transsectorielle, les politiques associées à l'économie verte devaient être intégrées aux politiques de développement nationales, de façon à permettre leur bonne mise en œuvre. Cependant, en matière d'économie verte, les décideurs devaient se méfier des formules soi-disant universelles et leur préférer une approche sur mesure, qui prenne en considération les spécificités des pays et des régions;

f) L'intégration régionale était la clé de la bonne mise en œuvre du programme africain en faveur de l'économie verte, par l'intermédiaire de politiques, de législations et de normes harmonisées, d'économies d'échelle et des possibilités commerciales qu'offrait l'élargissement des marchés;

g) Les autres principaux moteurs de l'économie verte incluaient l'innovation technologique (pour étendre les activités de recherche et de développement) et la cohérence et la continuité en matière de politiques, de programmes de développement intersectoriels et de partenariats public-privé pour attirer les investissements;

h) Le financement de l'économie verte étant un facteur critique, l'annonce de la création d'un fonds vert à la Conférence de Cancún sur les changements climatiques pouvait être un premier pas dans cette direction. S'agissant de l'Afrique, il convenait de louer l'initiative prise par la Banque africaine de développement en faveur de la création d'un fonds vert, projet qu'il faudrait concrétiser cette année;

i) L'économie verte ne devrait pas être utilisée comme argument pour justifier le protectionnisme commercial, subordonner l'aide ou les prêts à des conditions ou limiter la marge de manœuvre des pays en développement, notamment des pays africains, en matière de politique de développement;

j) Au niveau africain, il fallait établir un dialogue permanent et des synergies entre la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) et la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine (CAMEF), afin d'œuvrer utilement à relier entre elles les perspectives africaines en matière d'économie verte et de parvenir aux arbitrages nécessaires à la transition vers une économie verte.

212. La discussion de groupe sur le financement de la santé a porté essentiellement sur les grandes orientations de l'amélioration du financement et de la prestation des interventions sanitaires en Afrique. Les participants ont examiné des propositions et des possibilités innovantes en vue d'augmenter les investissements dans le secteur de la santé. Ils ont également mis en relief la réussite de certaines initiatives nationales et régionales de financement de la santé en Afrique. Les points principaux des exposés apparaissent ci-dessous.

a) De manière générale, les pays africains avaient intensifié les interventions de santé publique parallèlement au renforcement de la volonté politique de financement de la santé. De nombreux pays s'étaient efforcés d'accroître les dépenses dans ce secteur et une part importante de l'aide publique au développement (APD) lui était consacrée. Les dépenses de santé par habitant se chiffraient à 14 dollars des États-Unis, dans une fourchette allant de 0,34 cents à 314 dollars;

b) Cependant, elles n'avaient pas entraîné une amélioration de la santé publique. La réalisation des objectifs nationaux et internationaux de santé pourrait s'accélérer grâce à l'intensification des interventions de santé publique éprouvées et rentables;

c) Il faudrait investir dans les systèmes de santé qui étaient au service de la population. À cet effet, l'initiative Harmonisation pour la santé en Afrique avait mis au point un outil de référence pour la sensibilisation et le dialogue en vue d'une gestion efficace des ressources sanitaires et d'un accroissement de l'investissement dans le secteur de la santé;

d) Il était indispensable d'améliorer la santé en Afrique si l'on voulait réaliser la croissance et le développement économiques à long terme, sources d'avantages sociaux et politiques. Par ailleurs, une population en bonne santé pesait moins sur le système sanitaire;

e) Quatre mesures visant à améliorer l'investissement dans la santé devraient être appliquées, à savoir fixer les priorités dans le cadre d'une planification et d'une budgétisation fondées sur des données factuelles, améliorer la demande et l'utilisation des services de santé, investir dans les systèmes de santé publique, et promouvoir des interventions intersectorielles, en particulier dans les déterminants environnementaux de la santé comme l'eau potable et l'assainissement;

f) Des dépenses supplémentaires de 21 à 36 dollars par habitant pourraient sauver environ 3,1 millions de vies, dont 90% seraient des mères et des enfants. D'où la nécessité de ménager une marge de manœuvre budgétaire pour augmenter le financement destiné à la santé, et améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Il est également nécessaire d'augmenter l'APD comme convenu lors de plusieurs sommets du G-8 et du G-20.

213. Dans le débat général qui a suivi la séance plénière, les ministres des finances et de la planification ont été rejoints par leurs homologues de l'environnement et par d'autres experts qui ont participé aux travaux en qualité d'invités d'honneur. Les principaux points examinés étaient les suivants:

a) Les expériences de pays échangées pendant la Conférence ont montré que l'essentiel du financement de la santé était toujours à la charge des particuliers et des ménages pauvres, les dépenses étant effectuées en espèces;

b) En vue du développement durable, la santé devait faire partie des priorités absolues de tous les gouvernements, qui devaient notamment accorder la priorité à l'investissement dans les soins de santé primaire et les services de prévention de manière plus intégrée;

c) Dans la plupart des pays africains le financement de la santé était encore fragmenté, nécessitant des stratégies nationales de financement multiple entraînant un meilleur alignement institutionnel et une meilleure coordination avec les partenaires. En outre, il faudrait un engagement total entre le secteur public et le secteur privé pour parvenir à des solutions globales de financement de la santé;

d) Il faudrait étudier des solutions innovantes de mobilisation de fonds supplémentaires et rendre plus efficace l'utilisation des ressources aussi bien intérieures qu'extérieures destinées au secteur de la santé;

e) Plusieurs options de financement innovant existaient. Les gouvernements pourraient aligner leurs ressources sur les envois de fonds, comme cela se faisait en Amérique latine. L'Afrique devrait également s'efforcer de tirer parti de l'investissement étranger direct. Un prélèvement de seulement 1% permettrait de constituer un fonds de réserve pour lutter contre le VIH/sida au niveau régional. Des fonds d'affectation spéciale pour la santé commençaient à voir le jour dans la région. Un fonds renouvelable serait également une option étudiée avec la BAD, de même que la taxation de produits nuisibles à la santé, comme les cigarettes, l'alcool et les industries polluantes;

f) Restructurer le budget des soins de santé primaire, pour désagréger les données dans le but d'éliminer les inégalités et les disparités, renforcer la participation des organisations de la société civile, étudier et adopter de nouvelles formes de financement et de partenariats public-privé, et élargir la couverture des plans d'assurance maladie communautaires étaient autant d'options permettant d'améliorer le financement de la santé;

g) Il faudrait également examiner davantage les plans d'assurance-maladie sociale en s'inspirant de l'expérience d'autres pays de la région et l'inclure dans une stratégie nationale de la santé bénéficiant de l'adhésion de tous;

h) Il faudrait une approche globale des stratégies de financement de la santé permettant de définir les rôles et responsabilités des parties prenantes et d'utiliser les ressources de manière plus efficace. Les acteurs concernés, notamment les parlementaires, devraient participer au processus de planification, de budgétisation et de fixation des priorités dans le domaine de la santé;

i) Une approche sectorielle faciliterait et améliorerait la coordination du financement. Par exemple, remédier au déficit de logements dans les zones urbaines pourrait entraîner l'amélioration de la santé et la création d'emplois plus nombreux;

j) Les pays africains devraient adopter une approche régionale pour négocier ensemble l'accès aux mécanismes de financement de la santé. Une approche régionale de l'achat des médicaments essentiels en gros serait plus rentable;

k) Des organisations régionales comme la CEA et la CUA pourraient créer un forum d'échange de pratiques optimales sur l'élaboration de cadres de financement de la santé, notamment en fournissant des services consultatifs et d'information, en partageant les connaissances et en renforçant les capacités dans le domaine du financement de la santé. À cet égard, il a été proposé que la CEA, l'UA et l'OMS (dans le cadre de l'initiative Harmonisation pour la santé en Afrique) organisent conjointement une séance technique ministérielle spéciale sur la santé avec la participation des ministres de la santé et des finances.

Possibilités à exploiter pour accélérer la croissance: perspectives et orientations pour la prochaine décennie (point 5 de l'ordre du jour)

214. Le débat sur ce point de l'ordre du jour a été animé par un groupe comprenant M. Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Conseiller spécial pour l'Afrique; M. Mark Plant, Directeur adjoint du Département Afrique au Fonds monétaire international; M. Acha Leke, partenaire de McKinsey and Co. (Afrique du Sud); et Mme Razia Khan, Directrice régionale de la recherche sur l'Afrique et Chef de la macroéconomie à la Standard Chartered Bank (Royaume-Uni). M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine, a dirigé le débat. Celui-ci a porté sur les perspectives d'accélération de la croissance économique en Afrique au cours de la décennie à venir, l'objectif étant de promouvoir un débat ouvert sur les problèmes concrets de développement de l'Afrique, malgré la forte croissance des dernières années.

215. Dans sa brève déclaration d'ouverture du débat, M. Mkwezalamba a souligné que le thème de la Conférence faisait fond sur les recommandations de la session précédente et a relevé trois questions liées à une croissance et un développement sans exclusive en Afrique, qu'il espérait voir abordées dans les présentations: i) les possibilités à exploiter pour accélérer la croissance en Afrique, ii) les défis à relever pour accélérer la croissance économique en Afrique, et iii) les grandes priorités en matière de croissance et de développement économique du continent.

216. La première présentation, faite par M. Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Conseiller spécial pour l'Afrique, a mis en relief les points suivants:

a) M. Diarra a souligné la pertinence du thème de la Conférence au moment où le continent prenait un nouveau tournant dans son développement afin de consolider les acquis de la première décennie de ce nouveau siècle, à savoir notamment la stabilité macroéconomique, une modeste réduction de la pauvreté et les progrès concernant la réalisation de certains OMD. Cependant, la croissance de l'Afrique était encore fragile, compte tenu des nombreux risques de baisse des efforts déployés par le continent pour assurer la transformation économique;

b) La croissance avait été principalement le résultat des politiques appliquées par les pays africains au cours de la décennie écoulée, qui commençaient à porter leurs fruits. Toutefois, il fallait se garder de toute complaisance, les pays ayant besoin de consolider les réformes macroéconomiques, de renforcer les institutions étatiques et de lutter contre la vulnérabilité en mettant en place des filets de sécurité en vue d'une croissance sans exclusive;

c) L'Afrique avait également besoin de renforcer la coopération avec des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, la coopération Sud-Sud pouvant ouvrir de nouvelles perspectives dans les domaines du commerce, de la diversification économique ou du transfert de technologies, pour réduire la pauvreté. De même, l'Afrique devrait exploiter les possibilités offertes dans le domaine de l'agriculture, car le continent pourrait, en utilisant 60% de ses terres arables, devenir le grenier du monde, ainsi que dans le secteur industriel et celui des services, y compris les technologies de l'information et de la communication. Dans le même ordre d'idées, il faudrait renforcer les efforts d'intégration régionale pour bénéficier des économies d'échelle et de marchés élargis;

d) Malgré ces perspectives, l'Afrique devait relever plusieurs défis, notamment ceux de la gouvernance, du manque d'infrastructures, des maladies endémiques et des changements climatiques. De plus, le continent regroupait 33 des 54 pays les moins avancés (PMA) du monde et la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA tenue en mai 2011 à Istanbul (Turquie) avait pour objectif d'attirer l'attention sur les besoins précis de ces pays.

217. La présentation de M. Mark Plant, Directeur adjoint du Département Afrique au Fonds monétaire international, était axée sur trois grands points:

a) Le premier concernait la situation économique du moment en Afrique subsaharienne. La plupart des pays de la région avaient bien surmonté la crise mondiale et étaient sur la voie d'un redressement soutenu de la croissance, sous l'effet de meilleures politiques nationales poursuivies avant la crise. Cependant, la récente flambée des cours des denrées alimentaires et du carburant compliquait la situation;

b) Les pouvoirs publics pourraient stimuler la croissance sur trois plans: i) en répondant aux difficultés et aux perspectives nouvelles, notamment en redoublant d'efforts pour réaliser les OMD; ii) en gérant efficacement les biens collectifs, en particulier l'infrastructure sociale et physique; et iii) en augmentant les niveaux d'épargne et d'investissement nationaux, compte tenu de la nécessité de créer des emplois et de relever les revenus des particuliers;

c) Au vu de ces tendances, il faudrait recentrer le rôle du FMI en Afrique sur des mesures fondamentales indispensables pour assurer la stabilité, la croissance et la réduction de la pauvreté, en partant d'une approche plus souple de l'endettement extérieur et en augmentant l'assistance technique.

218. M. Acha Leke, partenaire chez McKinsey and Co. (Afrique du Sud), dont la présentation s'inspirait d'une publication récente de son cabinet intitulée « *Lions on the Move* » qui appuyait les décisions d'investir en Afrique, a soutenu les arguments suivants:

a) La croissance africaine était supérieure à celle d'autres régions du monde. Par ailleurs, elle reposait sur des secteurs multiples et pas uniquement sur les ressources naturelles. D'autres atouts de l'Afrique étaient l'urbanisation et la stabilité macroéconomique. En dépit de ces avantages évidents, les investisseurs potentiels se préoccupaient également de la viabilité de la croissance africaine et des perspectives pour la décennie à venir;

b) Les travaux de recherche menés par McKinsey et d'autres montraient de bonnes perspectives de croissance à long terme, compte tenu de la vigueur des quatre principaux moteurs de cette évolution économique qu'étaient: i) les matières premières, ii) les flux de capitaux internationaux, iii) l'épargne des ménages et iv) la révolution agricole;

c) Pour exploiter pleinement son potentiel, l'Afrique devrait d'abord résoudre deux grandes questions à savoir i) le taux de croissance, qui à 5% était satisfaisant, mais insuffisant pour réaliser les OMD, et ii) le fait que la croissance ne bénéficiait toujours pas à tous et les décideurs devraient s'attaquer à cette situation. À cet égard, les gouvernements africains devraient être plus proactifs dans la fixation des objectifs de croissance et s'efforcer de les réaliser. D'autre part, il faudrait que le secteur privé participe au développement.

219. La présentation de Mme Razia Khan, Directrice régionale de la recherche sur l'Afrique et Chef de la macroéconomie à la Standard Chartered Bank, était axée sur le « super cycle » de l'économie mondiale. Dans ce cycle, de nombreux pays africains figuraient parmi les 10 économies ayant enregistré les meilleurs résultats de croissance au monde avant la crise. Les principaux points soulevés dans la présentation étaient les suivants:

a) Compte tenu de la modification de l'équilibre économique, l'Afrique devait voir sa part dans le PIB mondial passer de 2 à 5%. Cependant, le plus urgent consistait à assurer une croissance transformatrice. Pour cela, il faudrait des réformes structurelles allant bien au-delà de la mise en place d'un environnement porteur. Pour financer son développement, le continent devrait mobiliser ses propres ressources financières avant d'accéder aux marchés financiers internationaux;

b) Il faudrait des politiques gouvernementales stratégiques, portant sur les besoins des populations. Ensuite, les gouvernements devraient favoriser la création de conditions économiques plus favorables aux entreprises privées. Enfin, il conviendrait de promouvoir la création d'un environnement favorable au secteur privé, notamment le développement du secteur financier intérieur.

220. Lors du débat général, les points suivants ont été soulevés:

a) Une croissance sans exclusive était essentielle, au vu des récents troubles sociaux ayant mené aux révolutions en Afrique du Nord. En effet, il a été souligné que l'évolution récente de la situation sur le continent montrait que les dimensions politiques et sociales du développement étaient tout aussi importantes que la dimension économique;

b) Le débat a également mis en évidence la pertinence des politiques de croissance économique. À cet égard, deux questions importantes devaient être abordées: i) la relation entre investissement et consommation et ii) la relation entre générations actuelles et futures. Le débat a également mis en évidence les potentialités considérables de l'Afrique (jeunesse de la population, ressources naturelles, etc.) qu'il faudrait exploiter pleinement au profit du continent;

c) Certains participants se sont dits préoccupés par le fait que la mondialisation et la libéralisation économique désavantageaient l'Afrique, la soumettant à une concurrence déloyale avec des économies plus fortes. À cet égard, il faudrait remédier à la fragilité de certains secteurs. Les participants ont également constaté avec préoccupation que la croissance n'était pas créatrice d'emplois en Afrique et ils ont souligné que les gouvernements devaient de toute urgence déterminer les sources de croissance, notamment les secteurs susceptibles d'y contribuer pour une grande part, afin d'y intensifier la création d'emplois;

d) Le débat a également mis en évidence la nécessité de hiérarchiser les mesures proposées par les intervenants et de renforcer l'appropriation nationale de ces mesures. En outre, il a été suggéré d'intégrer dans le rapport de McKenzie les événements survenus récemment en Afrique du Nord, puisque le rapport semblait privilégier l'Afrique subsaharienne.

Lancement du *Rapport économique sur l'Afrique 2011* (point 6 de l'ordre du jour)

221. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une manifestation a été organisée avec les médias pour le lancement du *Rapport économique sur l'Afrique 2011*, publication phare de la CEA publiée tous les ans en coopération avec la Commission de l'UA. L'édition 2011 portait sur le même thème que la Conférence des ministres: *Gérer le développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique*. Elle comporte également une évaluation analytique des résultats économiques du continent au cours de l'année écoulée, ainsi que des projections d'experts pour les années à venir.

222. Prenant la parole à l'occasion du lancement du Rapport, le Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD de la CEA, M. Emmanuel Nnadozie, a indiqué que le rapport faisait le bilan du rôle de l'État dans la promotion du développement en Afrique, mettait en évidence des expériences positives en Afrique et ailleurs, et recommandait des mesures concrètes pour asseoir le développement et promouvoir la transformation économique du continent.

223. Le Rapport avait pour objectif de fournir un cadre concret pour améliorer le rôle de l'État dans l'exécution des tâches nécessaires à la transformation économique en Afrique la planification du processus de développement ainsi que la formulation et la mise en œuvre des plans et politiques de développement appropriés. La Conférence a accueilli avec satisfaction le Rapport en tant qu'outil important permettant d'évaluer les performances économiques de l'Afrique et de s'attaquer aux principaux problèmes de développement.

Compte rendu des groupes de discussion (point 7 de l'ordre du jour)

224. Les rapports des deux séances parallèles des groupes de discussions ont été présentés et examinés dans le cadre de ce point de l'ordre du jour. Un compte rendu détaillé des débats figure au point 4 ci-dessus.

Séance restreinte sur de nouvelles sources de financement pour la Commission de l'Union africaine (point 8 de l'ordre du jour)

225. Ce point de l'ordre du jour a été examiné dans le cadre d'une séance restreinte, consacrée au financement des activités de la Commission de l'Union africaine par ses États membres. Le point avait été inscrit à l'ordre du jour de la Conférence pour résoudre la situation financière précaire de la CUA au vu de la réduction éventuelle de son budget ordinaire en raison de la crise récente survenue dans certains pays d'Afrique du Nord.

226. Le Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine, M. Maxwell Mkwezalamba, a présenté le point de l'ordre du jour en décrivant les deux principales sources de financement de la Commission, à savoir les contributions des États membres et l'appui extrabudgétaire émanant des partenaires de développement. Il a indiqué que 75% du budget ordinaire de la Commission étaient financés par cinq pays africains seulement, à savoir la Libye, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, alors que d'autres activités et projets, y compris les opérations de maintien de la paix qui représentaient 77% du budget total, étaient financés par les partenaires de développement. Le Commissaire a également informé la Conférence des travaux déjà menés par la CUA pour identifier de nouvelles sources de financement et il a appelé les ministres à garantir un financement approprié et durable pour les activités et programmes de la Commission. La Conférence a reconnu le besoin d'un financement approprié et durable pour la Commission de l'Union africaine et a pris note des efforts déployés en ce sens. Elle a encouragé le Président de la Commission à mettre en place un groupe d'experts de haut niveau sur des sources nouvelles de financement pour l'Union africaine, conformément à la décision du Conseil exécutif datant de février 2011.

Suite donnée aux décisions et recommandations de la réunion conjointe de la Conférence des ministres de 2010 (point 9 de l'ordre du jour)

227. Un représentant du secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour, qui faisait l'objet du document E/ECA/COE/30/15-AU/CAMEF/EXP/15(VI), et résumé les activités menées par le secrétariat de la CEA et la Commission de l'UA pour donner suite aux principales décisions et recommandations de la Conférence des ministres de 2010. Il a cité les progrès réalisés par les deux institutions pour mettre en œuvre la résolution relative à l'intégration régionale, notamment la mise au point du plan d'action pour l'intégration régionale, qui sera examiné pour adoption plus tard dans

l'année par les ministres chargés de cette question. D'autres avancées importantes dans le domaine de l'intégration régionale étaient notamment la mise en place d'un marché commun et d'une union douanière dans certaines communautés économiques régionales (CER). Par exemple, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) avait atteint le statut de marché commun alors que la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) pourrait devenir une union douanière avant la fin de l'année.

228. S'agissant du Fonds monétaire africain, il a été rapporté que le texte de référence régissant les opérations et le mandat d'ensemble du Fonds était déjà prêt. Cependant, les experts travaillaient encore à l'élaboration du protocole détaillé, qui serait envoyé aux États membres en temps utile. Ont également été évoqués les efforts en cours pour harmoniser les statistiques, en collaboration avec la Banque africaine de développement. L'intervenant du secrétariat a également informé les participants des efforts déployés par les deux institutions pour aider les États membres à progresser plus rapidement vers la réalisation des OMD, grâce à l'élaboration de notes d'orientation.

229. S'agissant du changement climatique, l'intervenant du secrétariat a mis l'accent sur le bon déroulement de la septième édition du Forum pour le développement de l'Afrique, qui avait pour thème le changement climatique et le développement durable en Afrique. Cette manifestation avait permis d'atteindre un consensus sur la meilleure manière pour l'Afrique de relever le défi du changement climatique tout en tirant parti des occasions qui en découlaient. En outre, la Déclaration sur les problèmes et enjeux fonciers en Afrique de l'Union africaine avait été lancée au cours de la période considérée, avec le soutien de la CUA et de la CEA.

230. Les participants à la Conférence ont pris note du rapport fourni par le secrétariat.

Examen du rapport et des principales recommandations de la réunion du Comité d'experts de la quatrième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA (point 10 de l'ordre du jour)

231. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Président de la réunion du Comité d'experts a présenté le rapport du Comité, ainsi que 11 projets de résolution figurant dans le document portant la cote *E/ECA/CM/44/2-AU/CAMEF/MIN/Rpt(VI)*, pour examen et adoption par la Conférence. Il a indiqué que le rapport contenait le résumé des principales discussions et les recommandations formulées sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Comité, y compris le thème de la Conférence. Le Comité avait formulé des recommandations après avoir examiné les points suivants inscrits à son ordre du jour: aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique; évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique; examen des progrès accomplis dans la réalisation des OMD en Afrique et Position commune africaine sur les OMD; et rapport sur la suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, notamment la réunion annuelle conjointe de l'UA et de la CEA de 2010. Le Comité s'était également penché sur diverses questions statutaires importantes relatives aux activités de la CUA et de la CEA, notamment les statuts du Fonds monétaire africain et leurs annexes, et avait formulé des recommandations à ces égards.

232. S'agissant des statuts du futur Fonds monétaire africain et de leurs annexes, le Comité avait recommandé de plus amples consultations entre experts, dont les résultats seraient présentés aux participants à la Conférence en vue d'une décision. Le Président du Comité avait ensuite invité la Conférence à examiner et à adopter le rapport, avec les 11 projets de résolution joints en annexe, en tant que conclusions des délibérations du Comité d'experts.

233. Les participants à la Conférence ont pris note du rapport et ont félicité le Comité pour son travail. Ils ont ensuite approuvé le rapport de la réunion du Comité d'experts sans formuler d'observations ni de commentaires. L'intégralité du rapport adopté à l'origine par le Comité constitue l'Annexe I du présent rapport.

234. Les participants à la Conférence ont ensuite examiné un à un les 11 projets de résolution annexés au rapport. Ces projets portaient sur les points suivants, qui avaient été débattus par le Comité: Gérer le développement en Afrique: 1) Le rôle de l'État dans la transformation économique; 2) Les Objectifs du Millénaire pour le développement; 3) Renforcer l'appui de l'ONU en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); 4) Application de la Charte africaine de la statistique et de la stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique; 5) Mécanisme africain de mutualisation des risques: un fonds panafricain de garantie contre les risques de catastrophes; 6) Changement climatique et développement durable en Afrique; 7) Financement de la santé en Afrique; 8) Flux financiers illicites; 9) Renforcement de la science et de la technologie au service du développement en Afrique; 10) Projet de programme de travail et priorités de la CEA pour la période biennale 2012-2013; et 11) Institut africain de développement économique et de planification (IDEP).

235. Lors de l'examen des projets de résolution, plusieurs délégations ont fait divers commentaires et observations et proposé des amendements. Au nom de la délégation de son pays, le Ministre de l'environnement de la République du Congo, M. Henri Djombo, a proposé que le projet de résolution sur le changement climatique et le développement durable soit modifié pour y inclure une référence à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20) et à la nécessité que l'Afrique y participe efficacement. Cet amendement a été examiné puis approuvé par les participants à la Conférence.

236. Compte tenu de leurs propres commentaires, observations et amendements, les participants à la Conférence ont ensuite adopté les 11 projets de résolution. Les résolutions, telles qu'amendées, figurent à l'Annexe I du présent rapport.

237. Après l'adoption des résolutions, le Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine, M. Maxwell Mkwezalamba, a rouvert le débat sur les statuts du futur Fonds monétaire africain et leurs annexes, afin que les participants à la Conférence parviennent à une décision à ce propos. Certaines délégations ont néanmoins contesté cette réouverture, arguant de motifs de procédure. Le représentant égyptien a fait état du désaccord de sa délégation, au motif que de plus amples consultations interdélégations étaient nécessaires avant toute poursuite du débat sur ce sujet. En outre, il a précisé que les commentaires de fond formulés par sa délégation à l'égard du projet de statuts devaient également faire l'objet d'une réponse de la part de la Commission de l'UA. Compte tenu de ces objections, la Conférence a demandé à la Commission de l'UA de consulter plus avant les États

membres, ainsi que des experts juridiques, pour examiner soigneusement les documents à la lumière des commentaires formulés par les États membres. Les participants à la Conférence ont convenu de refléter cette décision dans la Déclaration ministérielle définitive.

Examen et adoption du projet de déclaration ministérielle et des projets de résolution (point 11 de l'ordre du jour)

238. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les ministres ont examiné, pour adoption, le projet de déclaration ministérielle. Présenté par le Rapporteur de la Conférence, qui en a donné une lecture intégrale, le projet de déclaration comprenait un préambule et une section principale sur le thème de la Conférence ainsi que neuf sous-sections sur diverses questions et mesures examinées par la Conférence pour relever le défi de la gestion du développement en vue de la transformation économique en Afrique. Ces questions et mesures étaient les suivantes: promouvoir des politiques publiques d'inclusion en vue de la croissance et du développement; harmoniser et améliorer la qualité des statistiques en Afrique; mobiliser des ressources financières en vue du développement de l'Afrique; accroître l'appui aux pays africains les moins avancés (PMA) pour leur permettre de surmonter leurs difficultés particulières; renforcer l'intégration régionale; combattre les flux financiers illicites; accroître les ressources destinées au financement de la santé; faire face aux effets du changement climatique; intensifier l'appui à la mise en œuvre du NEPAD, y compris le Mécanisme d'évaluation intra-africaine; appuyer la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP); investir dans la science et la technologie en vue du développement; appuyer les bureaux sous-régionaux de la CEA; et mobiliser un appui supplémentaire pour renforcer davantage le rôle de l'IDEP repositionné. La Déclaration ministérielle comprend également une motion de remerciement.

239. Les ministres ont félicité le Rapporteur et le secrétariat de la clarté et de l'exhaustivité de la Déclaration qu'ils ont examinée en détail. Quelques délégations ont fait des commentaires et des observations d'ordre général sur les diverses sections du document et ont insisté sur certaines questions particulières examinées par la Conférence, que le secrétariat a été invité à prendre en compte dans la version finale du projet de déclaration. Elles ont notamment souligné la nécessité d'approfondir les travaux et les consultations concernant la création du futur Fonds monétaire africain et la question de la détermination d'autres sources de financement de Commission de l'Union africaine. Le secrétariat avait été invité à inclure dans la Déclaration un bref paragraphe saluant la présence et la participation active des ministres de la santé et des ministres de l'environnement à la Conférence de cette année.

240. La Conférence a adopté à l'unanimité la Déclaration ministérielle, à la lumière des observations et des propositions d'amendement susmentionnées. La version amendée de la Déclaration figure à l'annexe I du présent rapport.

Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)

241. Aucune proposition n'a été faite au titre de ce point de l'ordre du jour.

Clôture de la Conférence (point 13 de l'ordre du jour)

242. Dans son allocution de clôture, le Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA, M. Abdoulie Janneh, a remercié les ministres de l'environnement et de la santé, qui étaient les invités de marque de la Conférence. Il a exprimé sa profonde gratitude au Premier Ministre éthiopien, M. Meles Zenawi, qui avait prononcé un discours d'orientation à l'ouverture de la session. Il a également remercié le Gouvernement et le peuple éthiopiens de l'hospitalité et de l'appui accordés pendant la Conférence. Il a félicité tous les intervenants et les participants de leur précieuse contribution au débat qui avaient assuré le succès de la Conférence.

243. Le Secrétaire exécutif a déclaré que cette session de la Conférence des ministres avait attiré une participation record. Il a également indiqué que la Conférence avait examiné toutes sortes de questions nouvelles, de fond et d'actualité concernant le développement de l'Afrique et a invité les États membres à unir leurs efforts pour traduire ses conclusions en initiatives et programmes concrets en faveur de la croissance accélérée et de la transformation économique du continent. Il a souligné le message principal à retenir du débat sur le thème de la Conférence: exhorter les États membres à relancer la planification du développement et à inclure toutes les parties prenantes dans le processus. La Secrétaire exécutif a également insisté sur le rôle important que l'intégration régionale pourrait jouer pour accélérer la croissance économique et le développement durable. Il a indiqué que la Commission de l'Union africaine et la CEA continueraient de collaborer étroitement pour appuyer les efforts des États membres dans ce domaine en offrant des services consultatifs techniques et de renforcement des capacités et des institutions.

244. Pour terminer, il a remercié et félicité deux hauts fonctionnaires de la CEA en passe de prendre la retraite, M. Urbain Zadi et M. Arif Farazi, pour leur contribution à la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique. Il a également adressé des remerciements à M. Maxwell Mkezalamba, Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine ainsi qu'à Mme Jennifer Kargbo, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA, pour les efforts considérables qu'ils avaient déployés pour assurer le succès de la Conférence.

245. Dans son allocution de clôture, M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, a remercié tous les participants d'avoir contribué aux délibérations de la Conférence qui avait abouti à des résultats tangibles. Il a également remercié le Gouvernement et le peuple éthiopiens de leur hospitalité et de leur appui à l'organisation de la Conférence.

246. S'agissant du thème de la Conférence, M. Ping a souligné que les décideurs devaient trouver un équilibre entre le rôle de l'État et celui du marché dans le cadre de développement économique. Il a déclaré que l'État devait jouer un rôle crucial de formulation de politiques économiques et de création d'un environnement propice au développement. À cet égard, M. Ping a exhorté les pays africains à accorder une attention particulière à des secteurs comme la santé, l'éducation, l'agriculture et l'énergie. Il a également souligné que les pays devaient examiner des mécanismes de financement innovant pour accélérer les progrès vers la réalisation de leurs objectifs de développement, y compris les OMD.

ANNEXE I

RÉSOLUTIONS ET DÉCLARATION MINISTÉRIELLE ADOPTÉES PAR LA COMMISSION À SA QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

A. Résolutions

879 (XLIV) «Gérer le développement en Afrique: le rôle de l'État dans la transformation économique »

La Conférence des ministres,

Rappelant les décisions et les instruments de l'Union africaine relatifs à la démocratie, à la gouvernance et au développement, notamment:

- L'Acte constitutif de l'Union africaine (2000);
- La Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (2003);
- La Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance (2007);
- La Charte africaine du service public et de l'administration (2011);
- La Déclaration du NEPAD sur la démocratie, la gouvernance politique, économique et d'entreprise (2002);
- Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique.

Consciente qu'il est nécessaire de repenser le rôle de l'État dans la diversification économique et la transformation structurelle des économies africaines,

Notant les cinq conditions essentielles à l'édification d'un État développementiste, que sont une direction avisée, le professionnalisme administratif, un secteur privé dynamique, la participation de la société civile et des politiques transformatrices s'appuyant sur une large participation du public,

Inspirée par le succès des États développementistes dans d'autres régions, tant au regard de leurs aspirations et performances économiques que de leur réaffirmation du rôle légitime qui revient à l'État dans la gestion efficace du développement,

Notant les menaces à la croissance et au développement posées par les catastrophes naturelles et celles causées par l'homme;

1. Exhorte les gouvernements africains à promouvoir un État développementiste capable:
 - i) de transformer son système politique en un système de développement;
 - ii) de restructurer l'économie pour assurer une diversification durable de la base de production et d'exportation;

- iii) de restructurer les mesures administratives incitatives en renonçant à la recherche de rente pour s'orienter vers une allocation de ressources facilitatrice et favorable à la croissance et aux pauvres;
 - iv) de promouvoir la démocratie, la participation politique et la transparence pour éclairer la nouvelle voie développementiste suivie par l'État.
 - v) de s'engager à continuer de mettre en place un environnement favorable aux affaires.
2. Appelle les gouvernements africains à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies et politiques sociales et économiques visant à répondre à des préoccupations sociales telles que la pauvreté généralisée et le chômage massif des jeunes, ainsi qu'à intégrer systématiquement la question de l'égalité homme-femme dans le processus de gestion du développement et de la transformation économique; et s'occuper des besoins des groupes vulnérables tels que les réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les enfants;
 3. Appelle les pays africains à renforcer la gestion des finances publiques, la transparence et l'obligation de rendre compte, la mise en place d'institutions, des réformes équilibrées, des initiatives de renforcement des capacités et l'autonomie dans les choix des réformes, en matière fiscale et budgétaire en tant que conditions préalables à l'édification d'un État développementiste;
 4. Demande aux gouvernements africains d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures en employant plus efficacement les ressources publiques, en améliorant les politiques fiscales, en renforçant l'administration fiscale, en accroissant la responsabilisation, en combattant l'évasion et la fraude fiscales et en les réduisant au minimum grâce à une réforme des conditions contractuelles défavorables dans les industries extractives;
 5. Appelle les pays africains à adopter des mesures pour assurer la continuité des politiques développementistes en vue de prévenir les remises en cause résultant d'un changement de gouvernement;
 6. Exhorte la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et les communautés économiques régionales à entreprendre davantage de travaux de recherche et à créer un corps de connaissances sur le rôle de l'État, du secteur privé, de la société civile et des autres parties prenantes dans la transformation économique;
 7. Invite les pays africains à adopter des stratégies de développement et des politiques industrielles fondées sur la planification stratégique pour une transformation structurelle, une croissance diversifiée et un développement durable;
 8. Demande à la Commission économique pour l'Afrique et à l'Institut africain de développement économique et de planification de fournir un appui technique au

- renforcement des capacités des États membres en matière d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de leurs politiques, ainsi que de leurs plans et stratégies de développement;
9. Encourage les pays africains à renforcer les institutions chargées de la planification du développement à long terme et de l'élaboration des stratégies;
 10. Demande à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique et aux commissions économiques régionales d'aider à la mise en place des capacités nécessaires à l'édification d'un État développementiste en Afrique.
 11. Exhorte les pays africains à renforcer les institutions chargées de l'atténuation des effets des catastrophes, de la préparation aux catastrophes, des interventions en cas de catastrophes et de la reprise des activités après un sinistre.

880 (XLIV) Les Objectifs du Millénaire pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant les décisions par lesquelles la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a demandé à la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement, de lui soumettre des rapports de situation annuels assortis de statistiques pertinentes sur les progrès accomplis par l'Afrique dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD),

Rappelant en outre la résolution 64/184 de l'Assemblée générale des Nations Unies par laquelle l'Assemblée a invité les commissions régionales des Nations Unies, à tenir au cours du premier semestre de 2010 des consultations régionales pour contribuer aux préparatifs de la Réunion plénière de haut niveau de septembre 2010 et, d'envisager des initiatives en appui à cette réunion et à ses préparatifs,

Considérant les progrès faits par le continent dans la réalisation des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement,

Consciente des défis qui restent à relever pour réaliser tous les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015,

Se félicitant des efforts que déploient la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement pour doter les pays africains d'une stratégie continentale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement permettant de coordonner, de normaliser et d'harmoniser les activités statistiques et de créer des bases de données harmonisées aux niveaux infranational, national et continental dans le cadre de la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique,

1. Prend note du projet de rapport sur les OMD [E/ECA/COE/30/9-AU/CAMEF/EXP/9/(VI)] et recommande à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'adopter en juillet 2011;
2. Invite les pays africains à intégrer les OMD dans leurs stratégies et plans nationaux de développement, à mettre en œuvre les cadres pour accélérer la réalisation des OMD, à instaurer un mécanisme de suivi et d'évaluation et à partager les rapports annuels sur les OMD avec les organes législatifs, la société civile et le secteur privé;
3. Exhorte les pays africains à utiliser le cadre d'accélération pour une mise en œuvre rapide des OMD;
4. Exhorte les pays africains à renforcer leurs systèmes et institutions statistiques en vue de produire des statistiques fiables et actualisées pour le suivi des OMD en Afrique;
5. Appelle les organes législatifs nationaux, sous-régionaux et régionaux et les organisations de la société civile à s'appuyer sur les résultats des évaluations des OMD pour soutenir les efforts faits par les gouvernements en vue d'accélérer la réalisation de ces objectifs; et intensifier les actions pour la réalisation des Objectifs du Millénaire du développement pour lesquels l'Afrique n'obtient pas de bons résultats;
6. Demande à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique et à la Banque africaine de développement d'élaborer et de mettre en œuvre un programme spécial de soutien aux pays africains où les progrès vers la réalisation des OMD sont les plus lents;
7. Demande en outre à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique et à la Banque africaine de développement de soutenir les efforts des pays africains en vue de promouvoir le dialogue entre les gouvernements et les principales parties prenantes tendant à favoriser le développement social et humain par des politiques et programmes de protection sociale;
8. Appelle les pays africains à mettre en place des mécanismes propres à mobiliser des ressources intérieures pour financer les programmes et initiatives en faveur de la réalisation des OMD;
9. Lance un appel aux partenaires de développement afin qu'ils tiennent leurs engagements et fournissent le financement du développement en temps voulu et de manière durable.

881 (XLIV) Renforcer l'appui de l'ONU en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et du Programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1998/46 du Conseil économique et social relative à la tenue de réunions interorganisations régulières dans chaque région en vue d'améliorer la coordination entre les organisations du système des Nations Unies,

Rappelant également la résolution 57/7 du 4 novembre 2002, demandant aux organisations du système des Nations Unies de coordonner leurs activités à l'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour assurer un maximum de résultats et d'aligner leurs activités en Afrique sur les priorités du NEPAD,

Rappelant en outre la Déclaration sur le « renforcement de la coopération ONU-UA: Cadre pour le Programme décennal de renforcement des capacités de l'UA, cosigné en novembre 2006 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Commission de l'Union africaine,

Consciente des défis qui restent à relever et des efforts visant à coordonner l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et à son Programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique,

Saluant les réalisations du secrétariat du Mécanisme de coordination régionale en Afrique, assuré conjointement par la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que le rôle accru qu'assume la Commission de l'Union africaine dans la direction dudit mécanisme et son appropriation,

Se félicitant des efforts déployés actuellement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) pour consolider le programme d'intégration sous-régionale de l'Afrique par les soins de ses cinq bureaux sous-régionaux, qui ont permis de renforcer et de rendre plus efficaces les relations avec les communautés économiques régionales et les États membres grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes pluriannuels d'aide aux communautés économiques régionales,

Notant en s'en félicitant les efforts faits par la CEA pour renforcer la cohérence et la coordination de l'appui apporté aux communautés économiques régionales par les Nations Unies grâce à l'établissement des mécanismes de coordination sous-régionale,

1. Demande à la Commission économique pour l'Afrique et à la Commission de l'Union africaine de veiller à ce que l'appui apporté par les Nations Unies et d'autres partenaires au Programme décennal de renforcement des capacités, soit mis en œuvre dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale et des mécanismes de coordination sous-régionale;

2. Demande aux organismes des Nations Unies, à la Commission économique pour l'Afrique et à la Banque africaine de développement de mettre au point, sans tarder, un programme de travail complet pour le Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et de mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre;
3. Demande aux organismes des Nations Unies et à l'Union africaine de renforcer davantage le secrétariat du Mécanisme de coordination régionale en Afrique, compte tenu de son mandat élargi;
4. Appelle à davantage d'appui en faveur des bureaux sous-régionaux afin d'accélérer le processus d'intégration régionale et d'aider les États membres et les communautés économiques régionales à mieux faire face aux défis nouveaux liés au développement.

882 (XLIV) Mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et de la stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant l'importance de l'information statistique pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des programmes et politiques de développement, ainsi que pour l'intégration économique et politique de l'Afrique,

Notant les progrès accomplis par les institutions panafricaines (Banque africaine de développement, Commission de l'Union africaine et Commission économique pour l'Afrique) dans l'élaboration de stratégies visant à appuyer le programme d'intégration régionale de l'Afrique ainsi que les activités en cours destinées à établir des liens entre les initiatives et programmes statistiques en cours et la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique,

Se félicitant de l'adoption de la Stratégie d'harmonisation des statistiques par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement, stratégie qui sert de cadre pour la coordination du développement de statistiques harmonisées sur le continent,

Reconnaissant la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des activités actuelles et futures relatives à la Charte africaine de la statistique et à la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique,

Signature et ratification de la Charte africaine de la statistique

1. Invite tous les États membres de l'Union africaine qui ne l'ont pas encore fait, à signer et à ratifier la Charte et de ne ménager aucun effort pour le faire dans un délai d'un an afin qu'elle puisse entrer en vigueur;
2. Prie les États membres, les communautés économiques régionales, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et les autres membres du système statistique africain de mettre en œuvre le

Mécanisme d'évaluation intra-africaine des systèmes statistiques nationaux et de veiller à ce que tous les pays soient couverts dans un délai de cinq ans;

Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique

3. Prie les États membres, les communautés économiques régionales, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la mise en œuvre de toutes les initiatives énoncées dans la Stratégie et d'élaborer plus avant d'autres stratégies dans de nouveaux domaines tels que les statistiques ventilées par sexe;
4. Invite les partenaires de développement à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique;

Stratégie africaine pour la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008

5. Demande que le Groupe africain sur la comptabilité nationale soit transformé en un groupe de travail permanent sur la comptabilité nationale, dans le même esprit que le Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale;
6. Demande que le Système de comptabilité nationale de 2008 soit retenu comme thème pour la Journée africaine de la statistique de 2011;

Plan d'action sur les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil en Afrique

7. Prend note des progrès accomplis pour améliorer l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Afrique et appuyer ce processus en tant que pilier important de la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique;
8. Prie la Commission de l'Union africaine d'institutionnaliser la Conférence des ministres africains chargés de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en tant que structure régionale permanente qui se réunirait deux fois par an pour examiner et évaluer les politiques et questions relatives à l'enregistrement des faits d'état civil et aux statistiques de l'état civil en Afrique;

Programme de formation statistique pour l'Afrique

9. Demande à tous les pays de renforcer les programmes de formation statistique dans leur stratégie nationale de développement de la statistique;
10. Exhorte à tous les pays à appuyer le Programme de formation statistique pour l'Afrique et la Stratégie africaine visant à améliorer les statistiques agricoles et rurales;

Système d'information sur le marché du travail en Afrique

11. Engage la Commission de l'Union africaine à poursuivre la mise en œuvre du projet concernant l'harmonisation et la coordination des systèmes d'information sur le marché du travail;
12. Demande aux États membres d'allouer suffisamment de ressources pour l'établissement d'un système d'information viable sur le marché du travail, afin de compléter les ressources qui seront mobilisées auprès des partenaires de développement;

Mise en place de la base de données AfricaInfo

13. Demande à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique, à la Banque africaine de développement et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance d'intensifier leur collaboration pour lancer l'initiative AfricaInfo, afin d'affirmer son caractère continental et de mettre au point son plan de mise en œuvre;

Sixième symposium africain sur le développement de la statistique

14. Demande aux pays africains d'effectuer leur recensement de la population et des logements d'ici à 2014;
15. Invite les pays à établir des liens étroits entre les services d'enregistrement des faits d'état civil et les bureaux nationaux de statistique en vue de mettre à profit les informations sur l'état civil et améliorer ainsi les statistiques sociales et démographiques;
16. Demande aux pays d'apporter leur contribution en vue d'assurer le succès de la série de colloques sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil.

883 (XLIV) Mécanisme africain de mutualisation des risques: Un fonds panafricain de garantie contre les risques de catastrophes

La Conférence des ministres,

Consciente du fait que les populations en proie à l'insécurité alimentaire ainsi que les économies nationales sont vulnérables aux chocs météorologiques - dont les effets peuvent être aggravés par les changements climatiques,

Rappelant la résolution pour la création du Fonds arabo-africain de lutte contre les catastrophes [Assembly/Africa Arab/Res.2(II)] adoptée lors du deuxième Sommet arabo-africain de Syrte en Jamahiriya arabe libyenne le 10 octobre 2010 pour la création d'un fonds de lutte contre les catastrophes, dont les statuts, les objectifs et les modalités devront être définis par la Commission de l'Union africaine et la Ligue des États arabes.

Consciente également du fait que le système actuel de financement au coup par coup et imprévisible des interventions en cas de catastrophe a pour effet d'épuiser des réserves vitales, de détourner en temps de crise les ressources publiques des investissements prévus, de ralentir la croissance économique et de faire reculer de façon significative le développement,

Notant que dans la résolution adoptée à la troisième réunion annuelle commune de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA tenue à Lilongwe (Malawi) en mars 2010 (EX. CL/596(XVII)), les ministres ont décidé d'appuyer « les efforts déployés pour renforcer les capacités nationales et régionales d'atténuation de l'exposition aux risques de catastrophes naturelles à travers l'institutionnalisation d'instruments financiers et autres efficaces, tels que la constitution de réserves stratégiques de céréales, la création de fonds d'urgence budgétisés et le partage des risques entre sous-régions »,

1. Accueille avec satisfaction la proposition de la Commission de l'Union africaine de travailler à la mise en place d'un fonds panafricain de garantie contre les risques de catastrophes, mécanisme africain de mutualisation des risques qui fournirait des fonds d'urgence aux États membres de l'Union africaine participants en cas de phénomènes météorologiques extrêmes, et félicite la Commission d'avoir pris l'initiative d'étudier la faisabilité et la conception d'un tel mécanisme qui viendrait compléter les structures et initiatives existantes sans faire double emploi;
2. Appuie la proposition de tenir une consultation avec les États membres de l'Union africaine en Afrique du Sud au début de mai 2011 pour présenter et examiner les conclusions - consultation dont les résultats seront intégrés dans le rapport que la Commission présentera au Conseil exécutif au Sommet de l'Union africaine prévu à Malabo (Guinée équatoriale) en juin 2011;
3. Invite les États membres de l'Union africaine à appuyer les efforts de la Commission en contribuant à la phase de conception du mécanisme africain de mutualisation des risques;
4. Approuve ce processus interactif et s'engage à fournir un appui pour les discussions aux niveaux national et régional mentionnées ci-dessus.

884 (XLIV) Changement climatique et développement durable en Afrique

La Conférence des ministres,

Notant que les changements climatiques ont des effets de grande portée sur la croissance, le développement humain, social et économique, la viabilité de l'environnement et la paix et la sécurité en Afrique ainsi que sur le développement durable en général, et que les effets négatifs se font particulièrement sentir sur les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement ainsi que sur les pauvres, en particulier les femmes et les enfants,

Reconnaissant que les changements climatiques peuvent gravement saper les progrès accomplis en vue du développement durable, y compris les cibles fixées dans les Objectifs du Millénaire pour le développement ou bien offrir la possibilité de s'engager sur la voie d'un développement durable et notamment de passer à une économie verte, et qu'il sera crucial de faire les bons choix politiques pour éviter les impacts de ces changements ou les atténuer,

Appréciant la façon dont le septième Forum pour le développement de l'Afrique tenu en octobre 2010 sur le thème « Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique » a contribué à mobiliser l'appui de nombreuses parties prenantes à un haut niveau pour lutter contre le problème des changements climatiques en Afrique,

Se félicitant du lancement au Septième Forum pour le développement de l'Afrique du Programme « Climat pour le développement en Afrique » par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement ainsi que des progrès réalisés dans la mise en œuvre effective de ce programme,

Consciente des incidences importantes qu'auront pour l'Afrique les résultats de la septième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui aura lieu à Durban, Afrique du Sud vers la fin de 2011, en particulier la conclusion d'un accord sur la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto,

Rappelant la décision de l'Assemblée générale de tenir la Conférence des Nations Unies sur le développement durable au Brésil en 2012 (Rio+20), et *notant* ses objectifs à savoir assurer un engagement politique renouvelé pour le développement durable, évaluer les progrès réalisés jusqu'ici et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des conclusions des principaux sommets sur le développement durable et faire face aux défis nouveaux et émergents,

Se félicitant de l'établissement d'un processus préparatoire régional associant la CEA, la CUA, la BAD, les CER, le PNUE, le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies dans le but de soutenir convenablement les pays africains dans leurs préparatifs collectifs pour la Conférence,

1. S'engage à intégrer effectivement les préoccupations relatives aux changements climatiques dans les politiques, stratégies et programmes de développement en Afrique et à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets qui mettent à profit les possibilités de transfert de technologie ainsi que les options de financement actuelles et futures au titre des changements climatiques telles que le Mécanisme de réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement-Plus et le mécanisme pour un développement propre;
2. Demande aux partenaires de développement de l'Afrique de renforcer leur appui au programme de la Grande Muraille Verte, à ClimDev-Afrique et à ses trois organes de mise en œuvre, à savoir le Centre africain de politique climatique et le Groupe spécial sur les changements climatiques et la désertification, et remercie dans ce contexte les

gouvernements de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Suède de leur appui généreux à ce programme;

3. Prie les États membres d'établir des mécanismes économiques, réglementaires et législatifs pour leur permettre de passer à des voies de développement par l'économie verte et de s'engager dans le processus préparatoire de la Conférence Rio+20 afin de participer efficacement à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012;
4. Engage la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement à continuer d'œuvrer énergiquement pour que le programme ClimDev-Afrique profite aux pays africains et aux communautés économiques régionales et renforce les capacités de l'Afrique de faire face à ses problèmes de développement découlant des changements climatiques;
5. Demande en outre à la Commission de l'Union africaine, à la Commission économique pour l'Afrique, à la Banque africaine de développement et au Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'à d'autres partenaires de continuer d'aider les négociateurs et les décideurs africains chargés de la question des changements climatiques de sorte que l'Afrique continue de participer efficacement aux négociations internationales sur les changements climatiques;
6. Encourage la Commission économique pour l'Afrique et le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement à approfondir leur coopération, notamment en assurant la mise en application effective du mémorandum d'accord que les deux institutions ont signé lors du septième Forum pour le développement de l'Afrique en octobre 2010.

885 (XLIV) Financement de la santé en Afrique

La Conférence des ministres,

Ayant à l'esprit la Déclaration du Millénaire de 2000 et la Déclaration d'Abuja sur le financement de la santé en Afrique adoptée par le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine,

Rappelant la Déclaration de 2010 du Sommet des chefs d'État de l'Union africaine sur la santé maternelle, néonatale et infantile et le développement en Afrique, qui réaffirmait l'engagement d'assurer un financement durable en augmentant l'enveloppe globale des ressources consacrées à la santé,

Se félicitant des conclusions de l'Examen décennal des progrès de la mise en œuvre de la Déclaration d'Abuja sur le financement de la santé en Afrique et de la réalisation des cibles relatives à la santé intégrées aux Objectifs du Millénaire pour le développement,

Ayant à l'esprit les défis qui restent à relever dans le cadre des efforts consentis pour répondre aux problèmes de santé des plus vulnérables, y compris les enfants et les jeunes, et atteindre tous les Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux dans le cadre desquels le moins de progrès a été enregistré, notamment la santé maternelle,

Reconnaissant qu'il est indispensable d'investir dans la santé pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, comme l'ont admis les chefs d'État africains dans la Déclaration sur la santé, base du développement,

Notant qu'une approche fondée sur l'équité et des investissements dans les éléments déterminants sociaux de la santé contribuent à de meilleurs résultats sur le plan de la santé,

Prenant acte des progrès accomplis par les États membres dans l'amélioration du financement de la santé depuis l'adoption de la Déclaration d'Abuja et *reconnaissant* la nécessité de continuer à augmenter les ressources destinées à la santé,

Se félicitant des efforts déployés pour trouver des solutions aux défis posés par le financement de la santé,

1. Appelle les États membres à augmenter les investissements dans la santé, y compris à en améliorer l'efficacité et l'utilité, par une planification et une budgétisation intégrées fondées sur des faits, la mutualisation des risques et le financement en fonction des résultats obtenus;
2. Invite les États membres, les institutions régionales et les partenaires de développement à mobiliser des ressources supplémentaires au moyen de mécanismes novateurs, notamment l'allégement de la dette, des partenariats public-privé et l'imposition (des produits dangereux par exemple);
3. Exhorte les institutions régionales et les partenaires de développement à améliorer la coordination et l'harmonisation du soutien apporté aux priorités nationales en matière de santé de manière à assurer une meilleure santé aux populations africaines, en particulier aux groupes les plus vulnérables;
4. Invite les États membres à améliorer les mécanismes de gouvernance et de responsabilisation dans la gestion des ressources consacrées à la santé;
5. Demande aux États membres de développer le secteur de la médecine traditionnelle en tant que stratégie complémentaire et viable de limitation des coûts et de combler l'écart entre l'accès et les besoins en matière de santé;
6. Exhorte les États membres ayant des ressources humaines excédentaires dans le secteur de la santé à en déployer certaines vers les pays qui sortent de conflit et de catastrophes, sur la base d'accords bilatéraux;

7. Encourage les ministres des finances et de la santé à établir des partenariats afin de mettre en œuvre des stratégies qui instaurent des liens avec d'autres secteurs pour réaliser des synergies intersectorielles;
8. Demande aux États membres de s'employer à se conformer d'ici 2015 à la Déclaration d'Abuja sur le financement de la santé en Afrique, adoptée par le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine;
9. Exhorte les États membres, avec l'appui des partenaires de développement à partager les meilleures pratiques et connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud;
10. Demande aux partenaires de développement d'honorer leurs engagements financiers et de programmer leurs ressources en temps opportun pour appuyer les processus et budgets nationaux;
11. Encourage à s'engager à établir des partenariats avec les ministères de la santé et d'autres parties prenantes compétentes, afin d'aboutir à de meilleurs résultats en matière de santé.

886 (XLIV) Flux financiers illicites

La Conférence des ministres,

Reconnaissant l'importance de la coopération aux niveaux national, régional et international dans la lutte contre les flux financiers illicites,

Soulignant la nécessité accrue de systèmes de gouvernance transparents et responsables en tant que pratiques optimales dans la lutte contre les flux financiers illicites,

Se rendant compte que l'adoption de lois appropriées, une surveillance efficace, la responsabilisation et un contrôle financier dans des conditions de transparence sont autant de mesures importantes que les gouvernements des pays africains devraient prendre pour réduire et finalement éliminer les flux financiers illicites,

1. Adopte, pour lutter contre les flux financiers illicites, les mesures suivantes tendant à:
 - a) Déterminer la nature des flux financiers illicites et les types de tels flux;
 - b) Déterminer le niveau des flux financiers illicites;
 - c) Évaluer les incidences complexes et à long terme des flux financiers illicites sur le développement;
 - d) Sensibiliser les gouvernements et les citoyens africains, ainsi que les partenaires internationaux de développement, à l'ampleur et aux effets nuisibles des flux financiers illicites sur le

développement, et mobiliser aussi la volonté politique pour soutenir la mise en place des règles et règlements nécessaires pour lutter contre les flux financiers illicites;

e) Renforcer la collaboration et la coopération entre les États membres de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les partenaires internationaux pour essayer de réduire les flux financiers illicites;

f) S'attaquer aux flux financiers illicites quittant l'Afrique en créant une institution ou un organisme spécifique, tel qu'un groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites et lui donner les moyens de traiter avec efficacité du problème,

2. Encourage les États membres à intégrer les mesures définies ci-dessus dans leurs cadres et instruments politiques, juridiques et réglementaires.
3. Demande à la Commission de l'Union africaine et à la Commission économique pour l'Afrique de jouer sans réserve un rôle de soutien dans la mise en œuvre des mesures définies ci-dessus.

887 (XLIV) Renforcement de la science et de la technologie au service du développement en Afrique

La Conférence des Ministres,

Rappelant sa résolution 856 (XLI), du 2 avril 2008, sur le renforcement de la recherche-développement et de l'innovation au service du développement socioéconomique de l'Afrique,

Considérant la Déclaration d'Addis-Abeba sur la science et la technologie et la recherche scientifique pour le développement en Afrique telle qu'elle est consacrée dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et son Plan d'action consolidé sur la science et la technologie adopté en 2006 par la Conférence des ministres africains chargés de la science et de la technologie de l'Union africaine, dans la décision EC/CL/Dec.254 VIII,

Prenant acte avec satisfaction des résultats importants obtenus et des initiatives majeures lancées suite aux première et deuxième Conférences sur le partenariat scientifique avec l'Afrique, tenues respectivement en mars 2008 et en juin 2010, et organisées par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine et leurs partenaires,

Reconnaissant les initiatives clefs prises depuis la deuxième Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique sur le thème « Science, innovation et entrepreneuriat », qui ont débouché sur:

a) la création du Fonds de dotation pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique, destiné à aider les scientifiques, les innovateurs et les inventeurs à commercialiser le fruit de leurs travaux de recherche et inventions;

b) l'instauration du Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques, qui soutient l'innovation dans l'industrie pharmaceutique africaine qui en est encore à ses tout débuts et encourage l'innovation dans la découverte et la fabrication de médicaments;

c) le lancement du projet African Science to Business Challenge qui vise à promouvoir la commercialisation des résultats obtenus par les chercheurs, en particulier les jeunes scientifiques africains,

d) le lancement du Réseau africain de développement et de transfert de technologies en tant que plate-forme destinée à stimuler le développement d'entreprises innovantes en Afrique,

e) la mise en place du Cadre africain pour l'innovation destiné à guider les pays dans la mise au point de systèmes d'innovation nationaux.

Soucieuse du rôle critique que la science, la technologie et l'innovation peuvent jouer dans l'accélération du développement et de la transformation économiques de l'Afrique, et la promotion d'une intégration régionale renforcée, tout en répondant aux besoins pressants et aux défis de développement du continent,

Prenant acte avec satisfaction de la direction prise par la Commission économique pour l'Afrique dans le lancement d'initiatives capitales pour contribuer à relier la science, la technologie et l'innovation au développement industriel et commercial,

1. Félicite la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine pour leur rôle moteur dans la continuité de la Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique, laquelle est devenue la principale tribune d'interaction entre scientifiques, décideurs politiques et secteur privé;
2. Demande à la Commission économique pour l'Afrique et à la Commission de l'Union africaine de continuer à soutenir la mise en œuvre effective de ces initiatives pilotes;
3. Invite les gouvernements africains et le secteur privé à appuyer les initiatives pan-africaines susmentionnées et à contribuer au Fonds de dotation pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique, pour soutenir les innovateurs et les inventeurs africains, les femmes innovatrices en particulier;
4. Lance un appel aux pays africains pour qu'ils renforcent leur régime de la propriété intellectuelle afin d'exploiter l'innovation au service des applications de la science et de la technologie, y compris la protection du savoir et des ressources biologiques autochtones nationaux, qui doivent faire l'objet de brevets en tant que sources de nature à créer des richesses,

5. Prie instamment les partenaires de développement de fournir le soutien nécessaire pour que les conclusions de la Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique puissent continuer d'être mises en œuvre.

888 (XLIV) Projet de programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 2012-2013

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 41/213 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1986 et ses résolutions ultérieures pertinentes sur la planification du programme,

Rappelant en outre la résolution 844 (XXXIX) du 15 mai 2006 de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique sur le repositionnement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle réponde mieux aux priorités de l'Afrique,

Rappelant également la résolution 873 (XLIII) du 30 mars 2010 de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, par laquelle la Conférence a entériné le projet de cadre stratégique/plan-programme biennal pour la période 2012-2013,

Prenant acte avec satisfaction des efforts poursuivis par la Commission économique pour l'Afrique pour consolider les avantages tirés de son repositionnement en développant son action pour gagner en efficacité et en impact dans l'exécution du programme,

Exprimant sa satisfaction aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement qui ont renforcé leur partenariat et leur collaboration en vue d'une synergie et d'un impact accrus et afin d'éviter le chevauchement de leurs activités,

Se félicitant du recours systématique à une conception de la gestion axée sur les résultats dans la mise au point et dans l'exécution du programme,

Ayant examiné le projet de programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 2012-2013 figurant sous la cote E/ECA/COE/30/18,

1. Approuve le projet de programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 2012-2013;
2. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de veiller à ce que les ressources voulues soient fournies en vue de l'exécution effective du projet de programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 2012-2013;
3. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de poursuivre ses efforts pour veiller à ce que l'Afrique conserve un rang de priorité des plus élevés

dans le programme de développement des Nations Unies afin de permettre aux pays africains d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et de relever d'autres défis de développement;

4. Lance un appel en faveur d'un recours accru à une conception de la gestion axée sur les résultats pour gagner en responsabilisation et en impact dans l'exécution du programme.

B. Déclaration ministérielle

1. Nous, ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, réunis à Addis-Abeba (Éthiopie), les 28 et 29 mars 2011 à l'occasion de la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine (UA) et des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA),

2. Nous saluons la présence et la participation active des ministres de la santé ainsi que des ministres de l'environnement à nos travaux.

3. Nous avons débattu du thème de la gouvernance en matière de développement en Afrique. Le thème est à la fois indiqué et pertinent, au vu en particulier des efforts que déploient nos pays pour promouvoir la transformation économique structurelle, renforcer nos actions en faveur de l'intégration, et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'autres objectifs de développement social.

4. Nous notons que la reprise de la croissance en Afrique au lendemain de la crise mondiale a été rapide et forte, comparée à ce qui s'est passé lors des crises précédentes, grâce notamment aux réformes structurelles mises en place depuis des années avant la crise, à l'application de trains de mesures de relance et aux politiques fiscales et monétaires anticycliques ainsi qu'aux mesures macroéconomiques rationnelles adoptées par de nombreux pays africains. Toutefois, nous sommes préoccupés par le fait que, comme lors des années précédentes, le taux de croissance moyen de l'Afrique qui demeure fortement dépendant de la production et de l'exportation de produits primaires, reste volatile, faible par rapport à son potentiel, et insuffisant pour assurer une création robuste d'emplois et permettre de réduire considérablement la pauvreté.

5. Nous notons, alors qu'il ne reste plus que quatre ans d'ici la date butoir pour la réalisation des OMD, que de nombreux pays africains n'atteindront pas, au rythme des progrès enregistrés actuellement, la plupart des objectifs visés. Tout en reconnaissant que des progrès ont été accomplis en matière d'éducation, d'autonomisation des femmes, de lutte contre le VIH/sida, et de viabilité de la dette, nous constatons que les objectifs relatifs à la réduction de la pauvreté, à la santé et à la viabilité de l'environnement demeurent des domaines de préoccupation. Nous notons que la croissance économique nous offre de nouvelles possibilités d'intensifier nos efforts de développement, d'accélérer le progrès vers la réalisation des OMD, de poursuivre des politiques centrées sur les populations en vue du développement durable, d'élargir la protection sociale et d'étudier des mécanismes de financement novateurs.

Gouvernance en matière de développement en Afrique - le rôle de l'État dans la transformation économique

6. Nous notons qu'après une stagnation pendant les deux dernières décennies, l'Afrique a maintenu, depuis le début du XXI^e siècle, des taux de croissance relativement élevés, de plus de 5% par an en moyenne. Cette amélioration des résultats a été largement partagée dans les pays africains, mais elle ne s'est traduite ni par une création significative d'emplois, ni par une répartition suffisamment équitable des avantages de la croissance. La persistance de la dépendance à l'égard des produits primaires et la transformation économique limitée ne sont pas les conséquences d'un manque d'efforts de la part des gouvernements. Toutefois, les expériences précédentes avec d'autres approches de développement impulsées par les gouvernements ou axées sur le marché n'ont, jusqu'à présent, pas permis de remédier à ces problèmes structurels.

7. Nous sommes conscients que les mécanismes du marché ne suffisent pas à eux seuls à assurer une transformation économique rapide et que les gouvernements ont un rôle central à jouer pour aider à résoudre les problèmes des défaillances du marché liés à l'information, à la coordination et aux externalités.

8. Nous soulignons qu'il est nécessaire de repenser le rôle de l'État dans la transformation et le développement économiques de l'Afrique et appelons à édifier des États africains développementistes, qui utilisent le marché comme instrument pour gérer le développement et promouvoir la transformation structurelle, dans un cadre de développement national démocratique, inclusif et global. Nous reconnaissons que le rôle joué par l'État dans la gestion du développement et dans la réalisation de la transformation économique en Afrique suppose la planification, l'élaboration et la mise en œuvre de plans et politiques de développement appropriés.

9. Nous reconnaissons qu'un État développementiste doit avoir la volonté politique et la capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de développement économique et social expansionnistes, transformatrices et distributrices, et résultant de délibérations publiques démocratiquement organisées et non manipulées par des élites technocratiques et sociopolitiques.

10. Nous reconnaissons également que ces efforts doivent consister à définir un État développementiste efficace dans le contexte africain et doivent reposer sur les réalités politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales spécifiques à chaque pays. Ils devraient également prendre en considération le bilan du rôle joué par l'État ainsi que les meilleures pratiques et enseignements tirés des expériences en Afrique et dans d'autres régions en ce qui concerne les défis que pose l'édification d'un État développementiste compétent et dynamique.

11. Nous notons que l'État développementiste a un rôle crucial à jouer pour mettre à profit l'intégration régionale en vue de promouvoir le développement économique et social. Nous soulignons la nécessité pour les États développementistes africains de mettre en place de solides institutions d'intégration régionale et continentale dotées des mécanismes appropriés pour coordonner, mettre en

œuvre et suivre les politiques et programmes d'intégration et veiller à ce que les États membres se conforment aux objectifs et programmes communs convenus.

12. Conscients du rôle important qu'une direction efficace et engagée joue dans une vision de l'avenir renouvelée et un programme de gouvernance démocratique du développement, **nous nous engageons à**:

a) **Jouer un rôle direct et actif** dans les efforts déployés actuellement pour renforcer les capacités locales, nationales, sous-régionales et régionales pour la conception, la planification du développement, la gestion économique et la coordination des politiques, et les études de prospective à long terme connexes dans le but de développer la base productive de nos économies, renforcer la politique industrielle et réaliser le développement durable;

b) **Promouvoir des processus de politique publique** qui garantissent la participation active et l'inclusion des citoyens dans le développement local, national, sous-régional et régional;

c) **Intensifier la mobilisation en cours d'un soutien additionnel auprès des États membres africains, des organismes des Nations Unies et des partenaires internationaux de développement**, afin de consolider le rôle de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), suite à son repositionnement, dans le renforcement et le renouvellement des capacités de gestion économique et de planification du développement en Afrique. Nous prenons acte avec satisfaction du soutien accru accordé à l'IDEP par les États membres et les partenaires de développement et demandons à l'Organisation des Nations Unies de revoir à la hausse sa subvention annuelle à l'Institut;

d) **Soutenir les efforts en cours visant à harmoniser l'information statistique et en améliorer la qualité**: Nous demandons à la Banque africaine de développement (BAD), à la Commission de l'Union africaine (CUA) et à la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre les efforts qu'elles déploient actuellement pour mettre au point des stratégies et des programmes au titre de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique. Nous saluons les pays qui ont signé et ratifié la Charte africaine de la statistique et demandons aux pays qui ne l'ont pas encore fait, de ne ménager aucun effort pour le faire dans le délai d'un an. Nous demandons aux partenaires d'offrir un soutien technique et financier aux pays afin de les aider à mettre en œuvre diverses stratégies;

e) **Mobiliser des ressources financières** pour répondre aux énormes besoins d'investissement de l'Afrique, en particulier grâce à l'épargne intérieure et aux fonds de pension, aux dispositifs d'assurance des dépôts et à des mécanismes générateurs de financement innovants ainsi qu'au renforcement des institutions financières et des services bancaires et financiers dans les zones urbaines comme rurales. L'imposition constituant la principale ressource financière intérieure, nous nous engageons à élargir l'assiette fiscale en mettant en place des programmes permettant de fiscaliser le secteur informel par des mesures visant à promouvoir l'imposition indirecte. Nous nous emploierons à réduire autant que possible les blocages au sein de l'administration fiscale et à favoriser l'épargne intérieure;

f) **Identifier des sources alternatives de financement pour l'Union africaine:** Nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'assurer un financement suffisant et durable pour les activités et programmes de l'Union africaine et notons le travail entrepris jusqu'ici par la Commission de l'Union africaine afin d'identifier des sources alternatives de financement. Nous encourageons la Commission de l'Union africaine à mettre en place le Panel de haut niveau sur les sources alternatives de financement pour l'Union africaine conformément à la décision EX.CL/DEC 643(XVIII) du Conseil exécutif de janvier/février 2011;

g) **Établir le Fonds monétaire africain:** Nous prenons note des travaux actuellement menés en vue d'établir un Fonds monétaire africain (FMA). Il reste cependant, à achever le travail de fond en ce qui concerne le mandat du FMA, les questions relatives à sa gouvernance et les aspects opérationnels. À cet égard, nous demandons à la Commission de l'Union africaine de consulter les États membres pour poursuivre le travail entrepris et faire finaliser les statuts du FMA et ses annexes par un groupe d'experts. Nous nous attendons à ce que ce travail soit achevé avant la fin de l'année;

h) **Plaider la cause des pays africains les moins avancés (PMA):** Nous soulignons en particulier la nécessité de mobiliser des ressources en faveur de leur développement et la mise en place d'institutions à même de les aider à surmonter les contraintes de développement particulières auxquelles ils font face;

i) **Renforcer l'intégration régionale:** Nous saluons les résultats obtenus à ce jour par les communautés économiques régionales (CER) et continuerons d'inclure des dispositions relatives à l'intégration régionale dans nos cadres de planification nationaux et de poursuivre plus efficacement la mise en œuvre des programmes et activités d'intégration;

j) **Lutter contre les flux financiers illicites** quittant l'Afrique en examinant l'ampleur des flux financiers illicites à destination de l'Afrique ou quittant le continent et leur impact sur le développement. Nous demandons aux pays de destination de ces flux de prendre des mesures efficaces de surveillance et de réglementation pour remédier à ce problème, en appliquant efficacement et promptement la résolution adoptée à la présente réunion à cet effet;

k) **Lutter contre l'impact des changements climatiques:** Nous contribuerons à l'initiative visant à assurer la transition à une économie verte en Afrique, notamment en soutenant les transformations systémiques et institutionnelles nécessaires pour veiller à ce que les économies vertes contribuent à la réalisation des objectifs du développement durable et de la réduction de la pauvreté, en améliorant en particulier le bien-être et la qualité de vie des citoyens des pays africains. Nous demandons à tous les partenaires de développement d'accompagner l'Afrique dans cette démarche;

l) **Accroître les ressources destinées au financement de la santé** et approfondir le dialogue et le partenariat avec les ministères de la santé pour faire mieux comprendre les besoins en matière de santé, les exigences de la budgétisation et de la planification et veiller à un meilleur emploi des ressources afin de renforcer le système de santé. Nous nous engageons également à étudier d'autres stratégies de financement de la santé, comme l'assurance maladie, la protection sociale, la

mutualisation des risques et les partenariats public-privé ainsi que l'exploitation des possibilités, et des engagements existants;

m) **Soutenir l'Examen mutuel de l'efficacité du développement** en Afrique. Nous avons pris note du rapport de 2010 sur l'Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique, et demandons à la CEA et à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'envisager de produire des mises à jour plus fréquentes, chaque année, pour faire le point sur les progrès accomplis ou examiner des questions spécifiques en réponse à des besoins spécifiques;

n) **Soutenir le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)**, en tant que processus propre à l'Afrique pour institutionnaliser la pratique de la bonne gouvernance sur le continent, en particulier dans la conjoncture actuelle que connaissent diverses régions d'Afrique. Nous enjoignons donc à la Commission de l'Union africaine (CUA) et à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de veiller à ce que le MAEP ait un rôle moteur important dans l'architecture africaine de gouvernance qui prend actuellement forme, et de prendre des mesures pour encourager les États membres qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer;

o) **Encourager le soutien actuellement apporté par les organismes des Nations Unies à l'Union africaine et à son programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)** dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale en Afrique (MCR-Afrique) et des mécanismes de coordination sous-régionale destinés à renforcer la coopération entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies aux niveaux régional et sous-régional. Nous demandons le renforcement du Mécanisme de coordination régionale en Afrique grâce à la mise en place des ressources humaines et financières nécessaires, à la mise en service de mécanismes de coordination sous-régionale en tant que lien formel entre l'Organisation des Nations Unies et les CER pour la mise en œuvre, dans les meilleures conditions possibles, des programmes pluriannuels régionaux et l'application efficace du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine;

p) **Soutenir les investissements dans la science et la technologie:** Nous saluons les efforts déployés actuellement par la CUA et la CEA pour assurer la continuité de la Conférence sur le Partenariat scientifique avec l'Afrique. Nous demandons aux États membres, aux CER, à la CUA, à la CEA et aux partenaires de développement de soutenir le Fonds de dotation pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique, le Réseau africain de développement et de transfert de technologies et le Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des produits diagnostiques, qui sont autant de plates-formes destinées à stimuler le développement d'entreprises industrielles et commerciales innovatrices en Afrique et à faciliter l'intégration régionale par des collaborations, des alliances industrielles et l'innovation ouverte en matière de recherche-développement;

q) **Exécuter le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP):** Nous félicitons les 26 États membres qui ont maintenant signé des pactes en s'engageant à respecter les quatre piliers du CAADP. Nous nous engageons à mettre en place les mécanismes appropriés par pays pour veiller à ce que des crédits budgétaires dans ce secteur soient alloués à ces quatre piliers pour accroître la production, la productivité et la gestion des risques agricoles et, partant, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Nous soutenons le développement des chaînes et des

plates-formes de valeur pour les produits agricoles stratégiques; nous nous engageons à suivre et à évaluer les examens des dépenses publiques connexes et réitérons notre volonté d'accélérer l'exécution du Programme intégré pour le développement de l'agriculture sur tout le continent;

r) **Soutenir les bureaux sous-régionaux de la CEA:** Nous saluons les efforts déployés actuellement par la CEA pour renforcer la composante sous-régionale de son programme d'intégration régionale par le biais des cinq bureaux sous-régionaux et l'application des programmes pluriannuels d'aide aux CER. Nous demandons un soutien additionnel aux bureaux sous-régionaux en vue d'accélérer le processus d'intégration régionale et d'aider les États membres et les CER à mieux relever les nouveaux défis de développement. Nous nous félicitons aussi des efforts faits par la CEA pour renforcer la cohérence et la coordination du soutien de l'ONU aux CER grâce à la création de mécanismes de coordination sous-régionale.

Vote de remerciement

13. Nous remercions le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour avoir accueilli la Conférence et pour avoir mis d'excellents installations et services à notre disposition ainsi que le peuple éthiopien pour sa générosité et sa chaleureuse hospitalité. Nous remercions tout particulièrement Son Excellence le Premier Ministre, Meles Zenawi, pour son allocution liminaire enrichissante et pour nous avoir honorés de sa présence.

14. Enfin, nous exprimons notre gratitude à la Commission de l'Union africaine et à la Commission économique pour l'Afrique pour avoir organisé avec succès la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.

Annexe II

RAPPORT DE LA TRENTIÈME RÉUNION DU COMITÉ D'EXPERTS DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES AFRICAINS DES FINANCES, DE LA PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA CEA

Introduction

1. La réunion du Comité d'experts de la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine (UA) et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) s'est tenue à Addis-Abeba du 24 au 27 mars 2011. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par les personnalités suivantes: M. Winford Masanjala, au nom du Ministre des finances et Président du Bureau sortant du Comité d'experts de la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine et M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

A. Participation

2. Ont pris part à la réunion les représentants des États membres suivants: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

3. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés: Bureau des commissions régionales à New York, Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ONU-Femmes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Union internationale des télécommunications (UIT).

4. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés en qualité d'observateurs: Allemagne, Belgique, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Fédération de Russie, France et Japon. Le Vatican était également représenté à titre d'observateur.

5. Les organisations ci-après étaient également représentées par des observateurs: Action Aid International, Africa Business Group, African Health Economics and Policy Association (AfHeA), Africa Humanitarian Action, African Public Health Alliance, Agence canadienne de développement international (ACDI), Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Banque africaine de développement (BAD), Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Banque mondiale, Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), Coalition pour le dialogue en Afrique (CoDA), Commission européenne (CE), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Confédération panafricaine des employeurs, Consortium of Christian Relief and Development Associations (CCDRA), Development Finance International, Envisioning Ethiopia, Fahamu Networks for Social Justice, African Woman Solidarity (FAS), Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), Fonds monétaire international (FMI), Forum et réseau africains sur la dette et le développement (AFRODAD), Gavi Alliance, Global Business Coalition, Global Fund, Initiative «Un enfant, un ordinateur», Institute for Social Studies (ISS), Johns Hopkins CCP, Ligue des États arabes, Mckinsey and Co., Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Marie Stopes International, Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), Mission des Etats-Unis auprès de l'Union africaine, Mo Ibrahim Foundation, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation internationale des employeurs (OIE), Organisation internationale de la francophonie (OIF), Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale, Oxfam International (OXFAM), Partenariat Faire reculer le paludisme (RBM), Princess of Africa Foundation, Reality of Aid Africa, Save the Children International, Standard Chartered Bank, The Horn Economic and Social Policy Institute (HESPI), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), United States Agency for International Development (USAID), Uniting the Trade Unions in Africa (ITUC-Africa) et World Vision.

B. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la reunion.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption du projet d'ordre du jour et de programme de travail.
4. Aperçu de l'évolution récente de la situation économique et sociale en Afrique.
5. Évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique.

6. Examen des progrès accomplis en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et Position commune africaine sur les OMD.
7. Suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, notamment la réunion annuelle conjointe de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de 2010:
 - *Examen des progrès de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement;*
 - *Rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement;*
 - *Examen annuel de l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: Rapport de la onzième réunion du Mécanisme de coordination régionale des institutions des Nations Unies opérant en Afrique;*
 - *Changement climatique et développement en Afrique;*
 - *Examen décennal des progrès de la mise en œuvre de la Déclaration d'Abuja sur le financement de la santé en Afrique;*
 - *Suivi de la mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique;*
 - *Rapport sur le suivi de la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP);*
 - *Rapport sur la science et technologie au service du développement en Afrique;*
8. Présentation et examen du document de travail portant sur le thème de la Conférence: *Gérer le développement en Afrique.*
9. Questions statutaires:
 - *Rapport annuel de la CEA, 2011;*
 - *Projet de programme de travail et priorités de la CEA pour l'exercice biennal 2012-2013;*
 - *Rapport d'activité de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP);*

- *Statuts du Fonds monétaire africain et annexes;*
 - *Rapport sur la suite donnée aux décisions et recommandations de la réunion annuelle conjointe de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique de 2010;*
 - *Note d'information sur les grandes conférences de la Commission de l'UA et de la CEA à venir.*
10. Questions diverses.
11. Examen et adoption du projet de rapport du Comité d'experts et des projets de résolution.
12. Clôture de la réunion.

Élection du Bureau

7. Le Comité a élu à l'unanimité le nouveau Bureau suivant:

Président:	Guinée
Premier Vice-Président:	Rwanda
Deuxième Vice-Président:	République centrafricaine
Troisième Vice-Président:	Mauritanie
Rapporteur:	Malawi

C. Compte rendu des travaux

Discours d'ouverture

8. M. Winford Masanjala, Directeur des affaires économiques au Ministère des finances de la République du Malawi, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Ministre des finances et Président du Bureau sortant du Comité d'experts. Il a noté que le thème de la réunion de 2011, « Gérer le développement en Afrique », était l'une des questions fondamentales qui méritait que les pays africains lui consacrent une attention soutenue s'ils voulaient être en mesure d'exécuter durablement leurs programmes de développement respectifs. Si la croissance économique du continent avait été remarquable ces dernières années, il n'en demeurerait pas moins que dans de nombreux pays, les taux de croissance étaient restés en deçà des niveaux requis pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, la croissance ne s'était pas accompagnée d'une réduction concomitante des niveaux de pauvreté et elle n'avait pas non plus permis de créer suffisamment d'emplois.

9. M. Masanjala a mis en exergue les principaux points figurant dans les conclusions de la réunion de Lilongwe, ainsi que certains des résultats obtenus durant son mandat, notamment la rédaction d'un projet de plan de protection sociale pour la main-d'œuvre des secteurs informel et agricole et une

réunion de groupe d'experts de l'économie informelle et rurale. Des progrès avaient également été accomplis dans certains domaines tels que le changement climatique, les statistiques, l'intégration régionale, la prise de décisions financières africaines et les efforts pour repositionner l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP).

10. Abordant le thème de la Conférence, M. Masanjala a précisé que le rôle de l'État dans le développement, particulièrement dans les pays en développement, ne saurait être trop souligné. Ainsi, le thème de cette année était-il d'une importance cruciale pour les pays africains, du fait qu'il les appelait à repenser le rôle de l'État dans la transformation économique et dans le développement du continent. Le rôle central de l'État dans la réussite économique des « Tigres asiatiques » et de certains pays d'Amérique latine était un argument de plus en faveur d'un rôle plus effectif de l'État dans la gestion du développement en Afrique. M. Masanjala a invité les participants à se pencher en particulier sur le rôle de l'État dans le développement de l'Afrique, afin de définir un ensemble approprié d'interventions permettant de renforcer le rôle de l'État et d'autres acteurs dans l'exécution des tâches essentielles nécessaires pour assurer la transformation économique en Afrique.

11. Dans son allocution liminaire, M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine (CUA), a fait une déclaration au nom du Président de la Commission, Jean Ping. Il a salué les efforts faits par la CUA et la CEA, et qui avaient permis d'organiser conjointement des réunions annuelles avec le succès qu'on connaît.

12. M. Mkwezalamba a rappelé que le thème de la Conférence, convenu lors de la réunion de Lilongwe en mars 2010, était fondé sur le fait que la croissance économique de la plupart des pays africains au cours de la décennie écoulée ne s'était traduite ni par une réduction de la pauvreté ni par une hausse du niveau de vie de tous les citoyens. Aussi convenait-il de revoir le rôle de l'État dans la gestion du développement, s'agissant en particulier de la transformation économique et sociale. Il était important, pour définir ce rôle dans la gestion du développement de l'Afrique, de tirer des enseignements des expériences des « Tigres asiatiques » et de certains pays d'Afrique et d'Amérique latine. Les participants à la réunion devaient examiner de façon critique le rôle et les fonctions de l'État dans la gestion et la transformation économiques, ainsi que la nature et l'envergure des efforts à mener dans un contexte africain. De fait, la réussite de l'État développementaliste dépendrait de l'intervention d'autres parties prenantes, telles que le secteur privé et la société civile.

13. Passant en revue d'autres points à l'ordre du jour de la réunion, M. Mkwezalamba a souligné l'importance du rôle que l'intégration régionale pourrait jouer dans le développement de l'Afrique, la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD. À cet égard, il a noté que le Programme minimum d'intégration, conçu par la CUA en collaboration avec les communautés économiques régionales (CER), était essentiel pour faire avancer le programme de développement de l'Afrique. Il a fait observer que le Rapport 2011 sur l'évaluation des progrès accomplis par l'Afrique vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement montrait que le continent progressait sur cette voie, mais lentement. À cet égard, l'État développementaliste jouerait un rôle décisif pour assurer l'accélération des progrès, ainsi que des avancées proportionnelles en matière de réduction de la pauvreté et de création de richesse pour les populations africaines, grâce à la croissance économique. Le Commissaire Mkwezalamba a de plus souligné la nécessité pour l'Union africaine de mobiliser de nouvelles sources de financement, pour pouvoir faire face à des défis toujours plus nombreux.

14. Pour conclure, le Commissaire a souligné le fait que les débats de la réunion seraient déterminants pour les efforts que déploie l'Afrique pour réduire la pauvreté et les inégalités, créer des emplois et promouvoir le développement durable. À cette fin, il était essentiel de définir clairement le rôle de l'État dans la gestion du développement dans un contexte africain.

15. Dans son allocution d'ouverture, M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA, a souhaité la bienvenue à tous les participants et remercié le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et lui a exprimé sa gratitude pour l'appui qu'il fournissait aux activités de la CEA et de la Commission de l'UA. Il a fait observer que l'importance de la réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de la CEA et de l'UA en tant que forum pour le dialogue et la recherche de consensus sur les questions importantes de développement avait été également reconnue par le Sommet de l'Union africaine tenue à Kampala en juillet 2010.

16. Le Secrétaire exécutif a brièvement passé en revue les résultats économiques et sociaux obtenus par l'Afrique au cours de l'année dernière et a indiqué que les perspectives d'une amélioration des résultats économiques de l'Afrique en 2011, demeuraient favorables. En 2010, l'Afrique avait réalisé une croissance moyenne de 4,5%, contre 2,3% en 2009 et maintiendrait fort probablement une croissance stable de l'ordre de 5% en 2011. Cette performance relativement solide avait été favorisée par de bons résultats dans les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles, la reprise des activités touristiques et le recours de certains pays à des politiques anticycliques. Toutefois, bien que les taux de croissance projetés pour 2011 soient plus élevés que ceux obtenus en 2009 et en 2010, ils étaient généralement plus faibles que les taux de la période précédant la crise et étaient entourés par un certain nombre de risques et d'incertitudes. Le Secrétaire exécutif s'est dit préoccupé par le fait que la croissance relativement forte réalisée par l'Afrique ne se soit pas traduite par une réduction de la pauvreté, car cela nécessiterait une création importante d'emplois, notamment pour les jeunes. Il a noté en particulier que le chômage élevé dans de nombreux pays africains, combiné à la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires, ainsi qu'aux effets du changement climatique, pouvaient nuire à la stabilité sociale et entraver la croissance économique, comme cela a été observé récemment dans plusieurs pays.

17. Abordant le thème de la Conférence, M. Janneh a fait observer que celui de la Conférence de cette année remettait la question du développement à l'ordre du jour de la gouvernance en Afrique. Jusque-là, on avait infléchi de façon appréciable les discours et les attitudes en faveur de la responsabilisation, de la démocratie, des droits de l'homme et de la primauté du droit en Afrique. Cela dit, il faudrait également faire preuve d'un engagement analogue vis-à-vis de la restauration de la croissance économique et du développement en tant que préoccupation centrale des politiques et de leur élaboration en Afrique. Deuxièmement, la réunion fournirait l'occasion d'examiner des questions sectorielles et intersectorielles comme celles relevant des politiques commerciales et industrielles ainsi que les politiques sociales, environnementales et de promotion de l'égalité entre les sexes énoncées dans les OMD. Par dessus tout, le thème de la Conférence permettrait de débattre de manière plus approfondie de la dynamique des relations entre un État développementaliste efficace et d'autres parties prenantes telles que le secteur privé et la société civile. M. Janneh a souligné la nécessité d'une vision claire du développement et de cadres de planification cohérents et coordonnés. Il a fait observer que

plusieurs pays africains avaient déjà entrepris cette démarche et que la CEA avait collaboré avec eux pour mettre en place des capacités de planification, en particulier grâce au rôle important que pouvait jouer un Institut africain de développement économique de planification (IDEP) repositionné, qui avait besoin de ressources supplémentaires pour approfondir son travail dans ce domaine vital.

18. En ce qui concerne la question de la gouvernance en matière de développement, le Secrétaire exécutif a noté qu'il y avait lieu d'examiner la dimension régionale du développement ainsi que ses tendances à l'échelle internationale. Tout en accordant l'attention voulue aux processus nationaux, les États africains devraient intégrer la coopération régionale et transfrontalière dans l'élaboration de leurs politiques. L'intégration régionale et la fourniture d'une infrastructure de première qualité étaient indispensables si l'Afrique comptait surmonter les difficultés liées à la taille modeste des économies nationales. Les tendances internationales avaient également des incidences sur la gouvernance en matière de développement en Afrique, notamment dans le cadre des négociations mondiales telles que celles portant sur le commerce et le changement climatique. Le monde s'acheminait désormais vers l'« économie verte » et l'Afrique était confrontée au défi consistant à trouver un équilibre entre son souhait de réaliser une croissance rapide conformément aux processus traditionnels et la nécessité de s'adapter au changement climatique et de réaliser selon des principes environnementaux un développement plus durable.

19. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a passé en revue les réalisations du secrétariat de la CEA en 2010 et souligné que les partenariats avaient constitué un élément clef des activités de la Commission durant cette année. À cette fin, il a informé la réunion que le Bureau d'appui du secrétariat conjoint UA/BAD/CEA avait déjà été mis en place et que la collaboration avec les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux continuait à être intensifiée. Il a également affirmé que la CEA demeurait attachée à la collaboration avec la Commission de l'UA, la Banque africaine de développement, les CER et tous les États membres aux fins de la réalisation du programme de développement de l'Afrique et de sa vision dans divers domaines programmatiques.

Aperçu de l'évolution récente de la situation économique et sociale en Afrique

(point 4 de l'ordre du jour)

[E/ECA/COE/30/2, AU/CAMEF/EXP/2(VI)]

20. Le secrétariat a présenté un document intitulé *Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2010*. La présentation a mis l'accent sur deux messages clefs. Premièrement, l'évolution de la situation de l'économie mondiale en 2010 avait eu des incidences positives globales pour les pays africains, encore que l'ampleur et l'orientation de ces incidences aient varié d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre. Deuxièmement, l'Afrique avait maintenu et renforcé son redressement économique au lendemain de la récente crise économique et financière mondiale, mais la croissance demeurait au-dessous du niveau nécessaire pour réduire la pauvreté et réaliser les OMD.

21. Le taux de croissance mondial du PIB était passé de -2,1% en 2009 à 3,6% en 2010 et, dans le même temps, le taux de croissance du PIB de l'Afrique était passé de 2,4% à 4,7%. En 2010, la reprise économique de l'Afrique avait été impulsée en grande partie par la hausse des produits de base et de la demande intérieure dans de nombreux pays africains et par l'augmentation des investissements étrangers directs dans les industries extractives, le relèvement du secteur du tourisme et l'amélioration

régulière de la gestion macroéconomique saine. Les comptes courants et les équilibres budgétaires s'étaient légèrement détériorés mais, dans l'ensemble, étaient restés à un niveau acceptable dans la plupart des pays africains. Une offre suffisante de produits agricoles, des capacités de production excédentaires et le renforcement de la monnaie de certains pays avaient permis de maîtriser les pressions inflationnistes.

22. Sur le front du développement social, il a été noté que malgré des améliorations sensibles de certains indicateurs comme l'éducation et l'égalité homme-femme, dans l'ensemble les progrès dans la réalisation des OMD restaient lents. L'incapacité du continent de traduire la croissance économique en création d'emplois dignes de ce nom et, partant, en réduction de la pauvreté, était imputable à l'étroitesse de la base de production et à la faiblesse du niveau de transformation économique, en plus de la grande inégalité et de l'insuffisance des enveloppes budgétaires à finalité sociale dans certains pays.

23. Dans le débat qui a suivi, plusieurs participants ont souligné le besoin d'assortir la vue d'ensemble d'une analyse, de manière à fournir une ventilation sectorielle des sources et éléments déterminants de la croissance en Afrique. La réunion a exprimé son souci devant le fait que, malgré sa forte reprise économique, l'Afrique se heurtait encore à la difficile tâche de procéder à sa transformation économique afin de réduire sa dépendance à l'égard de la production et de l'exportation de produits de base. La croissance économique du continent demeurerait extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs, en particulier à la volatilité de la demande et des cours des produits de base. La réunion a donc insisté sur la nécessité pour l'Afrique d'élargir sa base de production et d'entreprendre les réformes structurelles et institutionnelles nécessaires pour construire des infrastructures, renforcer l'intégration régionale et promouvoir le rôle du secteur privé dans le processus de développement.

24. Le Comité d'experts s'est dit préoccupé par le taux élevé de pauvreté et de chômage en particulier chez les jeunes malgré la forte croissance enregistrée dernièrement par de nombreux pays, et a souligné la nécessité d'adopter les stratégies et politiques voulues. Les échanges ont aussi porté sur le besoin impérieux de développement social qui devrait faire partie intégrante des politiques de croissance et de développement en Afrique et sur le fait que l'Afrique devait absolument assurer la cohésion sociale pour consolider et promouvoir son programme de développement.

25. Les débats ont débouché sur les recommandations spécifiques ci-après:

a) Il est nécessaire, pour faciliter une diversification et une transformation économique véritable et conséquente, de maîtriser la volatilité qui découle des fluctuations macroéconomiques internationales et d'atténuer l'impact des chocs extérieurs;

b) Bien que la gestion macroéconomique demeure prudente, les équilibres macroéconomiques des pays africains doivent être maintenus à des niveaux viables et de nature à renforcer la croissance;

c) Il est nécessaire de concevoir des politiques de lutte contre les contraintes structurelles que représentent le manque d'infrastructures, la rigidité des cadres réglementaires et la faiblesse de l'intégration régionale;

d) Il faut mettre en place des politiques propres à promouvoir la croissance partagée et la création d'emplois pour relever les niveaux de vie, en particulier l'intégration de la problématique hommes-femmes et des préoccupations de la jeunesse dans la planification du développement et le budget national;

e) L'analyse des facteurs de croissance devrait inclure une ventilation des sources et des éléments déterminants de la croissance, lesquels varient d'un pays à l'autre.

Évaluation des progrès de l'intégration régionale en Afrique (point 5 de l'ordre du jour)
(E/ECA/COE/30/10/Rev.1, AU/CAMEF/EXP/10 (VI)/REV.1)

26. Le Secrétariat a fait une présentation fondée sur le rapport intitulé, *Vue d'ensemble des progrès vers l'intégration régionale et continentale en Afrique*. La présentation a souligné les progrès réalisées par les communautés économiques régionales (CER) dans la mise en œuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est la seule CER à avoir atteint le stade du marché commun. Les autres en sont au stade de la zone de libre-échange ou s'acheminent lentement vers l'union douanière. La présentation a recensé un certain nombre de difficultés qui continuaient d'entraver les progrès vers l'intégration régionale en Afrique, à savoir entre autres l'incorporation insuffisante des accords régionaux dans les politiques et stratégies de développement nationales et les enveloppes budgétaires, la non-application des protocoles relatifs à la liberté de circulation des peuples et au droit d'établissement et l'insuffisance du financement des programmes et projets d'intégration. Parmi les initiatives prises par l'Union africaine pour relever ces défis, figuraient la création de la Banque africaine d'investissement, de la Banque centrale africaine et du Fond monétaire africain, le Programme minimum d'intégration, le Plan d'action pour le développement industriel en Afrique et du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique.

27. Lors du débat qui a suivi, de nombreux participants ont souligné l'importance de l'intégration régionale en Afrique et demandé aux États membres de réaffirmer leur attachement au processus d'intégration. À cet égard, la réunion a insisté sur le besoin de paix, de sécurité et de stabilité, ainsi que sur la nécessité de faciliter la liberté de circulation des peuples et des facteurs de production. Elle a aussi mis l'accent sur la nécessité de prêter attention aux risques posés par le chômage des jeunes et les inégalités entre les hommes et les femmes dans les politiques, programmes et projets d'intégration, de manière à prendre en compte les besoins spécifiques et les débouchés propres aux femmes et aux jeunes, en tant que groupes sociaux à ne pas négliger.

28. Le débat sur la question du financement de l'intégration régionale, a insisté sur la nécessité de mettre rapidement en place les mécanismes d'autofinancement appropriés ainsi que le Fonds d'intégration de façon à ce que les programmes et projets d'intégration puissent être mis effectivement en application, compte tenu de certaines préoccupations exprimées quant au fait que les mécanismes de caractère budgétaire pourraient avoir un impact négatif pour certains États membres.

29. S'agissant de la prise en compte de l'intégration régionale au plan national, le Comité a suggéré, pour ce faire, de consacrer l'intégration régionale dans les constitutions nationales comme

moyen de garantir un engagement et un soutien nationaux durables en faveur du processus. La réunion a aussi insisté sur la nécessité de faire mieux connaître au grand public le programme d'intégration régionale pour encourager la société civile à y prendre une part active. Dans le même ordre d'idées, il a été suggéré que les États membres mettent en place un réseau d'experts au niveau national pour examiner tous les objectifs et décisions de l'UA, de manière à contribuer à dynamiser et à accélérer les progrès vers l'intégration régionale.

30. Le Comité a par ailleurs débattu de la question de l'appartenance à plusieurs CER, qui avait contribué à ralentir les progrès vers l'intégration régionale. Il a fait observer qu'un certain nombre d'institutions panafricaines traitait des questions d'intégration régionale et que les États membres étaient souvent écartelés entre leurs différentes obligations de financement de ces institutions. À cet égard, le Comité a souligné la nécessité de faire un effort de rationalisation pour réduire le nombre d'institutions qui s'occupaient d'intégration régionale, afin d'éviter les doublons et le gaspillage de ressources. De plus, il a exhorté les États membres ayant adhéré à plusieurs CER à prendre des décisions radicales concernant ces adhésions, cette situation étant un frein à la formation des unions douanières.

31. Le Comité a aussi pris acte de la réticence de certains États membres à abandonner leur souveraineté au profit d'organes supranationaux, ce qui constituait un obstacle majeur à la réalisation de l'intégration continentale. Sur ce point, le débat en cours sur le gouvernement de l'Union envisagé illustre un cas où des États membres n'étaient pas disposés à soutenir une telle proposition de crainte surtout de perdre leur souveraineté. Le Comité a toutefois conclu qu'il fallait traiter de la question de la souveraineté au plus haut niveau, à savoir celui des chefs d'État et de gouvernement.

32. Les cibles fixées en matière d'agriculture, de santé et d'éducation ont fait l'objet de discussions. Sur ce point, il a été fait observer qu'il y avait de toute évidence des avantages et un intérêt à fixer des objectifs, mais qu'il fallait aussi tenir compte de ce que cela impliquait en termes de crédits budgétaires, étant donné que les priorités définies par les pays entraient en concurrence pour se voir attribuer des ressources limitées.

Recommandations

a) Exhorter la CUA à accélérer l'adoption de mécanismes d'autofinancement appropriés et la mise en place du Fonds d'intégration pour renforcer le programme d'intégration régionale de l'Afrique.

b) Encourager les États membres à poursuivre leurs efforts moyennant toute une gamme de mesures, dont la mise en place de réseaux nationaux d'experts, pour incorporer les décisions et engagements pris en matière d'intégration régionale dans les plans et stratégies de développement national, ainsi que dans les allocations budgétaires.

c) Exhorter les CER, la CUA, les États membres, les organisations régionales et continentales ainsi que les partenaires de développement, à intégrer les questions relatives aux femmes et aux jeunes dans les programmes et projets d'intégration régionale et les mécanismes de soutien.

d) Demander aux États membres, qui ne l'ont pas encore fait, d'inclure des dispositions relatives à l'intégration régionale dans leur plan de développement national et dans leur législation nationale en s'appuyant sur la constitution.

e) Demander aux États membres d'accélérer la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services sur tout le continent

f) Demander que la question de l'intégration régionale ainsi que les recommandations formulées soient soumises, compte tenu de leur caractère constitutionnel, au Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'UA pour examen et approbation.

Examen des progrès accomplis en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et Position commune africaine sur les OMD (point 6 de l'ordre du jour)
[E/ECA/COE/30/9, AU/CAMEF/EXP/9(VI)]

33. Le secrétariat a présenté un exposé sur les progrès accomplis en vue de la réalisation des OMD en Afrique au cours de l'année écoulée. Il a souligné que ces progrès avaient été importants dans des domaines tels que l'enseignement primaire, l'autonomisation des femmes, la viabilité de la dette et l'accès aux traitements contre le VIH/sida mais qu'ils avaient été lents en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, la santé et la protection de l'environnement. D'une manière générale, la majorité des pays africains n'était pas en voie d'atteindre d'ici à 2015 la plupart des cibles définies dans le cadre des OMD. Après la récente crise économique et financière, la reprise offrait à l'Afrique la possibilité de mettre à profit une croissance économique accélérée pour atteindre les OMD.

34. Le secrétariat a déclaré que la protection sociale devait être considérée comme une option politique pour accélérer la réalisation des OMD et que certains instruments de protection sociale s'étaient révélés très efficaces pour lutter contre la pauvreté, surtout lorsqu'ils étaient institutionnalisés. Il a fait mention d'énormes différences interrégionales et intrarégionales dans la réalisation des OMD, ainsi que de problèmes de données. Enfin, il a souligné que les partenaires de développement devaient moins se disperser dans leurs efforts et se concentrer sur les priorités liées aux OMD.

35. Au cours du débat général qui a suivi, les participants ont mis en lumière les principales options et stratégies que les pays africains devaient mettre en œuvre au niveau politique pour accélérer la réalisation des OMD.

36. Le fait que la croissance économique n'a pas contribué à la réduction de la pauvreté ni à la réalisation d'autres OMD essentiels a été au centre des débats. De nombreux participants ont noté avec préoccupation que la croissance économique, bien qu'elle semble encourageante, n'avait pas créé assez d'emplois, et que les niveaux de pauvreté demeuraient élevés. Il a été mentionné en outre que dans de nombreux pays, la croissance économique était en grande partie tirée par les industries extractives, c'est-à-dire des activités à forte intensité capitaliste qui ne créaient pas suffisamment d'emplois et ne contribuaient pas à réduire la pauvreté.

37. Plusieurs participants ont mentionné que certaines données statistiques se n'étaient pas disponibles ou que celles qui étaient présentées ne reflétaient pas la situation des pays. Ils ont par exemple, cité la pauvreté absolue ainsi que le fait que l'indicateur des OMD sur la pauvreté ne traduisait peut-être pas avec exactitude la réalité sur le terrain. Il a également été dit qu'il était difficile, faute de données, d'évaluer les progrès.

38. Des doutes ont également été exprimés quant à la validité des indicateurs et des cibles des OMD pour évaluer le développement social. Par exemple, les taux de scolarisation dans le primaire ne renseignaient pas sur la réalité de la qualité de l'éducation. De nombreux participants ont soulevé la question de la pertinence des indicateurs et suggéré de ne pas se limiter à ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire.

39. En ce qui concerne l'intégration régionale et la mutualisation des pratiques les plus efficaces pour atteindre les OMD, il a été souligné que l'intégration régionale ne pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté que si elle était fondée sur la paix et la stabilité politique. La question du lien entre les partenariats intra-africains et l'intensification des efforts déployés pour atteindre les OMD, a également été soulevée. L'interdépendance des OMD concernant la protection de l'environnement, la réduction de la pauvreté et la santé a été soulignée. Les participants ont noté que les cibles des OMD relatives à l'environnement étaient souvent négligées et que les programmes environnementaux étaient insuffisamment financés. Il fallait intégrer les OMD dans les plans nationaux de développement et leur accorder une place prioritaire dans les politiques économiques et sociales. La question a été posée de savoir si, aux fins de la réalisation des OMD, l'APD devait être allouée directement aux secteurs sociaux ou par l'intermédiaire des secteurs productifs. Il a également été mentionné que le chômage des jeunes était l'un des problèmes majeurs susceptible de compromettre la paix, la sécurité et la stabilité politique.

Recommandations

40. Les mesures ci-après ont été recommandées:

a) Il faudrait s'employer en priorité à insuffler le dynamisme économique dans un contexte de stabilité macroéconomique, à forger le lien politique approprié entre la démocratie, le développement économique et les OMD, à améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises au financement et à remédier aux déficits en matière d'infrastructures;

b) Les pays devraient accorder la priorité aux OMD et les intégrer dans leurs plans et stratégies de développement nationales avec la participation active de la société civile et du secteur privé et en accélérer la mise en œuvre grâce à un mécanisme adéquat. Des mécanismes de responsabilisation appropriés devraient également être mis en place;

c) La CEA et la CUA devraient, pour assurer la réalisation des OMD en Afrique, établir un programme spécial en deux phases dont la première correspondrait à la période restant à courir jusqu'en 2012 et la seconde à la période comprise entre 2012 et 2015;

d) Un mécanisme de dialogue entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile devrait être mis en place pour promouvoir la transformation économique, la création d'emplois, la bonne gouvernance et la transparence de l'aide;

e) Si l'on attendait des partenaires de développement qu'ils honorent leurs engagements et effectuent leurs versements au titre de l'APD de façon régulière et en temps opportun, les États membres devraient cependant s'efforcer de réaliser les OMD;

f) Compte tenu de l'insuffisance des données statistiques disponibles dans les pays, il faudrait renforcer les systèmes statistiques nationaux et améliorer les indicateurs de mesure des progrès accomplis pour la réalisation des OMD;

g) Il faudrait demander aux États membres de consacrer des ressources financières additionnelles aux trois OMD (réduction de la pauvreté, domaines liés à la santé, protection de l'environnement) pour lesquels les progrès accomplis ont été limités.

Suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, notamment la réunion annuelle conjointe de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de 2010 (point 7 de l'ordre du jour)

[E/ECA/COE/30/15, AU/CAMEF/EXP/15(VI)]

**i) Consensus de Monterrey sur le financement du développement
[E/ECA/COE/30/11, AU/CAMEF/EXP/11(VI)]**

41. Le représentant du secrétariat a fait un exposé fondé sur le rapport intitulé: « *Mise en œuvre du Consensus de Monterrey* ». Il a noté que des progrès importants avaient été accomplis dans le domaine de l'allègement de la dette et de l'aide publique au développement (APD), mais que les résultats en matière de mobilisation des ressources intérieures, d'afflux de capitaux étrangers et de commerce international avaient été décevants. En ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures, une légère augmentation de l'épargne intérieure brute avait été observée. Les recettes publiques qui constituaient la ressource financière intérieure principale pour les gouvernements africains, n'avaient pas augmenté en raison de l'étroitesse de l'assiette fiscale, du déséquilibre au niveau de la composition des recettes fiscales et d'une administration fiscale qui n'était pas efficace. Les flux financiers internationaux, en particulier les entrées d'investissements étrangers directs (IED) et les envois de fonds, avaient diminué du fait de la récente crise économique. En revanche, l'APD avait enregistré une augmentation, mais des préoccupations légitimes avaient été exprimées à propos de la durabilité des flux d'aide. Les exportations de marchandises de l'Afrique s'étaient considérablement contractées à cause de la baisse brutale des cours et du volume des exportations des principaux produits primaires de l'Afrique. Le problème essentiel était le manque de diversification du point de vue de la structure et des destinations. Le développement des échanges entre l'Afrique et le reste des pays du Sud offrait à l'Afrique l'occasion de diversifier ses exportations en ce qui concerne les destinations, mais pas encore du point de vue de leur composition. La viabilité de la dette s'était améliorée de manière générale, mais des préoccupations étaient suscitées par l'impasse dans laquelle se trouvait le Cycle de Doha sur les

négociations commerciales et le manque de coordination entre les institutions pour instaurer un système financier international stable au service du développement.

Débats

42. Le Comité a remercié le secrétariat pour son exposé exhaustif et enrichissant. Il a fait observer qu'un écart considérable existait entre les recettes publiques et le volume d'investissements nécessaires en Afrique et qu'il y avait lieu de collecter davantage de ressources intérieures au vu de la baisse continue des financements extérieurs. Il a été noté que, de manière générale, les recettes intérieures connaissaient également des tendances à la baisse du fait de l'étroitesse de l'assiette fiscale, de l'inefficacité de l'administration fiscale et du manque de transparence, de justice et d'uniformité. Le Comité a également fait part de ses préoccupations face à la baisse continue des afflux d'IED en Afrique due à la crise financière, mais également au fait que des destinations plus attractives pour les investissements avaient été trouvées. Toutefois, cette situation pouvait fournir aux gouvernements africains l'occasion d'explorer de nouveaux moyens de mobiliser des ressources intérieures. Le présentateur a dit partager l'avis du Comité et a souligné le manque de légitimité fiscale et ses incidences négatives sur le renforcement des capacités.

Recommandations

a) L'amélioration du cadre macroéconomique, le développement des marchés de capitaux et la mise en place d'une politique budgétaire efficace, en particulier grâce à une meilleure gestion des finances publiques;

b) L'élargissement de l'assiette de l'impôt pour assujettir davantage d'acteurs au système fiscal et le renforcement de l'administration fiscale en particulier en ce qui concerne les industries extractives;

c) L'octroi de la priorité à l'utilisation efficace des ressources disponibles, étant donné les ressources limitées de l'Afrique et ses besoins financiers considérables;

d) La mise en place de mécanismes pour structurer le secteur informel, vu le rôle important de ce secteur et sa contribution potentielle à la mobilisation de ressources intérieures;

e) L'intensification des efforts en vue d'améliorer l'efficacité du système financier pour ce qui est de générer et d'allouer des fonds;

f) La réorientation des investissements étrangers directs (IED) vers des secteurs diversifiés et à plus forte valeur ajoutée.

ii) Évaluation mutuelle de l'efficacité de l'aide au développement

43. Le secrétariat a présenté l'évaluation mutuelle de l'efficacité de l'aide au développement de 2010 dans le rapport sur l'Afrique, conjointement établi par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en tant que

processus de responsabilisation mutuelle. L'exposé a souligné les principaux objectifs, conclusions et recommandations du rapport. Il a été noté que le Comité d'orientation du vingt-troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du NEPAD, tenu en juillet de cette année à Kampala (Ouganda) avait approuvé dans ses grandes lignes le résumé du rapport. Lors de ce Sommet, le Comité a demandé aux deux institutions de poursuivre les activités concernant l'évaluation mutuelle de l'efficacité de l'aide au développement et a décidé que ce processus devrait servir comme principal mécanisme de responsabilisation mutuelle pour suivre et évaluer la mise en œuvre des engagements pris par les pays africains et leurs partenaires de développement en ce qui concerne le programme de développement économique de l'Afrique.

44. Les principales priorités recensées dans le rapport sont: a) pour les gouvernements africains: poursuivre la mise en œuvre du programme de réformes politiques et économiques énoncées dans la déclaration du document fondateur du NEPAD; intensifier les efforts pour promouvoir l'intégration économique régionale et les mesures collectives régionales ayant trait aux principales questions politiques; mobiliser davantage de recettes intérieures et veiller à ce qu'elles soient utilisées directement aux fins de la réalisation des OMD; b) pour les partenaires de développement: poursuivre les efforts en vue de traiter des questions telles que celles des paradis fiscaux, du transfert de prix et des flux de capitaux illicites; prendre des mesures pour ouvrir davantage les marchés, en particulier en insufflant la volonté politique au profit des processus concernés et en leur imprimant un nouvel élan, et mettre en œuvre les engagements concernant l'augmentation du volume de l'aide au développement et l'amélioration de son efficacité; c) pour la communauté internationale: convenir d'objectifs ambitieux et contraignants en matière de réduction des émissions; se mettre d'accord sur les voies aptes à augmenter le volume et l'efficacité du financement du changement climatique en Afrique; et donner suite à la demande de l'Afrique tendant à ce qu'elle soit plus représentée dans les discussions portant sur des questions systémiques plus larges ainsi que dans les institutions internationales.

45. Au cours des débats qui ont suivi, le Comité s'est félicité de ce que le rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement ait dégagé les principales priorités futures pour les pays africains et leurs partenaires de développement. En particulier, le Comité a noté que le rapport avait souligné les conséquences sérieuses des sorties illicites de capitaux qui privaient les pays africains d'importantes ressources qui auraient pu être consacrées au développement. Étant donné la gravité du problème posé par les flux financiers illicites dans les pays africains, le Comité a proposé l'élaboration d'une résolution qui serait présentée pour adoption à la Conférence des ministres dans le but d'aider à remédier plus efficacement à ce problème. La résolution en question devrait recommander des mesures et des mécanismes destinés à déterminer la nature et l'étendue du problème des flux financiers illicites, les types d'institutions et d'organismes régionaux et continentaux qui devraient être établis aux fins de la résolution efficace de ce problème, et le rôle de la CEA et de la CUA dans le renforcement des capacités desdits organismes et institutions.

iii) Appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: Rapport de la onzième réunion du Mécanisme de coordination régionale des institutions des Nations Unies opérant en Afrique (E/ECA/COE/30/16)

46. Le secrétariat a fait un exposé sur le rapport intitulé « Appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, mars 2010-mars 2011 ». Il s'agissait d'un examen annuel de l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: Rapport de la onzième réunion du Mécanisme de coordination régionale des institutions des Nations Unies opérant en Afrique.

47. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a présenté un exposé décrivant la structure et les activités du Mécanisme de coordination régionale (MCR) et les points saillants de sa onzième réunion.

48. Le Mécanisme de coordination régionale, dont le fonctionnement est assuré conjointement par la CEA et la CUA, a pour but de mieux coordonner et de rendre plus cohérent l'appui que le système des Nations Unies apporte à l'Union africaine et au NEPAD aux niveaux régional et sous-régional. Le Mécanisme fonctionne dans le cadre de neuf groupes thématiques correspondant aux priorités de l'Afrique en matière de développement.

49. Le Mécanisme a mené à bien plusieurs tâches au cours de la période considérée et notamment un examen du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, lequel avait fait l'objet d'une Déclaration sur la coopération entre l'ONU et l'UA visant à renforcer la capacité de celle-ci pour en faire un partenaire efficace des Nations Unies capable de relever les défis du développement de l'Afrique.

50. L'intervenant a récapitulé les principales recommandations faites à la onzième réunion du Mécanisme et a souligné les progrès accomplis dans leur mise en œuvre. Un plan détaillé de renforcement des capacités de la CUA, de l'Autorité du NEPAD et des communautés économiques régionales était en cours d'élaboration. En outre, les modalités de mise en œuvre d'un mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe étaient mises au point.

51. L'intervenant a instamment invité les États membres à suggérer des moyens de renforcer les institutions régionales africaines, en particulier la CUA, l'Autorité du NEPAD et les communautés économiques régionales.

52. Le Comité a pris note de l'exposé.

**iv) Changement climatique et développement en Afrique
[E/ECA/COE/30/12, AU/CAMEF/EXP/12(VI)]**

53. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a présenté un exposé portant sur le « *Rapport sur les conclusions de la seizième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et incidences pour l'Afrique* ». Ce rapport renseignait sur trois

sujets principaux: les négociations internationales relatives au changement climatique; les points clefs des accords de Cancún et leurs incidences pour l'Afrique; et le bilan du programme ClimDev-Afrique. Il mettait en exergue les avancées majeures des négociations internationales sur le changement climatique, soulignant les éléments qui s'étaient dégagés de la Conférence sur le changement climatique tenue à Cancún en décembre 2010. L'adaptation, l'atténuation dans les pays en développement, des financements associés au changement climatique, le transfert de technologie et le Programme sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts étaient au nombre des éléments pertinents pour l'Afrique. Il s'agissait également d'appuyer les négociateurs africains dans le cadre de leurs préparatifs pour la prochaine session de la Conférence des Parties, qui se tiendrait à Durban (Afrique du Sud) en décembre 2011. Pour que l'Afrique retire le maximum d'avantages de cette manifestation, elle devait adopter une position dynamique, étudier des options de financement préalablement à la Conférence, et négocier les détails de l'architecture internationale future, notamment des mécanismes pour un développement propre.

Débat

54. Au cours du débat qui a suivi, le Comité a rappelé que l'Afrique, si elle avait la responsabilité la moins grande des émissions de gaz à effet de serre, était néanmoins le continent le plus gravement touché par celles-ci. Il a souligné la nécessité de rendre les fonds d'adaptation plus accessibles à l'Afrique. Il a également souligné que les effets du changement climatique constituaient des problèmes tant nationaux que régionaux. Des initiatives nationales visant à mieux faire comprendre ces effets (par exemple, les efforts faits par l'Égypte pour cartographier ces effets du changement climatique le long de sa côte nord) pourraient apporter des informations utiles à la prise de décisions à tous les niveaux. Le Comité a salué la démarche de partenariat mise en avant par ClimDev-Afrique et souligné la nécessité de renforcer encore plus les partenariats, à tous les niveaux, afin de parvenir à des résultats concrets et de faire face efficacement au défi que constitue le changement climatique.

55. À cet égard, le Comité a noté avec satisfaction le partenariat établi entre la CEA et l'ACMAD par la signature d'un Mémoire d'accord, ce qui témoigne des efforts que l'ACMAD accomplit face aux changements climatiques.

Recommandations

a) Pour maintenir l'élan, les ministres africains responsables des finances devraient participer proactivement aux forums internationaux sur le changement climatique et s'efforcer de garantir à l'Afrique un accès rapide et facile aux ressources financières, particulièrement en vue de mesures d'adaptation, notamment en rendant opérationnel le Fonds de Copenhague pour le climat;

b) ClimDev-Afrique et son Centre africain pour la politique en matière de climat devraient poursuivre leur politique de partenariats stratégiques, porteuse d'avantages concurrentiels, afin d'élargir et d'approfondir les activités menant à des résultats concrets en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans la région;

c) Il faudrait encourager la CEA et l'ACMAD à mener des études techniques conjointes dans des domaines concernant les changements climatiques, ainsi qu'à étudier et proposer des mesures de renforcement de la coopération entre les deux institutions.

v) Examen décennal des progrès de mise en œuvre de la Déclaration d'Abuja sur le financement de la santé en Afrique [E/ECA/COE/30/22, AU/CAMEF/EXP/22(VI)]

56. Le secrétariat a présenté un exposé fondé sur le rapport intitulé « *Note d'information: Dix ans après « l'engagement d'Abuja » d'allouer 15% des budgets nationaux à la santé* ». Par cet exposé, le Comité a appris que seuls six pays d'Afrique avaient atteint l'objectif fixé par la Déclaration d'Abuja et consacraient au moins 15% de leur budget national à la santé. Même les pays ayant atteint la cible avaient enregistré des résultats médiocres pour au moins un des indicateurs liés aux OMD. En raison de la faiblesse à la fois des dépenses de santé par habitant et du pourcentage du budget national consacré à la santé, des problèmes demeurent dans le domaine de la santé en Afrique. Il s'agit, entre autres, d'une grave pénurie de personnel et d'un faible accès aux services sanitaires pour les plus vulnérables. L'exposé a également précisé que les infrastructures de prestation de services sanitaires demeuraient insuffisantes, que la coordination des fonds des donateurs restait déficiente, que ces fonds n'étaient pas nécessairement mis à profit pour traiter des priorités nationales en matière de santé, et que les dépenses privées absorbaient la majeure partie du budget de la santé.

57. Plusieurs mesures correctrices ont été recensées, notamment la mobilisation de ressources supplémentaires pour la santé auprès du secteur privé et l'étude de nouveaux régimes fiscaux pour financer les priorités en matière de santé; le renforcement de la mutualisation des risques pour mettre en place et renforcer les systèmes d'assurance maladie; l'utilisation plus efficace des ressources (notamment grâce à la coordination des donateurs et au financement axé sur les résultats); le renforcement de la gouvernance du secteur de la santé (comprenant l'amélioration de la gestion des finances publiques et un contrôle renforcé du financement de la santé); le renforcement de la mobilisation de ressources fondée sur les besoins réels des programmes et initiatives en matière de santé; et la promotion de la participation des organisations de la société civile. Il a également été établi que parmi les grands défis à relever étaient: inscrire la santé au nombre des secteurs prioritaires pour l'investissement, gérer et administrer les ressources pour la santé, d'une part, et rendre opérationnels les mécanismes de contrôle et de suivi, d'autre part. En conclusion, l'exposé a établi un parallèle entre la santé publique et le développement du capital humain, ce qui signifiait que les dépenses nationales dans le secteur de la santé représentaient un investissement dans le développement socioéconomique.

58. Dans le débat qui a suivi, plusieurs questions avaient retenu l'attention, dont l'exactitude des données et des indicateurs, la nécessité de faire une distinction entre les contributions du gouvernement et le financement extérieur de la santé, l'importance de mutualiser les données d'expérience sur la réalisation des objectifs d'Abuja, la gouvernance et la gestion des ressources et des dépenses en matière de santé; les conditions de travail décentes pour les personnels de santé, la prolifération de personnels non qualifiés, le stockage des médicaments dans de bonnes conditions et la mobilisation de ressources pour le secteur. Certains participants ont aussi plaidé en faveur de l'efficacité et de la transparence des flux financiers en faveur de la santé dans des conditions équitables et viables ainsi que de la nécessité d'envisager d'allouer des fonds au secteur sans perdre de vue les priorités nationales et les processus budgétaires. Des intervenants ont estimé que certains pays pouvaient avoir une faible capacité

d'absorption des ressources financières, d'où une mauvaise utilisation du financement disponible. Aussi fallait-il évaluer les capacités de façon appropriée. En conclusion, il semblait que se contenter de définir un pourcentage à atteindre pour le secteur de la santé n'était pas un outil de planification efficace et qu'il fallait, pour s'attaquer aux questions sous-jacentes, conjuguer des investissements suffisants dans la santé avec des investissements proportionnels dans les éléments sociaux déterminants de la santé. Les délibérations ont débouché sur les recommandations ci-après:

a) Renforcer la collecte de preuves scientifiques et en promouvoir l'utilisation pour la planification de la politique de santé. Plus précisément, mener des travaux de recherche sur:

- Les éléments justificatifs d'ordre scientifique, économique et politique de la cible recommandée;
- D'autres sources de financement de la santé;
- L'administration de la santé et l'efficacité;
- La mobilisation de ressources accrues, le renforcement de la mutualisation des risques et de l'efficacité des dépenses.

b) Renforcer la gouvernance du secteur de la santé en conditionnant les allocations budgétaires aux résultats et à la qualité du service, améliorer la gestion financière et engager les organisations de la société civile à exercer un contrôle;

c) Instituer un mécanisme de promotion de la vulgarisation de l'assurance-maladie auprès des groupes vulnérables;

d) Les États membres et les donateurs devraient accroître les ressources financières consacrées au secteur de la santé (qu'il s'agisse des personnels de santé, des médicaments, des infrastructures etc.) et en améliorer l'efficacité dans le cadre de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et du Programme d'action d'Accra;

e) Décentraliser les services de santé pour améliorer l'accès aux soins de santé, y compris le décaissement de fonds aux comités de santé au niveau local en vue d'une gestion efficace des ressources;

f) Adopter des modes de financement novateurs grâce à des partenariats public-privé, prévoir des cotisations d'assurance maladie en fonction du revenu, utiliser l'impôt en tenant notamment compte du fait que la majorité de la population travaille dans le secteur parallèle de l'économie;

g) Explorer de nouveaux moyens de parvenir à la stabilité macroéconomique et exiger l'assouplissement des conditions requises;

h) Renforcer les régimes de protection sociale ciblant les groupes de population vulnérables en les exonérant du partage des coûts et en les faisant bénéficier de la gratuité des frais d'hospitalisation.

**vi) Suivi de la mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique
[E/ECA/COE/30/13, AU/CAMEF/EXP/13(VI)]**

59. Un représentant du secrétariat a présenté un exposé intitulé: « *État de la mise en œuvre de la résolution de la Conférence sur la Charte africaine de la statistique* ». Depuis l'adoption de la Charte africaine de la statistique en 2009, seulement 20 pays avaient signé la Charte et bien peu l'avaient ratifiée. Le Comité a été informé de l'adoption de la stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique par les Chefs d'État et de gouvernement à Kampala ainsi que de l'élaboration d'une stratégie africaine de mise en œuvre du système de comptabilité nationale de 2008. En outre, pour assurer l'application effective de la Stratégie d'harmonisation des statistiques, diverses stratégies sectorielles avaient été élaborées, dont les suivantes: a) plan africain de mise en œuvre de la Stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles et rurales; b) programme de comparaison internationale pour l'Afrique; c) initiative visant à améliorer les systèmes d'établissement des statistiques de l'état civil et d'enregistrement des faits d'état civil en Afrique; d) initiative visant à améliorer le suivi des OMD et l'établissement des rapports correspondants; e) programme de SSP en Afrique; f) programme de gestion des connaissances sur les infrastructures en Afrique; g) programme de formation statistique pour l'Afrique; h) systèmes d'information sur le marché du travail; et i) plan d'action relatif à AfricaInfo.

Débat

60. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont salué les efforts déployés par la CEA, la CUA et leurs partenaires pour faire de la Charte l'instrument global de renforcement des capacités statistiques en Afrique, notant que celle-ci était très ambitieuse et couvrait tous les aspects statistiques. Toutefois, ils ont noté avec préoccupation que très peu de pays l'avaient signée et ratifiée. Ils ont instamment invité les États membres à le faire d'ici à 2012 comme ils s'y étaient engagés, et prié la CUA de mettre en œuvre la Charte de façon graduelle sur la base de priorités clés comme les indicateurs des OMD.

61. Dans le débat qui a suivi, le Comité a également pris note des contraintes liées à la qualité des données sur les indicateurs des OMD (par exemple celles concernant l'état de la pauvreté), qui empêchaient d'évaluer correctement les progrès véritablement accomplis dans la réalisation des OMD.

Recommandations:

- Tous les États membres qui ne l'ont pas encore fait signent et ratifient la Charte de sorte qu'elle puisse entrer en vigueur dès que possible compte tenu de l'importance qu'elle revêt pour les statisticiens, les planificateurs, les décideurs et d'autres parties prenantes.
- La CEA, la CUA et leurs partenaires élaborent un processus de validation des données pour les indicateurs des OMD et élaborent un programme statistique régional pour ces indicateurs.

- Les pays africains et leurs partenaires renforcent leurs capacités statistiques, en particulier pour les indicateurs des OMD.
- vii) Rapport sur le suivi de la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP)**
[E/ECA/COE/30/14, AU/CAMEF/EXP/14(VI)]

62. Le secrétariat a fait un exposé sur la base du rapport intitulé: « *État de la mise en œuvre du CAADP et les OMD* ». Au titre de ce point de l'ordre du jour, il a présenté un projet de document de travail pour la Conférence des ministres intitulé « Rapport sur le suivi de la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) ». Ce document de travail donnait un aperçu de la mise en œuvre du CAADP, programme qui avait été mis en place en 2003 pour apporter une contribution importante à la réalisation de l'OMD 1 et à une partie de l'OMD 7. Les représentants du secrétariat ont noté que 26 pays avaient signé des accords par lesquels ils s'étaient engagés à soutenir les priorités du continent définies dans le CAADP en ce qui concerne les investissements à effectuer et les mesures à prendre dans le domaine agricole. Le pourcentage des ressources budgétaires consacrées à l'agriculture avait atteint ou dépassé 10% dans huit pays et était compris entre 5 et 10% dans neuf autres. Malgré tous ces efforts, le taux de croissance annuelle du PIB agricole en Afrique subsaharienne était resté en dessous de l'objectif de 6%. Cependant, le CAADP avait donné une impulsion supplémentaire aux efforts visant à accroître l'efficacité de l'aide dans le secteur agricole et permis d'élaborer des moyens d'agir de façon plus structurée et plus intégrée tels que le fonds d'affectation spéciale pour le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs. La CUA travaillait à la mise en place d'un fonds africain de réserve pour imprévus (Mécanisme africain de mutualisation des risques, ARC) qui fournirait immédiatement des liquidités aux États participants insolubles en cas de sécheresse extrême. Par ailleurs, les résultats des travaux de modélisation du PAM montraient que la diversité des conditions climatiques en Afrique créait un effet de portefeuille important (50%) qui permettait de réduire de moitié le montant des réserves nécessaires pour couvrir le risque sécheresse. Si les États africains mutualisaient ce risque, il ne leur faudrait pour le couvrir que la moitié du montant total qui serait nécessaire si chaque pays créait sa propre réserve. Créer un fonds commun de garantie contre les risques de catastrophes grâce à la solidarité panafricaine serait donc un moyen économique de financer la sécurité alimentaire en Afrique.

63. Au cours du débat qui a suivi, les experts ont reconnu que la mise en œuvre du CAADP était effectivement lente du fait de la participation limitée des acteurs non étatiques, ce qui empêchait le processus des tables rondes nationales de progresser. Il a également été noté que les institutions qui fournissaient un appui stratégique au CAADP aux niveaux national et régional n'avaient guère les moyens d'accélérer la mise en œuvre du programme dans tous les États membres en raison du caractère limité de leurs ressources budgétaires et du fait qu'elles étaient très sollicitées, en particulier celles chargées de faciliter l'élaboration et l'examen technique de plans investissement. Le Comité a recommandé de valider et d'adopter un mécanisme de responsabilisation mutuelle pour surveiller le respect des engagements pris par les parties prenantes. Certains experts ont souligné que les États membres devraient redoubler d'efforts afin d'allouer 10% de leur budget national au secteur de l'agriculture comme ils s'y étaient engagés. Le Comité a reconnu que dans la plupart des États membres, la croissance économique était liée au secteur agricole, d'où la nécessité d'investir dans

l'agriculture pour assurer une croissance économique diversifiée ayant un effet positif sur l'emploi. Il a été suggéré de prendre le Kenya Women Enterprise Fund for Agriculture comme exemple de bonne pratique qu'il convenait de diffuser et de transposer à plus grande échelle en Afrique.

64. Le Comité a examiné la possibilité de s'assurer du lien entre la capacité d'absorption de chaque secteur et sa performance avant d'allouer des ressources budgétaires afin de produire un effet accru sur les groupes les plus vulnérables. En outre, il fallait améliorer la coordination et l'harmonisation entre toutes les parties prenantes afin que les ressources allouées soient utilisées de façon plus efficace. Le Comité a accueilli avec satisfaction l'idée d'un mécanisme africain de mutualisation des risques car l'Afrique était tributaire de l'aide internationale lorsqu'elle était frappée par des catastrophes. Ce mécanisme aiderait les États membres à se doter des capacités nécessaires pour faire face aux catastrophes naturelles. Le Comité a invité instamment les organisateurs de la réunion d'experts sur l'étude de conception financière et institutionnelle pour le Mécanisme africain de mutualisation des risques prévue au début de mai en Afrique du Sud, à mobiliser des appuis politiques en obtenant l'aval de la Conférence des ministres.

Recommandations:

- a) Que les États membres mettent en place des mécanismes pour faire en sorte que des ressources budgétaires soient allouées aux piliers du CAADP afin d'accroître la production alimentaire, la productivité, l'accès à l'alimentation et d'améliorer la gestion des risques et, partant, d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans ce processus, il faudrait accorder une attention particulière au rôle des femmes et des jeunes dans tous les piliers du CAADP;
- b) Que les États membres redoublent d'efforts afin de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en place de mécanismes efficaces pour suivre et rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du CAADP. À cet égard, ils devraient veiller à ce que les ressources allouées soient mieux gérées;
- c) Que les États membres envisagent de créer une force de gestion des risques prête à intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle sur le continent;
- d) De proposer, tout en étant conscient des objectifs de dépenses fixées dans les diverses déclarations sur les services de santé et l'agriculture, que le montant des fonds alloués à chaque secteur soit déterminé par les priorités de chaque État membre;
- e) D'étudier des mécanismes de financement novateurs, y compris des partenariats public-privé, pour investir dans l'agriculture, par exemple dans la recherche, les infrastructures et les statistiques;
- f) Que la Conférence des ministres envisage d'adopter une résolution de soutien au Mécanisme africain de mutualisation des risques (ARC) et approuve la tenue prochaine de la réunion d'experts sur ce sujet.

**viii) Rapport sur la science et la technologie au service du développement en Afrique
[E/ECA/COE/30/19, AU/CAMEF/EXP/19(VI)]**

65. Le secrétariat a présenté un exposé fondé sur le rapport intitulé « Promouvoir la science, la technologie et l'innovation au service du développement en Afrique » (E/ECA/COE/30/19). L'exposé abordait les principaux défis liés à la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation au service du développement en Afrique, les différentes étapes entre la science et l'entreprise, les mesures prises pour exploiter le pouvoir de l'innovation et de l'esprit d'entreprise et les rôles respectifs de la CEA et de la CUA à cet égard. Ont ensuite été mis en évidence les principaux objectifs de la Conférence, les principaux résultats attendus et les mesures recommandées, dont la mise en œuvre serait coordonnée en vertu du Mécanisme de coordination régionale (MCR) par la CEA et la Commission de l'Union africaine (CUA).

66. Dans le débat qui a suivi, le Comité a salué les efforts déployés par la CUA et la CEA pour faire de la Conférence sur le « Partenariat scientifique avec l'Afrique » une instance de premier plan pour promouvoir l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation en vue d'améliorer la qualité de la vie, de créer des emplois et de faciliter le développement industriel et l'intégration régionale en Afrique. En outre, le Comité a reconnu que le capital humain était la clef de la capacité scientifique et a appelé les pays africains à adopter des stratégies et des mesures visant à mieux intégrer l'enseignement scientifique à tous les niveaux. Les membres du Comité ont également souligné la nécessité d'exploiter le potentiel scientifique autochtone, ainsi que celui de la diaspora, en créant un environnement porteur. Ils ont également noté les efforts de développement des activités et d'exécution des programmes de science et technologie de la CEA et de la CUA, grâce au financement et à des plates-formes d'innovation régionale. Ils ont salué par ailleurs la mise en place d'initiatives panafricaines telles que le Fonds de dotation pour la science, technologie et innovation en Afrique, le Réseau africain de développement et de transfert de technologie et le Réseau africain pour l'innovation dans le domaine des médicaments et des diagnostics, afin de stimuler le développement d'entreprises novatrices en Afrique et de faciliter l'intégration régionale grâce à des collaborations dans le domaine de la R-D, des alliances industrielles et une innovation ouverte. Ils ont accordé une importance particulière à la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie africaine de l'innovation pour la création d'emplois, la promotion de l'innovation locale, la compétitivité sur les marchés et la création de richesse.

Recommandations

a) La CEA et la CUA devraient inviter chaque gouvernement africain à se doter, au niveau national, d'une politique et d'un régime de propriété intellectuelle qui tiennent compte des savoirs autochtones locaux, des systèmes nationaux de science et d'innovation et des plans de développement économique;

b) La CEA et la CUA devraient soutenir la mise en place d'un centre de connaissances et de technologies autochtones africaines et veiller à ce que ces technologies soient brevetées;

c) La CEA et la CUA devraient encourager les programmes d'innovation en faveur des femmes et veiller à l'intégration d'une perspective égalitaire dans les systèmes de science, de technologie et d'innovation en Afrique.

Présentation et examen du document de travail portant sur le thème de la Conférence: Gérer le développement en Afrique (point 8 de l'ordre du jour)
[E/ECA/COE/30/03, AU/CAMEF/EXP/3(VI)]

67. Le secrétariat a présenté le document de synthèse sur le thème de la Conférence, « **Gérer le développement en Afrique** ». L'exposé a permis de faire brièvement le point sur les progrès réalisés par les pays africains et de recenser les principaux obstacles au développement économique et social du continent en matière de gestion du développement et de promotion de la transformation économique. À cet égard, il a souligné la nécessité de repenser le rôle de l'État dans la promotion du développement économique en Afrique et abordé trois questions, à savoir: pourquoi repenser le rôle de l'État dans le développement en Afrique ? Quel devrait être le rôle de l'État dans le développement de l'Afrique ? Comment un État « développementiste » peut-il voir le jour et comment faire pour qu'il réponde de ses actions et résultats ?

68. Examinant la première question, l'exposé a montré que la forte croissance enregistrée par l'Afrique ces 10 dernières années ne s'était traduite ni par une réduction notable de la pauvreté ni par un important développement social. Elle est demeurée en deçà du niveau nécessaire pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et n'a pas été suffisamment généralisée pour faire sortir des millions d'Africains de la pauvreté. Les économies africaines se caractérisent par une forte instabilité et une absence de véritable transformation économique. Compte tenu aussi bien de ce dernier élément que des défaillances incessantes du marché, il est devenu nécessaire de lancer un nouveau débat sur le rôle de l'État dans la gestion du développement sur le continent s'est imposée. Dans la majorité des pays africains, les facteurs suivants ont limité la transformation économique: inefficacité des stratégies de développement, qu'elles soient dirigées par l'État ou le marché; distorsion des incitations en faveur de la diversification et de la transformation de l'économie, associée à l'abondance de ressources naturelles; effets négatifs de l'environnement, du changement climatique et de la démographie; idéologie de l'interventionnisme minimal (qui a réduit les capacités de l'État et de la fonction publique en matière de gestion du développement); abandon de la planification du développement; niveau élevé d'inégalité et inaptitude du marché tant à résoudre les problèmes d'information, de coordination et d'externalité qu'à stimuler les capacités productives et à améliorer les infrastructures de production pour permettre le décollage économique.

69. S'agissant de la deuxième question, l'exposé a indiqué que l'État devait assumer la direction de la promotion du développement des pays africains, notamment en offrant une vision claire du développement, en coordonnant le changement au moyen d'un processus de planification, en gérant les conflits relatifs à la répartition, en atténuant les risques liés aux investissements et les problèmes en matière d'information, et en encourageant l'intégration régionale pour surmonter les limites imposées à certaines économies du fait de leur petite taille ou de leur fragmentation. L'État doit également surmonter les obstacles imposés par les arrangements et partenariats économiques internationaux. Il a également été démontré que les économies avancées d'aujourd'hui s'étaient largement appuyées sur des interventions étatiques pour déclencher et faciliter leur décollage et le processus de rattrapage.

70. Concernant l'édification de l'État développementiste en Afrique, l'exposé a souligné la nécessité de comprendre les caractéristiques d'un État développementiste efficace et le rôle des parties prenantes clefs dans sa construction et sa mise en service. Cet État doit avoir la volonté politique et la

légitimité requises pour diriger; il doit disposer d'institutions solides et opérationnelles, ainsi que d'une fonction publique professionnelle, compétente et neutre; et il doit favoriser l'engagement institutionnel des grands acteurs sociétaux (secteur privé, société civile, etc.), par l'intermédiaire de débats démocratiques sur les stratégies et politiques de développement. Il devrait agir de manière transparente et responsable et être capable d'éviter les écueils de l'interventionnisme.

71. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont généralement convenu que la transformation structurelle était importante en vue du développement durable de l'Afrique et que l'État jouerait, à cet égard, un rôle clef en tant que facilitateur. Cependant, ils ont noté que la plupart des États africains manquaient de capacités pour agir en tant que facilitateurs du développement et devaient engager certaines réformes pour pouvoir efficacement jouer ce rôle. Les domaines politique, social, judiciaire et le secteur des finances publiques figuraient au nombre des priorités en ce qui concerne le besoin de réformes. Les participants ont reconnu qu'il fallait absolument disposer d'institutions fortes pour élaborer la vision de l'État développementiste et gérer son application.

72. Les participants ont mis en exergue le rôle de l'État dans le maintien de la stabilité macroéconomique, de l'investissement dans l'infrastructure et dans le développement humain, de la protection des droits de propriété, du respect des contrats, de la promotion de l'investissement privé y compris l'IED et de la promotion de la cohésion sociale. Afin que l'État puisse jouer ce rôle de facilitateur, il a été souligné qu'il faut améliorer l'efficacité du secteur public. En outre, les impératifs de développement doivent mettre l'accent sur l'intégration de la problématique homme-femme, ainsi que sur la protection des droits fondamentaux des groupes vulnérables comme les réfugiés, les personnes déplacées, les enfants et les personnes âgées. La gestion du développement en Afrique doit également mettre en lumière la qualité des dirigeants et freiner la corruption et la recherche de rente, ce qui nécessite de changer les comportements. Les participants ont noté que les récents événements en Afrique du Nord soulignaient l'importance des dimensions sociale et politique du développement en vue d'atteindre la paix et la sécurité.

73. Le Comité a souligné que l'État a pour rôle important de stimuler l'investissement public. À cet égard, le développement de marchés financiers et de capitaux, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'accroissement de l'épargne intérieure ont été mis en exergue comme moyens de mobiliser les ressources intérieures afin de financer les plans de développement nationaux. Les ressources de la diaspora africaine, y compris les transferts de fonds, ont également été mentionnées comme sources potentielles de financement du développement de l'Afrique.

74. Le Comité a fait observer que les réformes sociales étaient tout aussi importantes que les réformes économiques et a insisté sur la nécessité de mieux cibler les programmes sociaux et de développer les compétences comme domaines d'intervention possible. La décentralisation des fonctions de l'État a également été citée comme stratégie visant à combler l'écart entre la prestation de services et la population. Il a été souligné, à cet égard, que la mise en place d'un État compétent, capable de répondre aux besoins de sa population, était indispensable pour construire un État développementiste efficace en Afrique. Il a par ailleurs été noté que l'un des piliers d'un État compétent était une saine gestion des finances publiques. Les participants ont également insisté sur la nécessité de décentraliser le pouvoir et les ressources au sein des pays, ce qui pourrait permettre aux gouvernements d'être plus

proches de leurs citoyens, plus responsables et plus prompts à réagir, et pourrait accroître le champ d'action des citoyens pour influencer les priorités des politiques et participer à leur mise en œuvre.

75. Le Comité a noté que la plupart des pays africains n'avaient pas la capacité de gérer la transformation économique, notamment celle de concevoir, d'exécuter, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des programmes. L'une des raisons de cet état de fait était l'exode des compétences du secteur public vers le secteur privé, ainsi que du secteur public africain vers les pays développés ou émergents. À cet égard, le Comité a insisté sur le fait qu'il était nécessaire d'envisager d'avoir recours aux institutions du continent, comme l'IDEP, pour renforcer les capacités du secteur public en Afrique.

76. S'agissant de la planification du développement, le Comité a souligné qu'il était nécessaire que les pays africains élaborent des plans stratégiques qui définissent clairement leur vision du développement et il a fait observer que l'État avait un rôle fondamental à jouer pour mettre en place les capacités humaines, institutionnelles et techniques nécessaires pour appuyer l'élaboration, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans de développement. Le Comité a également recensé des domaines essentiels dans lequel l'État pouvait et devait jouer un rôle pour promouvoir le développement économique, notamment l'infrastructure, la santé et l'éducation, la bonne gouvernance et les politiques macroéconomiques.

Recommandations

77. Suite au débat et aux conclusions ci-dessus, les participants ont formulé les recommandations ci-après:

a) Les pays africains devraient élaborer des plans stratégiques à long terme (25 à 30 ans) qui définissent clairement leur vision du développement;

b) Les États membres devraient intégrer la problématique hommes-femmes, renforcer l'égalité des sexes et protéger les droits de l'homme, en particulier les droits des groupes vulnérables comme les réfugiés, les personnes déplacées, les jeunes, les personnes âgées, les handicapés et les enfants, dans la promotion du rôle de l'État pour gérer le développement et la transformation économique;

c) Il faudrait procéder simultanément à des réformes économiques et politiques, notamment des politiques macroéconomiques, afin de répondre aux demandes du public en matière de liberté, de dignité et de justice sociale, qui sont des composantes fondamentales d'un processus de développement durable. Démocratie, participation politique et transparence doit guider la nouvelle démarche développementiste de l'État;

d) L'UA et la CEA devraient coopérer avec un certain nombre d'états africains dans le but de réformer leurs cadres juridiques; cette réforme pourrait ensuite être appliquée à plus grande échelle sur le continent, après une évaluation et la prise en compte des enseignements tirés;

e) Les organisations régionales africaines devraient coopérer pour élaborer une vision à long terme du développement du continent;

f) Les États membres devraient renforcer la gouvernance des finances publiques afin d'assurer une meilleure gestion de ces finances, la transparence, la responsabilisation, le renforcement des institutions, l'équilibre des réformes, le renforcement des capacités et l'autonomie dans le choix que des réformes;

g) Les États membres devraient renforcer les ministères chargés de la planification en vue d'une meilleure application de leurs plans de développement national;

h) Les États membres devraient renforcer les mécanismes de contrepoids nécessaires pour prévenir la corruption;

i) L'IDEP de la CEA devraient procéder à de nouvelles recherches sur le rôle de l'État, du secteur privé, de la société civile et des partenaires de développement dans la transformation économique;

j) L'IDEP de la CEA devraient renforcer les programmes de renforcement des capacités pour préparer les fonctionnaires à jouer un rôle effectif dans la transformation économique;

k) Les États membres devraient renforcer leurs capacités dans les domaines suivants, indispensables aux objectifs d'autonomie et de stabilité consacrés dans la notion d'État développementaliste: i) l'alerte précoce et la préparation; ii) l'analyse de la vulnérabilité; iii) les interventions d'urgence; et iv) les filets de sécurité ciblés pour protéger les moyens d'existence et préserver les ressources naturelles et les actifs économiques;

l) L'État développementaliste devrait: i) transformer son système politique pour éliminer la recherche de rentes et viser uniquement le développement; ii) transformer sa structure de production de manière à l'assainir, d'un point de vue intérieur, et optimiser la valeur de ses exportations, iii) restructurer les incitations offertes à secteur privé en mettant l'accent sur une affectation efficace des ressources privilégiant la croissance et favorable aux pauvres et promouvoir activement les partenariat public-privé et l'investissement privé;

m) Les États membres devraient adopter des politiques plus cohérentes afin de mettre fin aux disparités entre les processus de planification du développement et de planification financière.

Questions statutaires (point 9 de l'ordre du jour)

i) Rapport annuel de la CEA, 2011

78. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a présenté le *Rapport annuel de la CEA, 2011* (E/ECA/COE/30/17) qui met en relief les principales réalisations de la CEA au cours de la période allant d'avril 2010 à mars 2011. Le représentant de la CEA a fait un résumé du Rapport en trois parties: a) les principales activités et réalisations relatives au programme; b) les questions découlant des réunions des organes subsidiaires de la Commission, notamment les comités intergouvernementaux d'experts des bureaux sous-régionaux et c) l'amélioration des processus de gestion administrative et des programmes.

79. La présentation a mis en lumière les principales activités et réalisations du secrétariat de la CEA au titre des 10 sous-programmes de fond qui constituent le programme approuvé dans le Cadre stratégique pour l'exercice biennal 2010-2011. Les sous-programmes portaient sur des thèmes correspondant globalement aux principaux défis de développement à relever par les pays africains à savoir: analyse macroéconomique, finance et développement économique; sécurité alimentaire et développement durable; gouvernance et administration publique; information, science et technologie au service du développement; commerce, coopération économique et intégration régionale; parité et participation des femmes au développement; appui aux activités sous-régionales pour le développement; planification et administration du développement; statistique et développement social. D'autres programmes ont été exécutés notamment: l'appui des Nations Unies à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique; le programme ordinaire de coopération technique des Nations Unies et le programme du Compte de l'ONU pour le développement.

80. Le secrétariat a appelé l'attention du Comité sur plusieurs publications phares notamment le *Rapport économique sur l'Afrique, 2011*, le rapport intitulé *État de l'intégration régionale en Afrique*, le Rapport sur les OMD en Afrique, 2010 (conjointement préparé par la CEA, l'UA, la BAD et le PNUD), le *Rapport sur l'examen mutuel de l'efficacité du développement*, établi conjointement par la CEA et l'OCDE et le deuxième *Annuaire statistique africain*. Par ailleurs, la CEA a organisé un certain nombre de conférences, ateliers et séminaires régionaux et internationaux importants, notamment le septième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII), la cinquième Conférence économique africaine, la première Conférence des ministres africains chargés de l'enregistrement des faits d'état civil (août 2010), la onzième session du Mécanisme de coordination régionale (novembre 2010), ainsi que les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, prévue en juin 2012 à Rio. Un certain nombre de réunions de groupes d'experts ont également été organisées dans le cadre du mécanisme de concertation entre collègues visant à améliorer la qualité et la pertinence des savoirs de la CEA. Une assistance technique a été fournie aux États membres sur des questions très diverses.

81. Tous les cinq bureaux sous-régionaux de la CEA ont enregistré des réalisations concrètes dans la mise en œuvre des programmes pluriannuels de coopération signés avec les communautés économiques régionales concernées, portant sur des questions comme les Objectifs du Millénaire pour le développement, la parité hommes-femmes, la gouvernance, le commerce, l'intégration régionale, la statistique, les technologies de l'information et des communications, la science et la technologie.

82. Dans le débat qui a suivi, le Comité a félicité la CEA pour ses réalisations au cours de l'année. Il a formulé des recommandations visant à améliorer les futures éditions du Rapport annuel. Certaines délégations ont souligné qu'il faudrait y inclure les difficultés que le secrétariat de la CEA doit surmonter pour mettre en œuvre son programme de travail et procéder à une évaluation appropriée. Répondant à une observation du représentant de la Namibie, le secrétariat a exprimé le regret d'avoir omis de mentionner dans le Rapport annuel, la réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe, accueillie par le Gouvernement namibien et a promis de publier un additif sur ce point après la réunion.

ii) Projet de programme de travail et priorités de la CEA pour la période biennale 2012-2013 (E/ECA/COE/30/18)

83. Le secrétariat a présenté un exposé fondé sur le rapport intitulé *Projet de programme de travail et priorités de la CEA pour la période biennale 2012-2013* (E/ECA/COE/30/18) qui a été établi en se référant au cadre stratégique de la CEA qui a été approuvé.

84. Le programme s'articulait autour de 10 sous-programmes, couvrant les domaines suivants: analyse macroéconomique, finance et développement économique; sécurité alimentaire et des développement durable; gouvernance et administration publique; information, science et technologie au service du développement; commerce, coopération économique et intégration régionale; parité et participation des femmes au développement; activités sous-régionales pour le développement; planification et administration du développement; statistique; et développement social. Il avait été établi conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats et demeurerait axé sur les deux piliers principaux du repositionnement de la CEA, à savoir la promotion de l'intégration régionale et l'appui à l'Afrique pour qu'elle réponde à ses besoins particuliers, notamment la réalisation des OMD.

85. Au cours du débat qui a suivi, le Comité s'est félicité que le secrétariat ait élaboré un programme de travail reposant sur la gestion axée sur les résultats. Il a néanmoins fait observer que les questions d'intégration régionale, de renforcement des capacités en matière de statistique, et de gouvernance (par rapport à la récente évolution politique sur le continent) devraient avoir une plus large place dans ce programme. Il a également suggéré de modifier les contenus et titres de certains sous-programmes.

86. Le Comité a été informé que le renforcement des capacités avait déjà été pris en compte en matière de statistique, d'intégration régionale et de gouvernance. Il a également été indiqué qu'un appui supplémentaire aux États membres en matière de renforcement des capacités dans ces domaines serait disponible en utilisant les ressources du Programme ordinaire de coopération technique. S'agissant des contenus et de la suggestion tendant à modifier l'intitulé de certains sous-programmes, il a été rappelé au Comité que le programme de travail avait été élaboré conformément au cadre stratégique pour 2012-2013 adopté par les États membres à Lilongwe. Les modifications proposées pourraient être examinées dans le cadre de l'élaboration du prochain cadre stratégique.

87. Le Comité a pris note de l'exposé et du document à la lumière des observations ci-dessus.

iii) Rapport d'activité de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) (E/ECA/COE/30/20)

88. Le secrétariat a présenté un exposé fondé sur le *Rapport de l'Institut africain de développement économique et de planification à la session de 2011 de la Conférence des ministres*. Le secrétariat a présenté un rapport sur les activités de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). L'Institut avait poursuivi le plan de réforme convenu et achevé le processus de repositionnement approuvé lors de la Conférence des ministres précédente, notamment la revitalisation

de ses organes délibérants, le renouvellement de son portefeuille de programmes et d'activités; l'adoption d'un nouveau plan stratégique institutionnel; la réintégration totale des activités de l'Institut dans la programmation d'ensemble de la Commission économique pour l'Afrique; le renforcement des relations entre les programmes de l'Institut et ceux de la Commission de l'Union africaine; le développement des partenariats de l'Institut dans les cinq sous-régions du continent; le renouvellement des anciens partenariats et l'instauration de nouveaux partenariats; la rénovation des installations de développement des capacités et de formation. En conséquence, des activités de formation principales, des travaux de recherche sur les politiques et des initiatives en matière de concertation sur les politiques ont été entrepris au cours de l'année écoulée et l'Institut a considérablement consolidé sa réputation et son rôle stratégique en Afrique.

89. Le Comité a pris note des progrès considérables accomplis par l'IDEP en 2010 et a félicité la direction de l'Institut pour les efforts déployés en vue de faire passer la subvention de l'institut d'un million de dollars en 2009 à six millions de dollars en 2010. Plusieurs participants ont salué les efforts faits par l'IDEP, tandis que le représentant de l'Afrique du Sud a exprimé la volonté de son pays de régulariser son appui à l'Institut. D'autres représentants ont suggéré que l'IDEP axe son programme de recherche et de formation sur un petit nombre de domaines. Le secrétariat a bien accueilli les suggestions et a donné l'assurance au Comité que des domaines de concentration avaient été mis au point, conformément au principe de l'Unité d'action de l'ONU.

iv) Statuts du Fonds monétaire africain et annexes [AU/CAMEF/EXP/23(VI)]

90. Le Comité a été informé que les projets de statuts et annexes ont été soumis à la quatrième Conférence conjointe uniquement pour information. Cependant, certaines délégations ont manifesté l'intérêt de poursuivre les consultations pour enrichir et consolider le projet de statuts et annexes et ont déclaré qu'ils manifesteraient encore cet intérêt au niveau ministériel conjoint, tel que demandé par la Conférence extraordinaire des ministres africains de l'économie et des finances (CAMEF), tenue à Yaoundé en décembre 2010.

**v) Rapport sur la suite donnée aux décisions et recommandations de la réunion annuelle conjointe de la Commission de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique de 2010
[E/ECA/COE/30/15, AU/CAMEF/EXP/15(VI)]**

91. Le secrétariat a présenté un rapport intitulé « Rapport sur la suite donnée aux décisions et recommandations de la troisième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA » [E/ECA/30/15, AU/CAMEF/EXP/15(VI)] sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions adoptées par la Conférence des ministres de 2010. Le rapport contenait par ailleurs un aperçu des principales activités entreprises par les deux institutions et mettait en exergue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés (PMA), la façon de remédier aux effets du changement climatique, la réalisation d'une Afrique ne connaissant plus l'insécurité alimentaire et la lutte contre les flux financiers illicites.

92. Le secrétariat a également fait rapport sur les préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA, qui se tiendrait en mai 2011, notamment l'élaboration d'une Position africaine commune. Il a par ailleurs décrit les progrès réalisés dans l'exécution du programme d'intégration de l'Afrique; le renforcement des capacités et l'élaboration de politiques dans les domaines du commerce, de l'infrastructure et de l'exploitation des ressources naturelles; l'élaboration du quatrième rapport sur l'État de l'intégration régionale en Afrique (ARIA IV); la présentation de la Position africaine commune sur les OMD à la réunion plénière de haut niveau sur les OMD organisée en septembre 2010 et l'organisation de la septième édition du Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII), qui s'était tenue en octobre 2010 sur le thème « Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique ». Le Comité a également été informé de l'avancement des préparatifs de la treizième session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE).

93. La CUA et la CEA, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), avaient nettement progressé dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de travail effectif sur la mise en place de chaînes de valeur intégrées au niveau régional et se rapportant aux produits alimentaires et agricoles stratégiques dans les sous-régions du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEA avait également mis au point et largement diffusé à toutes les parties prenantes un cadre et des directives en matière de politique foncière en Afrique et la Déclaration des chefs d'État africains sur les ressources foncières. Le Comité a également été informé des principales activités visant à lutter contre les conséquences des sorties illicites de capitaux sur le développement économique et social du continent.

94. Dans les débats qui ont suivi, le Comité s'est félicité des efforts et des progrès réalisés par les deux institutions et les a invitées instamment à coopérer de façon plus étroite pour donner suite aux décisions et aux recommandations de la réunion annuelle conjointe afin de tirer le meilleur parti de leur complémentarité.

vi) Note d'information sur les grandes conférences de la Commission de l'UA et de la CEA à venir

95. Le secrétariat a présenté le document E/ECA/COE/30/Inf/5, AU/CAMEF/EXP/Info.5(VI), visant à informer les États membres des principales manifestations que la CUA et la CEA prévoyaient d'organiser entre le mois d'avril et la fin de l'année 2011.

96. La note d'information était conçue de façon à appeler exclusivement l'attention du Comité sur les réunions demandant une participation à grande échelle des États membres. Les réunions de petits groupes d'experts et d'ateliers spécialisés n'étaient donc pas indiquées, pas plus que les réunions internes des deux Commissions. Les réunions figurant sur la liste avaient été classées de façon thématique, afin de donner aux experts un aperçu des activités communes qui seraient réalisées pendant le reste de l'année aux niveaux régional et sous-régional. Un calendrier plus détaillé, établi dans les quatre langues, serait bientôt disponible sur les sites Web de la CEA et de l'UA. Les dates des réunions

étaient données à titre indicatif et, le moment venu, des lettres d'invitation seraient adressées aux États membres pour confirmer les dates exactes et solliciter leur participation.

97. Pendant les débats qui ont suivi, certains représentants ont proposé que, compte tenu de l'importance de la gouvernance en Afrique du Nord à l'heure actuelle et étant donné que seules deux réunions en anglais avaient été programmées dans les domaines de la gouvernance et de l'administration publique, des réunions supplémentaires soient organisées dans d'autres langues dans cette sous-région. Le secrétariat a expliqué que, bien que les deux Commissions soient favorables à la tenue de réunions additionnelles dans d'autres sous-régions et en dehors d'Addis-Abeba, les coûts supplémentaires imposaient d'organiser au siège une grande partie des réunions prévues.

98. Le Comité a proposé que la coordination et l'intégration des activités des deux institutions fassent l'objet d'une plus grande synergie afin d'accroître l'efficacité de ces deux institutions, puisque les participants ciblés étaient les mêmes.

Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

99. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Président a invité les délégués à soulever toutes autres questions connexes.

100. Le Comité a suggéré que la CEA et la CUA s'approprient les consensus antérieurs formulés à des réunions internationales et régionales portant sur le développement économique et social, notamment la Déclaration de Dakar de 2006 et la Déclaration de Nouakchott.

101. Le Comité a encouragé les deux institutions à faire en sorte que les conférences et réunions organisées se tiennent dans les langues officielles des deux institutions.

102. Le Président a félicité les délégués pour leurs contributions.

Examen et adoption du projet de rapport du Comité d'experts et des projets de résolution (point 11 de l'ordre du jour)

103. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le projet de rapport de sa réunion [document portant la cote E/ECA/COE/30/L30/L, AU/CAMEF/EXP/Draft (VI)], et 12 projets de résolution à soumettre pour adoption à la quatrième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA. Plusieurs délégations ont fait des commentaires et observations et proposé des amendements au rapport. Après un débat constructif, le Comité a adopté le rapport ainsi que 11 des 12 projets de résolution. Les projets de résolution, tels qu'ils ont été amendés par le Comité, sont annexées au présent rapport pour soumission à la quatrième session de la Conférence des ministres.

Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

104. Au nom de la CUA et de la CEA, Mme Jennifer Kargbo, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique, s'est déclarée satisfaite des débats et a remercié les participants pour leurs contributions. Elle a salué l'esprit constructif du débat sur des questions difficiles. Elle a remercié le Président et le Bureau d'avoir dirigé les travaux avec succès.

105. Après avoir exprimé sa gratitude aux participants pour leur appui, leur engagement et la profondeur du débat, le Président du Bureau du Comité d'experts a remercié la CEA et la CUA d'avoir organisé une réunion fructueuse. Il a ensuite déclaré la session close.